

A la veille de la visite à Paris du président soviétique

M. Gorbatchev s'alarme des tensions qui menacent la perestroïka et l'« intégrité de l'Etat »

La poudrière des nationalités

- La publication de « l'Archipel du goulag » va être autorisée
- Un sondage : les Français partagés sur les réformes en URSS

Est-ce parce qu'il redoute de nouveaux incidents en URSS pendant son séjour en France que M. Gorbatchev a adjuré ses concitoyens, samedi soir, de cesser de « jouer avec le feu » des tensions nationales ? Chacun se souvient que c'est pendant la visite du président soviétique à Londres, le 9 avril, que l'armée s'était livrée à la provocation que l'on sait à Tbilissi. M. Roy Medvedev, l'ancien dissident devenu député, n'a-t-il pas dénoncé à la tribune du Kremlin les « complots » qui se trameraient pendant chaque déplacement de l'architecte de la perestroïka ?

De toute manière, et s'il est vrai que cette intervention télévisée n'est que la première d'une série, il était normal que le thème du nationalisme soit d'abord évoqué, avec son double défi. Celui des revendications d'indépendance des Républiques baltes est sans doute, à terme, le plus redoutable, mais celles-ci prennent pour le moment une forme exclusivement politique, concentrée notamment sur la mise à plat de l'histoire : c'est ainsi qu'une conférence tenue à Tallin vient de déclarer nulle et non avenue les protocoles germano-soviétiques de 1939, tout en reconnaissant leur existence comme « certains ».

Plus graves dans l'immédiat sont les manifestations de haine qui se multiplient dans les régions du sud de l'URSS. Les affrontements entre chrétiens et musulmans, entre chitès et sumitès, les sinistres pogroms déclenchés par les Azéris contre les Arméniens, les Ouzbèkes contre les Tadjiks, les migrations forcées provoquées par ces déchaînements, tout cela rappelle ce que l'on voit se produire périodiquement dans les régions les moins développées d'Afrique et d'Asie, au point que M. Gorbatchev se demande quel exemple l'URSS donne ainsi à l'appui de ses appels à un monde non-violent.

Le numéro un soviétique est lui-même en défensive. Certes, les problèmes actuels sont hérités du passé : le coupable est moins d'ailleurs Brejnev avec son slogan - utopique mais sans effet pratique - de « fusion » des nations que Staline et ses déportations de peuples entiers, qui ont laissé de véritables bombes à retardement au cœur du système. Il reste que la glasnost a donné libre cours aux sentiments nationalistes comme aux autres et que ceux-ci sont encore exacerbés par la désorganisation économique engendrée par la perestroïka : les affrontements seraient moins vifs sans la pénurie généralisée dont souffrent les Soviétiques. Ajoutons que le Kremlin commence seulement à rectifier certaines erreurs initiales : c'est un Kazakh qui vient de remplacer à la tête du parti au Kazakhstan M. Kolbina, le Russe dont le parachutage à Alma-Ata, à la fin de 1985, avait déclenché les premières émeutes nationalistes dans le pays. Et le comité central va enfin tenir, à la fin de ce mois, la session prévue depuis longtemps sur la politique nationale. Mais ni cette session ni le Congrès des députés cet automne ne pourront trouver autre chose que des palliatifs à la crise : les vraies solutions ne sont pas pour bientôt.



M. Mikhaïl Gorbatchev est attendu mardi 4 juillet en fin de matinée à Paris. Le décès, dimanche, d'André Gromyko ne semble pas devoir entraîner une modification du programme, les obsèques de l'ancien chef de l'Etat pouvant être retardées de quelques jours.

Samedi soir, le chef du Kremlin s'était adressé à la population soviétique pour lancer, dans une allocution télévisée, une sévère mise en garde contre la montée

des nationalismes et les affrontements interethniques qui menacent la perestroïka et l'« intégrité de l'Etat ». Cet avertissement intervenait alors que de nouvelles tensions sont signalées en Géorgie.

Dimanche, enfin, on apprendait à Moscou que l'Union des écrivains soviétiques avait décidé de recommander la publication en URSS de l'œuvre majeure

d'Alexandre Soljenitsyne, « l'Archipel du goulag », et qu'elle demandait que sa nationalité soviétique soit restituée au Prix Nobel de littérature.

Un sondage IFOP pour le Monde et TF 1 sur la politique étrangère de la France montre que les Français sont partagés sur les réformes de M. Gorbatchev et leurs conséquences.

(Lire nos informations pages 3 à 5.)

L'homme du « futur indéfini »

par Bernard Guetta

M. Gorbatchev - on le sait - n'est pas autant aimé en France qu'aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale ou en Italie, mais il y est pourtant beaucoup plus populaire encore que dans son propre pays. Florissant à l'Ouest, non seulement la « gorbiniade » est inconnue en URSS, mais elle reste incompréhensible aux Soviétiques, qui n'éprouvent, eux, aucune passion pour leur président.

On ne s'écraie pas sur son chemin lorsqu'il va serrer des mains

dans les profondeurs de l'Union. Les ouvriers, pendant ses visites d'usines, débattent plus souvent leurs problèmes qu'ils ne le remercient de vouloir les résoudre. Fréquentes, les campagnes observent et se gardent toujours bien, malgré ses appels, de se relancer dans l'exploitation familiale. Quant aux intellectuels...

Alors là, c'est simple : ils ne lui pardonnent rien. Toujours à vivre dans l'angoisse permanente que demain ne soit hier, persuadés que tout cela ne peut pas durer, convaincus que si M. Gorbatchev

venait vraiment changer l'URSS, « ils » (les conservateurs, l'appareil, le système, le fantôme de Staline) ne lui en laisseront pas la possibilité, ils lui reprocheront tout à la fois d'être menacé et d'être prudent. A chaque nouvelle crise, Moscou, Rostov, Leningrad ou Kiev bruisent ainsi de rumeurs catastrophistes.

(Lire la suite page 3.)

Lire page 5

La mort d'André Gromyko

Les relations entre le gouvernement et le parti

Les dirigeants du PS laissent la voie libre à M. Rocard

Le comité directeur du PS, réuni samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet, a fait bon accueil à M. Rocard et lui laisse la voie libre pour l'avenir. Le premier ministre a défendu l'action de son gouvernement, qui vise, a-t-il expliqué, à disposer d'un appui substantiel dans l'opinion et à favoriser la division de l'opposition. M. Jospin s'est présenté comme le chef de l'« axe majoritaire » au sein du Parti, tandis que M. Fabius présentait les bases de ce que devrait être selon lui un PS « ouvert ».

Les électeurs boudent, les militants s'impatientent, mais, comme dit M. Michel Rocard, les socialistes tiennent « bien en main les rênes du pouvoir ». Devant cette évidence, les meilleures volontés subversives au sein du PS ont renoncé aux assauts attendus lors de la réunion du comité directeur du parti, samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet. M. Pierre Mauroy, qui, depuis une semaine, avait multiplié les piques contre le gouvernement, a observé, dimanche, que c'est « le gouvernement des socialistes », et qu'il ne saurait être question pour eux de ne pas le soutenir. Le « socialisme d'accompagnement », dénoncé par le premier secrétaire et opposé au « socialisme de transformation », n'était, sans doute, qu'un mirage.

Les griefs exprimés en sourdine vis-à-vis de la politique gouvernementale se ramènent, en fait, au problème du pouvoir d'achat. Sur ce point, M. Rocard a réaffirmé qu'il entend donner la priorité aux exclus et, par conséquent, à la lutte contre le chômage, mais M. Lionel Jospin a suggéré un effort possible en faveur des fonds salariaux. Ainsi, à défaut d'une

amélioration immédiate de leurs revenus, les salariés bénéficieraient quand même d'une participation plus substantielle à la croissance sous forme de salaire différé.

Hors de tout contexte électoral, la question des alliances a pris un tour académique. M. Mauroy avait, toutefois, fait sensation en évoquant un accord avec les Verts. Cette idée a été quasi unanimement rejetée, chacun expliquant que les socialistes doivent plutôt ramener à eux un électoralat écologiste, pour une bonne part venu des rangs de leurs partisans, plutôt que conforter l'émergence d'un parti vert. Au demeurant, une entente avec ce parti supposerait le rétablissement de la représentation proportionnelle, dont aucun des principaux dirigeants du PS ne veut.

M. Michel Rocard a été le plus net en évoquant la perspective d'un PS capable de gouverner seul, pour peu qu'il atteigne le seuil décisif auquel il était déjà parvenu en 1981.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Ouverture politique en Algérie

Les députés mettent fin au monopole du FLN

PAGE 31

La COB et les SICAV

Dans son rapport annuel, la Commission de opérations de Bourse critique la gestion de certaines sociétés d'investissement

PAGE 26

Tour de France

Le reportage de Jean-Marc Théolleyre

PAGE 17

Le sommaire complet se trouve page 31

Mobilisation des « contre-révolutionnaires »

Les réfractaires au Bicentenaire

La grande fête du Bicentenaire de la Révolution commence cette semaine avec le congrès international d'historiens (qui s'ouvre le 6) et la « journée américaine » (le 8), préludes à un 14 juillet de circonstance. Plus de mille manifestations sont prévues cet été en province et à Paris. « Le Monde » consacrera, à partir du mercredi 5 juillet (numéro du 6), deux pages quotidiennes à l'événement, jusqu'au 15 juillet (numéro daté 16-17). Mais tout le monde n'est pas atteint de la ferveur commémorative ! Les « anti-89 », deux cents ans après, n'ont pas désarmé.

Si Dieu le veut, ils seront cinq cent mille, le 15 août à Paris, à implorer la miséricorde du Christ pour les crimes commis sous la Révolution. Un demi-million, si tout va bien, à se recueillir lors d'une messe d'expiation, prévue par eux place de la Concorde, sur les lieux mêmes où se dressait le

« raseur national », la guillotine. L'Association 15 août 1989 (1), qui appelle à ce mea culpa collectif, a pour fondateur un prêtre intégriste, l'abbé Louis Coache, et pour olifant l'Anti-89, qui se veut le « bulletin de liaison et de défense des contre-révolutionnaires français ». Editorialiste à National Hebdo, le journal du Front national, M. François Brigneau est aussi le rédacteur en chef de cet Anti-89, écrit au vitriol.

La Révolution n'a pas uniquement pour adversaires ces catholiques intégristes, pour lesquels elle fut « essentiellement et avant tout antichrétienne ». Elle a aussi ses réfractaires, qui datent de cette époque le déclin irrémédiable de la France (l'historien Pierre Chaunu est leur porte-parole). Elle a, enfin, ses contradicteurs, tel le philosophe Jean-Marie Benoist, qui saluent en 1789 l'avènement de la Déclaration des droits de l'homme, mais voient dans 1793 la matrice de toutes les terreur, de Staline à Pol Pot. Les « anti » sont une

galaxie plus qu'ils ne forment un mouvement - ils sont trop divers pour cela, - mais ils sont tous décidés à profiter de la célébration du Bicentenaire pour faire entendre leur différence.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 12.)

(1) 10, rue d'Edimbourg, 75008 Paris. Tél. : (1) 42-93-57-25.

Le Monde

ECONOMIE

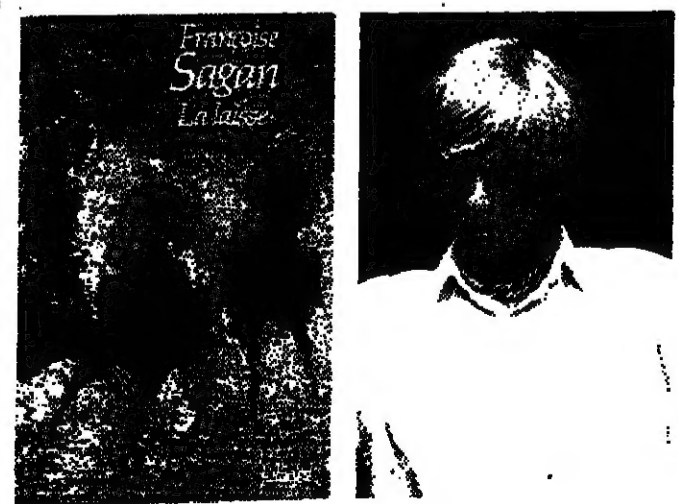
L'Europe et ses files :

Pessor des Açores

■ L'universaire de la monarchie de Juillet : parfum d'orkanisme, par Francis Démier. ■ Refonte de l'économie mixte : vers un nouveau pacte, par François Morin. ■ La réforme du système monétaire international : entre souplesse et discipline, par Christian de Boisieu. ■ La chronique de Paul Fabra : la monnaie européenne après Madrid.

Pages 19 à 22

cet été,
Julliard



116^e mille

M 0147 - 0704 D - 4,50 F



3790147004500 07040

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Frénée, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1,800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 338 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Entre Varsovie et Pékin

PRES de quatre années après sa première visite officielle en France, M. Gorbatchev est, le 4 juillet, de nouveau l'hôte de notre pays. Cette fois, il n'y viendra plus seulement comme le secrétaire général, fraîchement désigné, du Parti communiste, mais aussi comme le président de l'Union soviétique, reconnu élu par le Congrès des députés du peuple. Faut-il attacher de l'importance à cette novation ? Toute la problématique de l'URSS tient en fait dans la réponse qui sera donnée à cette question.

La différence peut paraître mince et purement formelle : en URSS le parti ne demeure-t-il pas, en vertu de l'article 6 de la Constitution, la « force dirigeante » et, de ce fait, le pouvoir ne se joue-t-il pas aujourd'hui comme hier entre les seuls membres du Politburo ?

Or, à Sakharov qui venait précisément de demander au Congrès l'abrogation de cet article, M. Gorbatchev n'a-t-il pas opposé une fin de non-recevoir ? L'on pourrait donc fort bien s'en tenir là et considérer que, tout bien pesé, perestroïka, glasnost et démocratisation ne sont que de nouvelles campagnes lancées par le parti, comme on en a vu tant d'autres depuis 1917, pour se donner de l'air pendant une période difficile avant de reprendre la marche en avant. Dès lors nous n'aurions, quant à nous, rien à changer dans notre attitude envers l'URSS. Il nous faudrait même être d'autant plus soupçonneux que les apparences seraient plus trompeuses.

Est-ce pourtant céder à la naïveté que de penser que M. Gorbatchev a embarqué son pays dans une évolution qui, au-delà d'une tentative de réforme économique attendue depuis longtemps, introduit dans les structures politiques des éléments nouveaux ?

Certes vouloir, comme on le voit désormais affiché partout, donner « le pouvoir aux soviets » ne signifie pas que le parti l'abandonne à des assemblées librement élues, du haut en bas de l'échelle. Néanmoins, il y a là comme la

par HENRI FROMENT-MEURICE (*)

construction d'un deuxième pouvoir susceptible de permettre un début de diversification des forces politiques. Il est beaucoup trop tôt pour parler de pluralisme, au sens où nous l'entendons, et tout indique que M. Gorbatchev n'a nullement l'intention d'autoriser la création de véritables partis politiques.

De même, le retour au « fractionnisme » au sein du parti demeure récusé. Le groupe des députés « libéraux », outre qu'il n'a pas encore reçu les moyens de s'organiser, ne dépasse guère 20 % à 25 % des élus au Congrès et la proportion sera encore plus faible au Soviet suprême. Par ailleurs, si certaines scènes de Congrès retransmises par la télévision témoignaient d'une liberté d'expression stupéfiante, elles ne doivent pas en faire oublier d'autres : Sakharov humilié et offensé par un vétéran de l'Afghanistan, le général Rodionov, tenu par beaucoup pour responsable du massacre de Tbilissi, solidement défendu.

L'érosion du système totalitaire

On est donc loin de l'évolution en cours en Pologne. Là, même si le parti s'est réservé 65 % des sièges à la Diète, il en a livré 35 % à une contestation électorale ouverte aux opposants, et, pour le Sénat, l'ouverture a été totale, avec le résultat que l'on sait : le vide ainsi laissé a été rempli par Solidarité. Et en 1993 la compétition devrait être totalement libre. L'on est encore plus loin de Budapest, où certains dirigeants du parti n'hésitent pas à prédire que celui-ci perdra le pouvoir aux prochaines élections et devra chercher des alliances avec les forces social-démocrates ou libérales de gauche. De l'autre côté, l'on est également loin de Pékin, où le parti a préféré écraser dans le sang le « libéralisme bourgeois » plutôt que d'accepter le dialogue

(*) Ambassadeur de France.

avec les forces de la contestation. Deng Xiaoping a clairement signifié que réforme économique et réforme politique n'allaient pas de pair.

Ainsi tandis qu'à Varsovie le parti accepte de partager le pouvoir avec l'opposition et qu'à Pékin il refuse non seulement tout partage mais toute opposition, à Moscou il admet l'existence de forces divergentes et leur participation au pouvoir législatif, mais refuse jusqu'à présent toute opposition organisée sur une base pluraliste. Autant dire que Moscou se tient quelque part entre Varsovie et Pékin.

Dans ces circonstances, il devient vital pour nous de savoir de quel côté penche Gorbatchev car le véritable critère pour juger de ses orientations profondes est là : face à des oppositions, peut-il accepter de leur faire une place dans le système ? Ou refusera-t-il, quitte à réprimer pour maintenir intact le système ? « Le pouvoir aux soviets » constitué peut-être une première réponse dans la mesure où le parti se trouve ainsi restreint dans son exercice monopolistique du pouvoir. Si les critères de la nature démocratique d'un Etat consistent dans l'existence de pouvoirs indépendants et se limitant l'un l'autre, il y a là le début d'une évolution vers la démocratie.

Ce n'est donc plus tout à fait le même Gorbatchev qui est accueilli à Paris. Car, même si l'irréversible est loin d'être atteint (d'ailleurs l'est-il jamais ?), du moins des pas surmontés ont été faits au cours de ces quatre ans dans la bonne direction. Cette évolution est en elle-même tout autant et sans doute davantage génératrice de confiance que des accords de désarmement ou l'évacuation de l'Afghanistan, car elle provoque une certaine érosion du système totalitaire et c'est bien celui-ci qui constitue la cause principale de la crise de confiance subsistant depuis plusieurs décennies entre l'URSS et l'Occident. Dans le jugement que nous portons sur Gorbatchev, il convient d'en tenir compte.

Retour au « despotisme éclairé » ?

par MICHEL DEBRÉ

D'UN côté la tyrannie, que nous appelons régime totalitaire, de l'autre la liberté, que nous appelons démocratie : cette division ne comprend pas le type d'organisation que certains philosophes au dix-huitième siècle, qui n'étaient pas encore appelés politologues, dénommèrent « despotisme éclairé ». Sous nos yeux, Gorbatchev ne réinvente-t-il pas une forme obsole de régime politique, et avec lui, après lui, d'autres dirigeants d'Etats communistes ?

En son principe, ce régime est fondé sur une séparation entre le pouvoir et la société. Le pouvoir est la propriété d'un « clan » et il reste un pouvoir « absolu ». Toutefois, pour gouverner, il fait appel à la « raison », c'est-à-dire à la sagesse et à la connaissance. Si tant d'intellectuels ont naguère mis de grands espoirs en ce régime, c'est moins, me semble-t-il, par appréhension des résultats politiques de la liberté que par le sentiment de l'importance des réformes à accomplir et qui exigeaient une telle force et une telle continuité que seul un pouvoir absolu était en mesure de les imposer.

Afin d'ouvrir au peuple russe l'espérance des jours meilleurs, il convient donc de bâtir une nouvelle vision du monde qui justifiera aussi bien l'ampleur des réformes que la maintien d'une autorité absolue pour les réaliser.

Un tel régime que l'on peut appeler « despotisme éclairé » peut-il durer ? La réussite personnelle du premier « despote éclairé » est probable mais dépend largement des circonstances. Mais les chances du régime de durer au-delà de la personne qui l'incarne sont faibles.

Si j'osais employer une formule eudécadente pour dépeindre le caractère favorable des circonstances extérieures, je dirais : l'Atlantique a cassé d'être dangereux et le Pacifique ne l'est pas encore. A l'Ouest, en effet, l'isolationnisme américain et le neutralisme européen gagnant du terrain tous les jours. A l'Est, les puissances se cherchent et l'ère des grands bouleversements ne paraît pas prochaine. Certes, rien n'est facile, et il convient de faire preuve d'habileté : en Europe il y a le « problème » allemand et en Asie le « problème » de la Chine. Mais nous vivons « une époque à problèmes », écrivait déjà André Gide, vers 1930.

Sous réserve que les problèmes extérieurs n'exploient pas, les autres sont donc favorables à « l'expérience Gorbatchev ». Il n'est pas de même pour les problèmes intérieurs qui sont pris d'explosion. Comme un liquide en fusion et longtemps comprimé, on sent, de toutes parts, une tendance à la décompression la plus désordonnée. Que se produira-t-il lorsque les démocraties entre les communistes qui constituent l'Union soviétique et qui a déjà entraîné de sanglantes querelles ? L'habileté du pouvoir sera mise à rude

épreuve et si des problèmes extérieurs devaient naître des faiblesses intérieures, tout serait remis en cause.

D'autant plus qu'il est durablement difficile de diviser la liberté. On la constate lors de la transmission du pouvoir : son maintien au sein d'une famille ou d'un parti sans intervention des hommes gouvernés paraît vite un défi au bon sens. Du jour où la raison empêche de considérer l'homme comme un ver, il devient impossible de ne pas le traiter en citoyen et de le laisser en dehors de la procédure de transmission du pouvoir. Or la démocratie trouve l'équilibre nécessaire entre les exigences de la vie collective et les aspirations populaires et l'emporte, ou la tyrannie revient. Les communistes ont mis au point une combinaison qui a des précédents : le vote de la majorité n'influe pas sur le pouvoir dont l'exercice et la transmission sont réglés différemment. Mais, passion ou raison, le « despotisme éclairé » est ambigu et, dans un très grand pays où la démocratie est difficile à implanter, aura de la peine à réussir durablement.

Malgré les immenses différences de situation et de puissance, nous pouvons tirer une leçon de l'expérience entreprise en Union soviétique. Les républicains ne doivent jouer ni avec l'Etat, qui a charge de régler les affaires, ni avec la nation qui seule donne la légitimité au pouvoir issu de la liberté. Ces lignes sont écrites en pensant aux idéologues et aux technocrates de la Communauté européenne qui croient volontiers à la vertu du « despotisme éclairé » habillé pour la galerie en « démocratie supranationale ». N'oublions jamais que seul le sentiment de la solidarité nationale permet l'exercice du pouvoir démocratique. Une vraie démocratie, un vrai pouvoir !

PROCHE-ORIENT

Liban : sauver l'Etat

par DOMINIQUE CHEVALLIER (*)

TRUP de Libanais ont été tués à cause de la vacance du pouvoir présidentiel et de l'absence de réformes dans leur pays. Faut-il encore démontrer qu'il est urgent de reconstruire l'Etat libanais et de garantir sa souveraineté ? La restauration de l'autorité du gouvernement sur tout le territoire de la République est une absolue nécessité pour rétablir la légalité et la justice à l'intérieur, et pour éviter de plus graves désordres à l'échelle régionale et internationale. Il serait criminel d'oublier que la disparition d'un seul des Etats issus de la dislocation de l'Empire ottoman après 1918 provoquerait une mise en cause de tous les Etats du Proche-Orient, quels qu'ils soient.

Or, rappelons-le, depuis septembre 1988, le Liban n'a plus de président.

A quelles priorités sera confronté le nouveau chef de l'Etat libanais dès qu'il sera élu ? A celles concernant les réformes, évidemment. Celles-ci sont demandées pour pacifier le pays, et par conséquent pour satisfaire les revendications sociales et politiques qui auront su le mieux exprimer les besoins et les aspirations des différentes catégories de la population.

Dans l'intérêt du pays

La tâche ne sera pas facile pour le président : il devra établir des rapports confiants avec le gouvernement et avec la Chambre des députés pour faire adopter une définition de l'égalité de tous dans l'Etat libanais, pour faire respecter les droits des individus et des groupes, pour assurer et désarmer les mouvements dont l'action porte atteinte à l'Etat et à la cohésion dont il est le garant, pour

réorganiser l'économie et pour rendre à la monnaie sa valeur.

A l'extérieur, son rôle ne sera pas moins important. Il aura la charge de collaborer avec l'ensemble de ses partenaires arabes, d'observer l'Asie si incertaine, de s'assurer de l'appui de l'Europe, de montrer aux Etats-Unis que le Liban existe et compte, et de préparer le gouvernement libanais à ouvrir au sein de la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient. Dans ce but, il faut qu'Israël cesse ses occupations, ses manipulations et ses interventions au Liban ; il faut que la Syrie retrouve un allié loyal, en respectant son indépendance, car un peuple qu'elle dominerait ne pourrait que lui être hostile.

Le général Michel Aoun ne semble plus bénéficier de la popularité que lui avait d'abord valu, chez des chrétiens comme chez des musulmans, son souci de faire respecter la seule autorité de l'Etat libanais et son courage face à la présence syrienne. Il a été trop loin dans la rupture : il inquiète ses adversaires, mais aussi ses alliés potentiels. Saura-t-il se retirer devant un candidat plus acceptable que lui ? Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il serait capable de le faire dans l'intérêt du pays.

Par leurs appels répétés, les Libanais, tous les Libanais, crient leur impatience d'avoir un patriote lucide à leur tête pour enfin vivre et travailler normalement. Fort d'un tel appui, un président décidé à servir le Liban dans toutes ses composantes, pourra agir avec détermination à l'intérieur et exprimer la volonté libanaise à l'extérieur, notamment par une politique de conciliation

avec la Syrie, de coopération avec les Etats du Proche-Orient, et de concertation avec les puissances directement intéressées par l'évolution en Méditerranée orientale.

Il est vraisemblable que les candidats libanais les plus valables sont maintenant résolus à dire que l'élection à la présidence de la République ne peut que signifier l'établissement d'un plan de réformes. Auront-ils l'audace d'en tracer éventuellement les grandes lignes et le calendrier ? Peut-être. De leur côté, les députés auront à faire connaître leur avis sur ces réformes et sur leur mise en œuvre. Mais ils sont en place depuis 1972 ! En attendant de nouvelles élections législatives, il sera probablement prudent et utile que le président élu consulte aussi les représentants de toutes les forces vives de la population. Personne ne doute qu'il lui faudra beaucoup de patience, d'habileté et d'énergie.

Agir avec beaucoup de sagesse

Saura-t-il profiter des aides qui s'offriront à lui ? Le dernier sommet arabe de Casablanca a d'abord consacré le retour de l'Egypte au sein de la Ligue des Etats arabes et la reconstruction d'une unité arabe. Sur la question du Liban, il a été aussi loin que le permettaient les circonstances. Pour suggérer une solution, le roi du Maroc, le roi d'Arabie saoudite et le président de la République algérienne connaissent trop les dangers de la situation pour ne pas agir avec beaucoup de sagesse durant les six mois qui leur sont impartis. Déjà, pour faire connaître un avis arabe, ils se sont montrés ouverts à d'utiles contacts internationaux. Que la France et l'Europe les soutiennent de leur expérience pour que vive le Liban !

SCIENCE & VIE

EDULCORANTS

LA FIN DU SUCRE ?

Les « sucrettes » font un tabac. Un français sur cinq en utilise. Mais savons-nous au moins ce que sont ces faux-sucres et ce qu'ils valent pour notre santé ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Le plus gros jouet du monde : une machine de 5 milliards de francs pour casser les électrons.
- L'hormone de croissance.
- Avec ou sans phosphate : la guerre des lessives.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

Au courrier du Monde

MISE AU POINT

Le baptême de Simone Weil

Le Monde a rendu compte longuement de la biographie dialoguée que j'ai consacrée à Simone Weil, et j'en ai été heureux puisqu'un de mes objectifs en publiant ce livre était de faire connaître à un plus large public ce grand esprit.

La publication de ce livre a provoqué une nette réaction de l'abbé de Naurois. Elle est importante parce que ce prêtre est le dernier à avoir visité Simone Weil plusieurs fois dans l'hôpital de Londres où elle était soignée quelques semaines avant sa mort. Le texte de mon livre et certaines citations qu'il contient laissent entendre nettement que l'abbé de Naurois, alors ambassadeur des Forces françaises libres, lui aurait refusé le baptême. L'abbé de Naurois est le seul véritable témoin de ses rencontres à l'hôpital avec Simone Weil. Il entendait faire savoir qu'il n'a jamais refusé le baptême à l'auteur de *Le Pesantier et le Grand*, celle-ci ne le lui ayant jamais demandé. J'en prends très volontiers acte et vous serai reconnaissant de bien vouloir faire connaître cette mise au point à vos lecteurs.

GEORGES HOURDIN.

FROMAGE

Parking et bicentenaire

Holà les Parisiens ! Ras-le-bol de vos états d'âme à propos des limitations de circulation pour les fêtes du 14 juillet. En province, quand on interdit tout un quartier pour une manifestation culturelle ou sportive, on n'en fait pas un fromage. Après tout, les Droits de l'homme valent bien un place de parking, non ?

ANDRÉ PONCHEL
(Sers, Yonne.)

Etranger

• Le Monde • Mardi 4 juillet 1989 3

du numéro un soviétique

M. Mikhaïl Gorbatchev, l'homme du « futur indéfini »

(Suite de la première page.)

Aussi sûr qu'il était sûr qu'il ne laisserait jamais dire M. Eltsine, que les élections seraient une mascarade, la réunion du Congrès une comédie réglée d'avance et que les manifestations seraient le commencement de la fin.

Tantôt M. Gorbatchev vient ainsi de signer sa démission, tantôt il veut être le sommelier à la seule idée qu'il l'aube la radio pourrait, entre deux communications, diffuser de la musique militaire. On n'aime pas un homme qui veut faire vivre cela. Mais le paradoxe — l'important en fait — est que cette crainte de le voir tomber est générale.

On n'aime pas M. Gorbatchev, mais on aimerait beaucoup moins encore qu'il ait un successeur. Cela n'a rien d'irrationnel. Car le problème avec cet homme toujours pédagogue et seigneur entre quatre lames de fond, c'est que, en admettant qu'il ait toujours su où il allait et par quelles voies, il ne lui a jamais été permis de le dire.

Le dire, c'était se l'interdire. Dire qu'il voulait « revenir à Lénine » parce que c'était un moyen de légitimer le marché et la liberté d'entreprise, n'aurait pas facilité la manœuvre. Dire qu'on ressentait « tout le pouvoir aux Soviets », le slogan d'Octobre, afin de créer un vrai Parlement — c'est-à-dire, face au parti, un autre centre de pouvoir — eût sérieusement compromis le distrait acquiescement de l'appareil. Dire qu'on voulait conclure au plus vite l'accord sur le démantèlement des euro-missiles non pas seulement pour sortir d'une impasse diplomatique, mais pour pouvoir aussi, désarmement aidant, réduire l'influence économique et politique de l'armée était également été superflu. Dire que...

M. Gorbatchev se condamnerait lors à n'être d'abord pas cru, puis pas compris, enfin, la scène politique soviétique s'animant, à n'être l'homme de personne, qu'un diable politique à la position toujours plus forte, mais insaisissable, une heure à gauche, l'autre à droite et jouant tout le monde. Si les Soviétiques tiennent à lui, c'est seulement parce qu'ils tiennent, conservateurs exceptés, à la perestroïka. S'ils aiment ce qu'il permet et garantit sans l'aimer lui-même, c'est que ce jeu solitaire du plus volublé des ments.

Trois scénarios

Car, qu'on cesse de s'interroger sur ce que voudrait ou ne voudrait pas M. Gorbatchev et c'est une évidence autrement décisive qui s'impose. Ruiné, défilé, dépassé par l'histoire, tiré de l'avant par des satellites que sa force d'attraction déclinante ne maintient plus en orbite, ce pays doit sortir du système qu'il a inventé et qui s'écroule partout où il l'a exporté.

Pour l'URSS comme pour l'ensemble du monde communiste, cette nécessité est si impérative que même le bureau politique légé par Brejnev s'était résolu à confier l'héritage à ce benjamin, que même les vieillards de Pékin clament, en tant que jeunesse, qu'ils veulent tout réformer. Mais pour sortir du communisme comme de tout régime, il n'y a que trois scénarios possibles : l'abdication, la révolution ou la transition.

Le premier suppose à la fois que le pouvoir installé soit disposé à céder les rênes et qu'il y ait quelqu'un à qui les remettre — ce qui n'est encore le cas nulle part, en

tout cas pas en URSS. Parfaitement plausible partout, le deuxième scénario — la révolution — n'est évidemment souhaitable nulle part, ni pour les gouvernements, ni pour les gouvernés, ni pour la stabilité internationale.

Le troisième scénario, enfin, celui de la transition, se cherche dans tous les pays communistes, sauf quand le totalitarisme y a déjà sombré dans la bouffonnerie macabre (Roumanie et Corée du Nord) ou quand l'identité du régime ne tient qu'à la coupe du monde en deux blocs anta-

de Pékin, à trouver naturelles les normes du monde développé. Il y a eu des à-coups, mais ils ont, au bout du compte, réappris l'aspiration aux libertés politiques. Perestroïka aidant, M. Kadar a dû céder, il y a un an, la direction de son parti à des réformateurs qui toujours plus réformateurs, promettent maintenant des élections « totalement libres » pour 1990.

Peut-être trop vite d'ailleurs, la Hongrie vogue aujourd'hui vers ce que le général Jaruzelski vient d'appeler, parlant de la Pologne, une

qu'après-guerre. Ici, ceux qui sont nés sous le communisme sont depuis longtemps grands-parents. La culture économique, politique, agricole, artisanale de ce peuple s'est perdue dans les camps, dans les couloirs du comité d'Etat au plan, dans la comédie des faux-semblants institutionnels, le fonctionnarisme des formes collectives et des ateliers de réparation.

Beaucoup des autres pays du « socialisme réel » avaient, avant le communisme, connu une vie économique et politique plus ou moins développée. Entre le tournant du siècle et octobre 1917 en Russie, une promesse révolution industrielle et des balbutiements constitutionnels n'avaient pas suffi à esquiver une alternative à l'absolutisme féodal d'un empire alors déjà anachronique.

Ailleurs, l'éthique protestante a préservé l'individu, le clergé catholique la nation, la gauche non communiste une tradition de lutte. Soumise hier et soumise aujourd'hui, l'Eglise orthodoxe russe se refuse à être une force sociale ; quant à la gauche, elle n'avait pas eu le temps de s'affirmer sous les tsars, que déjà le bolchevisme la déchoyait. Même cette autre immense impulsion si élogieuse de la démocratie et des lumières, la Chine, a, dans son histoire un homme, Sun Yat-sen, pour incarner une ambition nationale de modernité à laquelle se raccrocher. Encore faut-il ne pas oublier que la Chine est une nation malgré sa multiracialité. L'Union soviétique n'est, elle, qu'un basculement conjoncturel de peuples en tout opposés et que le destin commun n'a jamais fondus, ni sous le communisme ni sous l'absolutisme.

Cela, c'est la toile de fond. Pour ce qui est des conditions concrètes dans lesquelles M. Gorbatchev doit agir, on verra dans un second article que sa popularité ne peut qu'être le cadet de ses soucis. Car si la Chine a déjà su donner de l'argent à son économie, si la Hongrie peut tabler sur une société civile et la Pologne sur une opposition de gouvernement, l'URSS de la perestroïka a dû partir, elle, de zéro.

BERNARD GUETTA.

Prochain article :

LA TENTATION BONAPARTISTE

(1) Employé dans un récent article du quotidien *Sovetskaja Kouloura*, l'expression est du politologue Andreïk Mignatov.

La pomme de discorde de la dissuasion

Depuis que de Gaulle a fait exploser, à quelques semaines de la visite de Khrouchchev en France, en 1960, la première bombe A française, le sujet de la dissuasion nucléaire a toujours été la principale pomme de discorde entre Paris et Moscou.

Encore aujourd'hui, la ligne soviétique officielle sur le sujet est celle que M. Gorbatchev exposait ainsi devant le congrès de son parti en février 1986 : « La sécurité ne peut se fonder indéfiniment sur la peur du châtiment, c'est-à-dire sur les doctrines de dissuasion et d'intimidation. Sans parler du caractère absurde et immoral d'une situation dans laquelle le monde entier devient otage nucléaire, ces doctrines encouragent une course aux armements qui, tôt ou tard, pourra échapper à tout contrôle. » Quelques semaines plus tôt, son plan — toujours valable en principe aujourd'hui — de désarmement nucléaire total — avant la fin du siècle — avait rendu à ses yeux « dépassé » le concept « erroné, dangereux et profondément ancré » de la dissuasion.

Le désaccord est si profond que Français et Soviétiques se contentent généralement, lors de leurs rencontres, d'un brouhaha d'hommes réfléchissant les positions connues, avant de passer à des sujets plus productifs. Dès sa première visite à Paris en octobre 1985, M. Gorbatchev avait pris soin de préciser qu'il ne demandait rien à la France à ce stade, sinon de ne pas augmenter son arsenal nucléaire si l'on voulait parvenir à un accord à propos des euro-missiles. Depuis, même cette condition a été oubliée, ce qui a permis la conclusion et la mise en œuvre de traités de Washington sur les forces intermédiaires.

Mais l'on peut se demander si cette opposition — philosophique — au concept de dissuasion n'est pas maintenant en passe de s'effacer devant les nécessités de la « nouvelle mentalité », l'application de la perestroïka au terrain diplomatique. D'abord parce que ce concept est en fait à la base de la pensée militaire soviétique depuis les débuts de l'ère nucléaire : Khrouchchev employait un terme russe équivalent à celui de dissuasion (*ostrakhe*), ou retenue par la peur et l'on apprend maintenant qu'il n'était pas loin d'adopter, à la fin de son règne, le thème de McNamara sur la « destruction mutuelle assurée » (MAD). Brejnev employait un terme plus neutre (*sterzhn*), ou retenue imposée, tout en ajoutant au concept toutes sortes d'ingrédients nettement offensifs.

Aujourd'hui, M. Gorbatchev impose à ses militaires le concept de « suffisance militaire » et de « posture défensive », ce qui amène quelques Soviétiques au moins à revoir leur attitude à l'égard de la dissuasion française.

Lors d'un colloque organisé en mars dernier sous l'égide de la Fondation française pour les études de défense nationale (1), M. Ivan Tionine, membre d'un Institut dépendant du ministère soviétique des affaires étrangères, a reconnu que les spécialistes soviétiques, ces vingt dernières années, « n'ont pas toujours eu une interprétation correcte de l'attitude française [sur la dissuasion] : il nous arrivait de placer un signe d'égalité entre la doctrine de Paris et celle de Washington », de « perdre de vue tel ou tel aspect de la doctrine nucléaire française qui la rapprochait en fait de nos idées actuelles de suffisance nucléaire ».

Parmi ces aspects, M. Tionine mentionnait le principe de la « non-bataille », la « suffisance dans la dissuasion du faible au fort », entraînant « l'abandon de la recherche de supériorité ».

Aussi bien, et tout en maintenant l'objectif officiel d'une dénucléarisation totale, le même chercheur soviétique proposait pour une durée indéterminée, mais visiblement fort longue, une situation dans laquelle « aucune partie ne disposerait d'un potentiel nucléaire, c'est-à-dire d'une capacité d'infliger à l'autre un coup décisif, décisif ou aveuglant », et où chacun « ne disposerait que d'un potentiel de riposte ou contre-valeurs ».

Sur un plan encore plus officiel, M. Karpov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, ne dit pas autre chose lorsqu'il suggère, dans les *Novelles de Moscou* (21 juin), « une réduction de 95 % des armements stratégiques offensifs de l'URSS et des Etats-Unis et leur conversion en missiles à une seule tête ». Cela renforcera, ajoute-t-il, la stabilité stratégique, en « privant les parties de la possibilité de porter un premier coup tout en garantissant, dans toutes les situations, la survie de moyens pour porter un coup en représailles contre l'agresseur ».

Les Deux Grands sont bien sûr loin de cette dissuasion minimale, et il est possible que ces évocations visent surtout à entraîner la France dans un débat sur les armements stratégiques qu'elle a refusé jusqu'à présent, compte tenu de la disproportion des arsenaux. Dans l'immédiat, en des sujets que devrait évoquer M. Gorbatchev est la négociation (rejetée par Washington mais demandée par Moscou et aussi par Bonn) sur les armes nucléaires à très courte portée. Le missile français Hadès, on le sait, serait inévitablement impliqué dans de telles négociations.

MICHEL TATU.

(1) Dernier numéro 28 de la Fondation pour les études de défense nationale, hôtel des Invalides, 75007 Paris.

Le vingtième sommet depuis la guerre

Voici la liste des rencontres franco-soviétiques au sommet depuis les derniers mois de la seconde guerre mondiale :

1944, 30 novembre-16 décembre : le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, se rend à Moscou où il rencontre Staline et signe un traité d'alliance avec l'URSS.

1956, 15-22 mai : visite à Moscou de Guy Mollet, président du conseil.

1960, 23 mars-2 avril : visite officielle en France de Nikita Khrouchchev, qui revient en mai à Paris pour le sommet des Quatre Grands, qui n'a finalement pas lieu à la suite de l'affaire de l'avion espion U-2.

1966, 20 juin-1^{er} juillet : visite officielle en URSS du général de Gaulle, qui rencontre Leonid

Brejnev, Alexis Kossyguine et Nicolai Podgorny ; Alexis Kossyguine, chef du gouvernement, se rendra à son tour en France à deux reprises en décembre 1966 et juin 1967.

1970, 6-13 octobre : visite officielle en URSS de Georges Pompidou.

1973, 11-12 janvier : rencontre de travail près de Minsk entre Georges Pompidou et Leonid Brejnev ; ce dernier séjourne, du 25 au 27 juin suivant, à Rambouillet pour une rencontre du même type.

1974, 11-13 mars : visite de travail de Georges Pompidou à Pitsounda ; du 4 au 7 décembre de la même année, Leonid Brejnev revient à Rambouillet pour des entretiens avec le président Giscard d'Estaing.

1975, 14-18 octobre : visite officielle en URSS de président Giscard d'Estaing.

1977, 20-22 juin : visite officielle à Paris de Leonid Brejnev.

1979, 22-29 avril : visite de M. Giscard d'Estaing en URSS.

1980, 19 mai : le président français se rend à Varsovie pour y rencontrer Leonid Brejnev.

1984, 20-23 juin : visite officielle en URSS du président Mitterrand, qui rencontre Constantin Tchernomir.

1985, 2-5 octobre : première visite officielle en France de Mikhaïl Gorbatchev.

1986, 7-10 juillet : visite officielle en URSS du président Mitterrand.

1988, 25-26 novembre : voyage de M. Mitterrand en URSS à l'occasion du séjour dans l'espace de Jean-Loup Chrétien.

Une vingtaine d'accords devraient être signés

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1 dimanche 2 juillet, M. Roland Dumas a noté que l'organisation du programme de M. Gorbatchev à Paris « avait posé quelques petits problèmes » avec le protocole soviétique. Le programme officiel n'était toujours pas publié lundi, une réunion entre services du protocole devant y mettre la dernière main en fin de matinée. En revanche, a déclaré M. Roland Dumas, « nous avons rencontré une grande facilité sur les négociations à caractère politique, économique et social ». Une vingtaine d'accords devraient en effet être signés pendant la visite.

Le ministre a cité notamment celui qui devrait porter sur la création de centres culturels à Paris et à Moscou — « Nous allons construire le premier centre culturel d'un pays occidental à Moscou », a-t-il déclaré — ainsi que l'accord sur les échanges de jeunes. Un accord-cadre sur la télévision haute définition, prévoyant des recherches en commun et

des échanges de technologie dans ce secteur, devrait placer la France en bonne position pour que les Soviétiques adoptent la norme européenne de préférence à la norme japonaise.

Des accords formels portant sur la modernisation des instances de la grande commission franco-soviétique, sur un programme de formation des cadres soviétiques à la gestion, ainsi que sur l'encouragement et la protection des investissements permettant le développement de sociétés mixtes, devraient aussi être signés.

On peut s'attendre aussi à une déclaration commune sur la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et technologique, même si les échanges ne donnent pas lieu à de nouveaux accords dans tous les domaines qui seront abordés : espace, nucléaire, environnement, informatique, instrumentation scientifique, médecine et biologie, prévention des risques majeurs notamment.

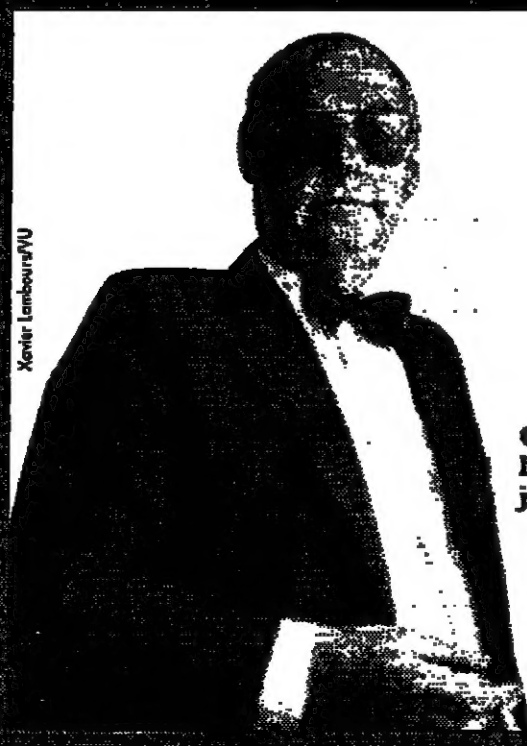
« Savoir vers quoi nous allons... »

Reste donc l'autre réponse, la vraie, si dure à accepter et plus encore à formuler pour les dirigeants communistes : c'est vers un « futur indéfini » (1) que même la transition. Qu'il ne fait réaliser qu'une fois parvenu au pouvoir ou qu'il fait compris, au contraire, dès l'époque où, sous la haute protection de Iouri Andropov, il réunissait dans le secret des bâtiments du comité central les meilleurs esprits du système pour percer des issues de seconde main. M. Gorbatchev le sait aujourd'hui.

Si l'on en doutait encore, l'homme auquel il a, en octobre dernier, confié la responsabilité de l'idéologie définissait ainsi, il y a quinze jours, devant la promotion sortante de l'école du parti, les problèmes « à l'ordre du jour » du monde communiste. « C'est aussi bien, disait M. Medvedev, l'approfondissement de la conception idéologique et théorique de la perestroïka que la pleine élucidation de la question de savoir vers quoi nous allons... »

Tout parti au pouvoir sombrerait dans le ridicule en disant cela, mais le plus urgent n'est pas de dire quand cet humble avertissement du Parti bolchevique, de ce parti qui avait prétendu guider l'humanité entière, fait vibrer de par le monde tant de centaines de millions d'hommes et modifié le siècle. Une grande religion s'écroule, et avec elle toute une organisation sociale dans laquelle vit — mal, mais vit — une part majeure des continents asiatique et européen. Pour les hommes qui ont le réalisme et la force de vouloir en tirer les conséquences et agir, le problème est donc de limiter l'effrayante coût de cette transition.

L'entreprise est partout hasardeuse, mais l'URSS, le plus vaste pays du monde, celui dans lequel se gagnera ou se perdra la partie, semble en cumuler toutes les difficultés. Partout ailleurs, la chape du système stalinien ne s'était abattue



Roger Stéphane TOUT EST BIEN

C'est un quart de siècle qui revit entre littérature et politique, action et journalisme. Jean-René Van der Plante/La Figure

Ce livre devrait être l'un des best-sellers de la saison. Angelo Rinaldi/L'Express

Un livre qu'on ne peut pas commencer sans le terminer. Jacques Chancel/Radioscope

La visite à Paris de M. Gorbatchev et la situation en URSS

Un sondage IFOP pour « le Monde » et TF1

47 % des Français pensent que les réformes en URSS marquent un changement durable du système

Confiance en l'Allemagne de l'Ouest, crainte des pays islamiques, sympathie à l'égard de l'expérience Gorbatchev mais doutes sur son issue. Tels sont les trois enseignements principaux du sondage réalisé par l'IFOP pour le Monde et TF1, dont nous publions ci-dessous les résultats.

On savait depuis pas mal de temps déjà que l'anti-germanisme ne faisait plus recette en France. On en a un début de preuve avec les résul-

tats de ce sondage, qui a été effectué entre les 12 et 19 juin. La RFA vient en effet en tête des alliés jugés les plus sûrs par les Français (44 %), avant les Etats-Unis (40 %) et la Grande-Bretagne. Confirmation de la preuve, si l'on peut dire : seules 3 % des personnes interrogées citent l'Allemagne parmi les pays les plus menaçants pour la France. Ce n'est pas l'URSS qui vient en tête de cette liste mais, terrorisme oblige, l'Iran (25 %);

14 % des sondés citent aussi d'une manière globale « les pays arabes » et 18 % se divisent encore entre la Libye, le Liban, l'Irak, l'Afrique du Nord et la Syrie. Si l'on additionne ces pourcentages, ce sont donc 57 % des Français qui perçoivent les pays islamiques comme la plus grande menace pour la France.

Les alliés les plus sûrs...

• Quels sont, à vos yeux, les pays qui sont aujourd'hui les alliés les plus sûrs de la France ?

	ENSEMBLE %
- La RFA.....	44
- Les Etats-Unis.....	40
- La Grande-Bretagne.....	26
- L'Espagne.....	11
- L'Italie.....	8
- La Belgique.....	7
- L'URSS.....	3
- Ne se prononcent pas.....	18

Total supérieur à 100 % en raison des réponses multiples.

...et les pays les plus menaçants

• Quels sont les pays qui vous semblent aujourd'hui les plus menaçants pour la France ?

	ENSEMBLE %
- L'Iran.....	25
- L'URSS.....	21
- Les pays arabes (sans précision).....	14
- La Chine.....	11
- La Grande-Bretagne.....	7
- Les Etats-Unis.....	7
- La Libye.....	6
- Le Liban.....	5
- Le Japon.....	4
- La RFA.....	3
- Les pays de l'Est (sans précision).....	3
- L'Inde.....	3
- L'Afrique du Nord (sans précision).....	2
- La Syrie.....	2
- L'Espagne.....	1
- Aucun.....	6
- Autres (1).....	8
- Ne se prononcent pas.....	19

(1) Chaque pays inclus dans le poste « Autres » ne recueille plus de 0,5 %.

Total supérieur à 100 % en raison des réponses multiples.

L'influence de la France...

• Diriez-vous que la France exerce actuellement dans le monde une influence ?

	ENSEMBLE %
- Très grande.....	61
- Assez grande.....	37
- Plutôt faible.....	34
- Très faible.....	5
- Ne se prononcent pas.....	4
	100

• Et, dans le monde de demain, c'est-à-dire d'ici dix ans, pensez-vous que la France exercera une influence...

	ENSEMBLE %
- Très grande.....	71
- Assez grande.....	46
- Plutôt faible.....	39
- Très faible.....	7
- Ne se prononcent pas.....	19
	100

...et ses objectifs

• A votre avis, quels sont, dans l'ordre, les deux premiers objectifs que la France doit réaliser en priorité parmi les objectifs internationaux suivants :

	RÉPONSE %	RÉPONSE %	TOTAL %
- Mettre fin au désordre mondial et financier international.....	23	12	35
- Procéder au désarmement progressif de toutes les forces nucléaires.....	27	16	43
- Construire un pouvoir politique européen.....	12	11	23
- Agir pour le développement des pays du tiers-monde.....	10	18	28
- Assurer la réussite économique du marché unique de 1993 en Europe.....	20	22	42
- Développer la détente entre l'Est et l'Ouest.....	5	15	20
- Ne se prononcent pas.....	3	6	9
	100	100	(*)

(*) Total supérieur à 100 en raison de réponses multiples.

L'évolution de l'URSS

• Diriez-vous que les réformes introduites en Union soviétique depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev...

	ENSEMBLE %
- Marquent un changement profond et durable dans le système soviétique.....	44
- Ou qu'il s'agit seulement d'un aménagement de la société soviétique qui ne remet pas en cause le système socialiste.....	41
- Ne se prononcent pas.....	15
	100

• Pensez-vous ou non que l'évolution actuelle de l'Union soviétique aboutira à terme à faire de ce pays une société démocratique comme celle des pays occidentaux ?

	ENSEMBLE %
- Le pensent.....	47
- Ne le pensent pas.....	37
- Ne se prononcent pas.....	16
	100

• En pensant aux événements récents (Pologne, URSS, Chine) diriez-vous que nous assistons ou non à la fin du communisme dans le monde ?

	ENSEMBLE %
- C'est la fin du communisme.....	28
- Ce n'est pas la fin du communisme.....	60
- Ne se prononcent pas.....	12
	100

Les relations entre Paris et Bonn

• Voici un certain nombre d'opinions à propos de la France et de l'Allemagne de l'Ouest. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord ou pas d'accord du tout.

- Ce n'est qu'autour de la France et de l'Allemagne de l'Ouest que la construction de l'Europe pourra se faire...

	ENSEMBLE %	RAPPEL IFOP-LE MONDE JUIN 1988 %
- Tout à fait d'accord.....	20	22
- Plutôt d'accord.....	37	36
- Plutôt pas d'accord.....	18	14
- Pas d'accord du tout.....	9	9
- Ne se prononcent pas.....	16	19
	100	100

- Si aujourd'hui l'Allemagne de l'Ouest était gravement menacée, la France devrait aller à sa défense...

	ENSEMBLE %	RAPPEL IFOP-LE MONDE JUIN 1988 %
- Tout à fait d'accord.....	29	18
- Plutôt d'accord.....	38	37
- Plutôt pas d'accord.....	10	9
- Pas d'accord du tout.....	12	19
- Ne se prononcent pas.....	11	24
	100	100

- La réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Est constituerait un grave danger politique pour l'Europe...

	ENSEMBLE %	RAPPEL IFOP-LE MONDE JUIN 1988 %
- Tout à fait d'accord.....	11	29
- Plutôt d'accord.....	18	17
- Plutôt pas d'accord.....	20	24
- Pas d'accord du tout.....	33	15
- Ne se prononcent pas.....	18	33
	100	100

(Œuvre majeure de Soljenitsyne

« L'Archipel du goulag » va être publié par l'Union des écrivains soviétiques

Moscou (AFP). — L'Union des écrivains soviétiques a décidé de publier l'Archipel du goulag, le livre majeur d'Aleksandre Soljenitsyne, a annoncé, dimanche 2 juillet à l'Agence France-Presse, M. Vadim Borissov, représentant des intérêts en URSS de l'écrivain soviétique, exilé dans le Vermont, aux Etats-Unis, et déchu de sa citoyenneté en 1974.

Lors d'une réunion vendredi de son secrétariat, l'Union des écrivains a voté à l'unanimité une résolution en ce sens, « à l'exception » de la résolution annuelle, d'autre part, la décision qui avait exclu de l'Union le célèbre dissident et demande au Soviet suprême l'annulation du décret le privant de sa citoyenneté, a ajouté M. Borissov.

Le bureau politique du PC soviétique avait été saisi jeudi de ce problème par son responsable à l'idéologie, M. Vadim Medvedev. Il aurait décidé de laisser l'Union des écrivains trancher elle-même la question de la publication de l'Archipel. M. Medvedev avait réaffirmé encore le mois dernier, devant la presse étrangère, qu'il était toujours personnellement opposé à la publication de ce livre en URSS.

La revue Novy Mir, qui avait dû retirer de la vente son numéro d'octobre dernier annonçant son intention de publier des chapitres de l'Archipel du goulag, est revenue à la charge en prévoyant de publier certains chapitres dans son numéro d'août.

La résolution votée vendredi par l'Union des écrivains « approuve l'initiative » de cette revue, « recommande la publication de l'ouvrage intégral en grand tirage » et la levée de toutes les limitations aux publica-

tions des œuvres de Soljenitsyne, a précisé M. Borissov, qui assistait à la réunion.

Le second point de la résolution, qui annule l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union, précise qu'il ne sera cependant « réintégré » au sein de cet organisme qu'avec son accord. La résolution charge enfin ceux des membres de l'Union qui sont également députés de proposer à la session actuelle du Soviet suprême l'annulation du décret privant l'écrivain de sa citoyenneté soviétique. Un député avait demandé la semaine dernière à la Chambre de l'Union du Parlement d'annuler « tous les décrets » semblables pris alors que le pays était dirigé par Léonid Brejnev.

La décision de l'Union des écrivains intervient après une vive campagne menée depuis plus d'un an de façon ouverte par des cercles de plus en plus larges d'intellectuels soviétiques pour la réhabilitation de l'écrivain et de ses œuvres. Cette réhabilitation avait été publiquement demandée le 2 juin devant tout le pays par le député Iouri Karakine, qui est intervenu à ce sujet devant le Congrès des députés (le Monde daté 4 et 5 juin).

Aleksandre Soljenitsyne avait fait savoir qu'il était opposé à la publication de ses œuvres en URSS tant que l'Archipel du goulag, le livre qu'il a consacré sur la route de l'exil, n'était pas publié en priorité.

L'Agence Tass a, pour sa part, annoncé la prochaine publication aux éditions Sovetskaja Rossia du récit Une journée d'Ivan Denisovitch, déjà publié par Novy Mir avant l'exil de son auteur, et du roman Le Pavillon des condamnés.

Un monument littéraire sur l'univers concentrationnaire stalinien

L'Archipel du goulag, d'Aleksandre Soljenitsyne, le monument de la littérature soviétique qui a révélé à beaucoup d'Occidentaux l'univers concentrationnaire stalinien, avait été publié pour la première fois en russe à Paris fin 1973. Six semaines plus tard, le 13 février 1974, son auteur était banni d'URSS.

Soljenitsyne avait commencé à rassembler ses souvenirs de camp et ceux d'autres détenus en 1963. Il avait plus tard mis cinq ans à écrire l'Archipel, dans le plus grand secret, alors que la chape brejnévienne commençait à tomber. Aucun de ses livres n'était publié et les attaques

contre lui se multipliaient de la part des écrivains officiels, qui s'inscrivaient bientôt de leur Union, le privant du droit de résider à Moscou.

Quand il apprit qu'un exemplaire de l'ouvrage était tombé entre les mains du KGB — la femme qui l'avait dactylographié à son insu avait été interrogée deux jours durant avant de révéler l'endroit où il était arrivé et de se suicider ensuite, — il se résolut à donner l'ordre de sa publication en Occident.

La campagne de dénigrement contre celui qui s'est devenu en 1970 Prix Nobel attardait alors ses contemporains, réduits à son arrestation et à son exil américain.

Un sévère avertissement du président soviétique

La montée des nationalismes menace la perestroïka et l'« intégrité de l'Etat »

Moscou (AFP). — M. Gorbatchev a exhorté les Soviétiques à tout faire pour mettre fin aux conflits inter-ethniques en URSS, une priorité dans le processus de « transformations profondes » de la fédération soviétique, présentée comme la prochaine étape dans la politique des réformes.

Le numéro un soviétique a choisi ce thème pour une allocution télévisée, samedi soir 1^{er} juillet, considérée par les observateurs comme la première de celles qu'il entend désormais prononcer régulièrement pour établir un lien direct entre le pouvoir et la population.

M. Gorbatchev a ainsi reconnu que le problème des relations entre nationalités était le plus brûlant et que « le sort de la perestroïka, le sort et l'intégrité de l'Etat » dépendaient de la « justesse des décisions » dans ce domaine.

Parlant en tant que nouveau président du Soviet suprême — et alors qu'après les violences meurtrières du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan de nouveaux troubles sont signalés en Géorgie, — il a estimé « de son devoir de mettre en garde contre le danger croissant de l'exaspération des conflits inter-ethniques ».

Réaffirmant qu'il n'y aura aucune indulgence pour « ceux qui cherchent à en tirer profit », M. Gorbatchev a souligné que le destin des peuples de l'URSS est lié, que les solutions doivent être cherchées en commun et qu'il n'y a pas place, sur le chemin des réformes, à des « modifications de frontières », à des « autarcies économiques » ou des « isolements culturels ».

Le chef du Krenin s'est gardé de citer ces cas précis ou de proposer des solutions nouvelles, mais il a énuméré quatre principes généraux devant guider le processus de « reconstruction profonde » de la fédération.

Le premier principe est qu'un citoyen soviétique « doit pouvoir exercer tous les droits garantis par la Constitution où qu'il réside en URSS ». Une urgence après les « chasses aux minoritaires » en

Asie centrale, mais aussi une mise en garde voilée aux Baltes qui élaborent des lois républicaines sur la citoyenneté et veulent limiter les droits électoraux des immigrants de fraîche date.

Le second principe que chaque nation « doit se sentir en confiance sur sa terre », avec un libre développement « économique, social et culturel », mais sans nuire aux droits des minorités « qui existent dans toutes les républiques, toutes les régions autonomes » de l'URSS.

M. Gorbatchev a dénoncé en troisième lieu les appels « anonymes » à l'autarcie économique et à l'isolement culturel, dont « la réalisation n'apporterait que des pertes morales et matérielles énormes à chaque nation et chaque personne ».

Il a enfin souligné le rôle que doivent jouer, aux côtés des communistes, les élites culturelles des républiques, « dont l'influence sur les processus ethniques est immense », pour résoudre sur des bases démocratiques ces problèmes hérités de « décennies d'abus » et des « déportations de peuples entiers ».

Le numéro un soviétique a conclu son intervention, prononcée sur un ton grave, par un appel « au cœur et à l'intelligence » de tous les Soviétiques, invités à se mobiliser pour mettre fin à l'intolérance inter-ethnique et repousser les « slogans irresponsables ».

Le débat sur l'agriculture

Vendredi, à l'occasion d'une importante réunion au comité central consacrée aux problèmes de l'agriculture (le Monde daté 2-3 juillet), M. Gorbatchev avait lancé un sévère avertissement aux cadres du parti « de tous les niveaux » qui « appliquent mollement » les réformes économiques.

Intervenant au début de cette réunion, M. Igor Ligatchev, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, responsable de l'agriculture, avait une nouvelle fois

vigoureusement défendu sa conception de la réforme, c'est-à-dire le maintien de la priorité aux structures existantes, les sovkhozes et les kolchozes.

Il s'était élevé contre ceux qui veulent, selon lui, « la dissolution des kolchozes et des sovkhozes pour dénationaliser la terre, puis tous les moyens de production ».

« En réalité, les paysans ne veulent pas prendre possession de la terre et abandonner les fermes collectives », a-t-il affirmé, avant de qualifier de « calomnies » les récents propos alarmistes tenus par l'académicien Alexandre Tikhonov, qui avait annoncé « la famine » dans un an ou deux si des mesures radicales n'étaient pas prises rapidement.

M. Gorbatchev a été très près de prendre le contre-pied de ce discours lorsqu'il a reproché aux dirigeants économiques leur « réticence à libérer l'initiative individuelle », les accusant de « faire peur aux gens au sujet de la location des terres (...) en leur affirmant qu'ils devront prendre toutes les responsabilités et que le travail sera plus pénible ».

« Des bœufs ont été rédigés de telle façon que les volontaires les ont refusés. Dans nos lois sur la location des terres, il y a pratiquement tout, mais on n'y a pas touché les méthodes pour détruire économiquement les résistances », a-t-il ajouté.

Le numéro un soviétique a insisté à plusieurs reprises sur le fait que la perestroïka n'est pas « une tension sociale », ajoutant que « le peuple a raison de demander que l'on règle la question la plus vite possible ».

M. Gorbatchev a laissé prévoir de nouvelles purges au sein de l'appareil du PC soviétique en déclarant que « lorsque les cadres ne réagissent pas aux exigences de la perestroïka et restent sourds aux besoins du peuple », le parti doit s'occuper de cette question et « mener une politique des cadres afin de faciliter la solution des problèmes pratiques ».

مكثان النحل

Europe

Ancien chef de l'Etat soviétique

Andreï Gromyko est mort

Moscou (AFP). — L'ancien chef de l'Etat soviétique et ministre des affaires étrangères, Andreï Gromyko, est mort dimanche 2 juillet, à Moscou, à l'âge de 92 ans. M. Mikhaïl Gorbatchev, devant les députés du Soviet suprême, l'agence Tass a indiqué que les parlementaires soviétiques s'étaient alors levés pour saluer la mémoire de celui qui a dirigé la diplomatie soviétique pendant près de vingt-cinq ans. Un

porte-parole officiel avait annoncé, vendredi dernier, que M. Gromyko avait été opéré « récemment » à la suite d'une crise d'origine vasculaire. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans. Andreï Gromyko avait été nommé chef de l'Etat soviétique en juillet 1985, poste qu'il occupa jusqu'en septembre 1988. Il avait alors pris sa retraite. En avril 1989, enfin, il quittait le comité central du Parti communiste.

Quarante ans sur le devant de la scène

Il était resté trop longtemps sur le devant de la scène pour qu'on l'oublie, du jour au lendemain, après sa retraite. Même s'il n'a pas attaché son nom à quelque grand projet, il entre dans les manuels d'histoire pour la seule raison qu'il a dirigé pendant vingt-cinq ans les affaires étrangères de la seconde puissance du monde. Il lui manquait dix ans pour battre le record de Metternich, mais la place qu'il a conquise au championnat de la longévité dans sa catégorie ne devrait pas lui être disputée avant longtemps.

Il a servi sous six chefs du Parti communiste soviétique (et même sept si on admet que Malenkov a exercé la fonction pendant une brève période) : Staline, Khrouchchev, Brejnev, Andropov, Tchernomerkine, Gorbatchev. Il a connu neuf présidents des Etats-Unis : Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford, Carter, Reagan, et participé aux grandes conférences internationales depuis la guerre jusqu'en 1985. Pourtant il ne s'était pas spécialement préparé pour la carrière.

Né en 1909 dans une famille paysanne — et pauvre, selon les biographies officielles — de Biélorussie, Andreï Andreïevitch Gromyko avait été élève à l'Institut d'agriculture de Minsk. Il obtint ensuite un doctorat d'économie à Moscou. Il était sur le point de partir pour la Sibérie, où un poste de chercheur lui était proposé. C'était l'époque des grandes purges et il fallait trouver des candidats aux places laissées vacantes par les innombrables victimes de la furie stalinienne. Il y avait des emplois disponibles dans la diplomatie. Adieu vaches, cochons, économie rurale. Gromyko se laissa tenter par les ambassades et passa un examen devant une commission présidée par Molotov. Il fut recruté d'entrée de jeu comme chef de la section diplomatique au ministère.

Peu après, il partait pour Washington avec le titre de conseiller. A trente-quatre ans seulement, il était nommé ambassadeur.

Cet affecté spécial devait avoir des dons extraordinaires pour occuper si jeune et en pleine guerre un tel poste. A un journaliste du *New York Times* qui voulait tout naturellement en savoir davantage sur son compte, le nouvel ambassadeur répondit sèchement : « Ma propre personnalité ne m'intéresse pas ».

On avait noté qu'au bout de quelques mois de séjour il parlait couramment l'anglais alors qu'à son arrivée il n'en comprenait apparemment pas un mot. Il racontera bien plus tard, dans une préface à un recueil de ses discours, qu'avant de prendre son poste de conseiller il fut reçu par Staline.



Exécutant
pays patron

Le dictateur lui conseilla de fréquenter les temples protestants, parce que l'écoute des prêches lui permettrait d'assimiler la langue. Il se vanta d'avoir sur ce point désobéi à Staline. Sa carrière peut se résumer en quelques dates. De 1943 à 1946, ambassadeur à Washington puis ambassadeur à l'ONU jusqu'en 1948. De 1948 à 1952, vice-ministre puis premier vice-ministre des affaires étrangères. En 1952, pendant dix mois — période de disgrâce relative — le voilà ambassadeur à Londres. Il reprend en 1953 sa place de premier vice-ministre des affaires étrangères. Il est enfin ministre en 1957 et jusqu'en 1985. Sous le règne d'Andropov, il ajouta à ce titre gouvernemental, celui de premier vice-président du conseil des ministres.

Il allait monter aussi, mais un peu plus lentement, dans la hiérarchie du parti : membre suppléant du comité central en 1952, titulaire en 1956. L'ascension s'accéléra brusquement en 1973 lorsque, avec Andropov, alors chef du KGB, et le maréchal Gretchko, il est nommé membre titulaire du bureau politique sans passer par l'anticambré des suppléants.

Jusqu'alors on le prenait pour un exécutant particulièrement doué, certes, et plus au fait que quiconque des dossiers compliqués, mais pour un homme qui n'avait pas sa place parmi les décideurs. Khrouchchev le traitait avec un rien de condescendance. Sous Brejnev, il est promu l'office des services à la suite des maîtres. Et il se comportait de plus en plus en patron, au moins quand il s'agissait des relations Est-Ouest et

des grandes affaires diplomatiques. Il semble s'être moins directement intéressé au tiers-monde et même au Proche-Orient.

En sein de la direction suprême, le diplomate de carrière n'était pas, loin de là, le plus souple des hommes. On le savait capable d'entendre avec autant de facilité les partitions de la guerre froide et de la détente, mais quand il disposait lui-même l'inspiration n'avait rien de pastoral. Il s'identifiait plutôt au personnage de « M. Niet » qu'il avait interprété vingt-six fois en opposant son veto au Conseil de sécurité.

Dans la dernière partie de sa vie publique, il eut la satisfaction de jouer les faiseurs de rois. Avec Ouzinev, l'ancien ministre de la défense, c'est lui qui fit pencher la balance en faveur d'Andropov lorsque mourut Brejnev. De même, à la mort d'Andropov, il se prononça pour Tchernomerkine, qui n'était pas en état d'aller brouter sur son terrain de prédilection. Enfin, il vota pour Gorbatchev mais peut-être parce qu'il n'avait pas vraiment d'autre choix.

Après, sa survie politique fut brève. Le nouveau patron du Parti communiste avait trop d'idées et de vigueur pour conserver à ce poste un fétu de paille aussi fragile. Gromyko manifesta manifestement à la démente. En 1985, Gromyko dut quitter la direction des affaires étrangères pour prendre la charge beaucoup plus symbolique de président du présidium du Soviet suprême (chef d'Etat). Trois ans plus tard, quand Gorbatchev voulut donner plus de poids à cette charge qu'il convoitait, Gromyko fut pris de prendre une retraite complète. Il accepta de demander lui-même au comité central et au Soviet suprême d'être libéré de ses fonctions. Il fut comblé — ce qui n'était pas arrivé à tellement de monde dans ce système. Et il partit.

BERNARD FÉROL.

GRÈCE : le nouveau gouvernement en place pour trois mois

L'alliance entre les conservateurs et les communistes se limite à la moralisation de la vie politique

Le nouveau gouvernement grec, dirigé par M. Tzannetakis, a pris ses fonctions dimanche 2 juillet. Il comprend vingt ministres et deux ministres adjoints, dont la grande majorité viennent de la Nouvelle Démocratie (conservateur). Toutefois deux portefeuilles importants, la justice et l'intérieur, reviennent à des représentants du Rassemblement de la gauche et du progrès. C'est donc une équipe réduite par rapport aux pléthoriques cabinets socialistes qui gouvernèrent la Grèce depuis 1981. Ceux-ci comprenaient parfois une bonne cinquantaine de personnes, plus les nombreux conseillers personnels de M. Andréas Papandréou, qui avaient souvent davantage de pouvoir que les ministres attitrés.

Les élections législatives du 18 juin avaient abouti à une impasse politique : 145 sièges pour la Nouvelle Démocratie, 125 pour le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et 28 pour le Rassemblement de la gauche et du progrès au sein duquel le Parti communiste tient une place prépondérante. Aucune formation n'avait obtenu la majorité absolue et les dirigeants respectifs des trois camps MM. Konstantinos Mitsotakis, Andréas Papandréou et Harilaos Florakis — ont tour à tour été obligés de jeter l'éponge et de constater qu'il était impossible de former un gouvernement majoritaire stable. Beaucoup pensaient alors que les Grecs allaient retourner aux urnes fin juillet ou début août.

Ce sont en fait les communistes qui ont déboulé la situation vendredi soir en faisant savoir qu'ils étaient prêts à soutenir un premier ministre conservateur sous certaines conditions : que le gouvernement, dans les trois mois à venir, ne s'occupe que d'une chose : le rétablissement des fonctions normales des institutions et l'assainissement de la vie politique. (Le Monde daté 1-2 juillet). « Il faut faire le ménage », a déclaré M. Harilaos Florakis, en faisant bien entendu allusion aux scandales politico-financiers de ces derniers mois, dans lesquels sont impliqués plusieurs membres du gouvernement socialiste sortant et certains proches de M. Papandréou. « Mon gouvernement, a renchérit le nouveau premier ministre, sera un gouvernement de cathartisme et de démocratisation ».

Samedi matin, le président de la République, M. Christos Sartzetakis, avait réuni dans son bureau les chefs des trois partis : MM. Mitsotakis, Florakis et Triantafyllidis, qui représentaient M. Papandréou, toujours à l'hôpital. Conformément à la Constitution, il leur a proposé de

former un gouvernement d'union nationale « à trois ». Les socialistes ayant refusé, il s'est rangé à la formule de l'alliance conservateurs-communistes. Le choix pour le dirigeant de M. Tzannetakis, député d'Athènes dont l'intégrité est unanimement reconnue, devait faciliter l'accord, car le PC ne voulait pas de M. Mitsotakis. Selon un responsable communiste : « M. Tzannetakis a l'honneur d'un officier, résistant à l'époque de la dictature des colonels, et le tempérament d'un gentleman ».

Courage politique

En acceptant ce rapprochement « historique », les conservateurs et, surtout, les communistes ont fait preuve d'un incontestable courage politique qui force le respect. Au cours des cinquante dernières années, l'histoire de la Grèce a été mouvementée et, dans les deux camps, on n'a pu pas la guerre civile fratricide (1946-1949), perdue par les communistes dont le parti fut interdit jusqu'en 1974. L'accord intervenu ce week-end marque ainsi la « réconciliation » dont M. Mitsotakis avait tant parlé pendant sa campagne électorale. Elle ne plaira peut-être pas à tous les militants des deux formations, mais, apparemment, l'intérêt national l'emporte. Conservateurs et communistes ont en la sagesse de comprendre que « la force avait assez duré » et que seul un compromis entre eux permettrait « de débloquer les coupables devant la justice » et de redorer le blason du pays. En dehors de ce désir commun de moraliser la vie politique, les deux partis restent naturellement très éloignés l'un de l'autre et précèdent qu'ils ne peuvent s'entendre sur les dossiers économiques et sociaux. Ceux-ci seront d'ailleurs « gelés » jusqu'aux prochaines élections.

Le PASOK divisé

La réaction du PASOK, qui se retrouve ainsi dans l'opposition pour la première fois depuis huit ans, n'a pas tardé. Dans un communiqué, M. Papandréou a dénoncé « cette collaboration sans précédent et sans principes entre la gauche et la droite, qui est une grosse erreur historique ». Ses amis sont persuadés que « le peuple réagira pour renverser cette majorité » à l'automne. Il est clair que, dans les rangs du PASOK, nombreux sont ceux qui ont du mal à avaler la « trahison » des communistes, et une bombe a d'ailleurs explosé dimanche, sans

faire de blessé, devant le siège du PC à Kiklia, dans le nord-est du pays. Mais, dans certains milieux socialistes, qui attendaient que le PASOK se transformât en un grand parti socialiste de type européen, moins populiste et sans M. Papandréou, on ne semble pas spécialement mécontent de cette formule gouvernementale.

Le nouveau Parlement s'est réuni lundi 3 juillet à Athènes. Il devrait rapidement désigner une commission de douze membres (dont plusieurs juges), chargée de tirer au clair la responsabilité de plusieurs membres du gouvernement sortant dans les multiples « affaires » révélées ces derniers mois.

Débarrasser la Grèce des scandales ! Telle sera donc la tâche de ce gouvernement intérimaire et elle reviendra principalement au nouveau ministre de la justice, M. Fotis Kovelis, président du barreau d'Athènes et membre du Rassemblement de la gauche et du progrès. Il appartient à l'« euro-gauche ». Son collègue de l'intérieur, M. Nikos Konstantopoulos, qui aura sans doute pour mission d'organiser les élections législatives de l'automne, est un ancien proche du PASOK. Le nouveau gouvernement ne compte aucun membre du PC. Quant aux ministres conservateurs, largement majoritaires au sein de la coalition, on remarque qu'ils ne sont pas trop marqués à droite. La plupart, comme MM. Kondoyannopoulos et Evert, ancien maire d'Athènes, font partie de cette nouvelle génération de politiciens conservateurs grecs que l'on situerait plutôt au centre-droit.

ALAIN DEBOVE.

Les principaux membres du gouvernement :

- Premier ministre et ministre des affaires étrangères : M. Tzannetakis (Nouvelle Démocratie).
- Adjoints aux affaires étrangères : M. Georges Papoulas (ambassadeur à Washington, sans étiquette).
- Défense nationale : M. Ioannis Vassiliadis (Nouvelle Démocratie).
- Economie : M. Georges Souflias (Nouvelle Démocratie).
- Intérieur : M. Nikos Konstantopoulos (Rassemblement de la gauche et du progrès, dissident du PASOK).
- Justice : M. Fotis Kovelis (Rassemblement de la gauche et du progrès, eurocommuniste).
- Education nationale : M. Vasilis Kondoyannopoulos (Nouvelle Démocratie).

RFA

Un militaire britannique victime des terroristes de l'IRA

Un policier du Royal Ulster Constabulary (RUC), Norman Amette, cinquante-sept ans, a été assassiné, dimanche 2 juillet, par deux tueurs de l'Organisation extrêmeiste catholique IRA alors qu'il rendait visite à sa mère près de Garagh, dans le comté de Londonderry, en Irlande du Nord. Le deuxième aéroport de la province, celui de Belfast-Harbour, a en outre été la cible de plusieurs bombes, qui ont endommagé deux avions sans faire de victimes. En RFA, un nouvel attentat de l'IRA a fait un mort.

BONN de notre correspondant

Un militaire britannique a été tué, sa femme et ses trois enfants blessés dans un attentat à la voiture piégée commis dimanche 2 juillet, à Hanovre. La bombe avait été placée sous la Mercedes, pourtant immatriculée par précaution en Allemagne, du militaire britannique et a explosé au moment où ce dernier s'apprêtait à lancer le moteur de son véhicule.

La police ouest-allemande et la police militaire britannique ont alors bouclé le quartier, évacué les familles et fouillé les trois immeubles où habitent les militaires britanniques stationnés à Hanovre. Sous une autre voiture, portant une plaque d'immatriculation britannique, les policiers ont trouvé une deuxième charge, cachée dans un sac, que des spécialistes ont désamorcée à l'aide d'un petit robot télécommandé.

Le parquet fédéral de Karlsruhe a confié l'enquête au Bundeskriminalamt, police judiciaire compétente en matière de lutte antiterroriste en RFA.

Il y a deux semaines, on avait évité de justesse le pire dans une autre caserne britannique, à Osnabrück. Deux individus y avaient été repérés juste après avoir posé cinq engins. L'alerte avait été donnée à temps. Un seul avait explosé, ne faisant que des dégâts matériels. De Belfast, l'IRA avait revendiqué cet attentat.

(Interim.)

L'époustouflante diversité de l'information, les voix européennes et chinoises qui se répondent, en font un document exceptionnel, en même temps qu'un discours prémonitoire. Mais aussi un roman d'aventures admirablement ficelé. L'écriture est d'une étonnante fluidité, jouant avec l'espace et le temps... Un livre clef. Un tour de force.

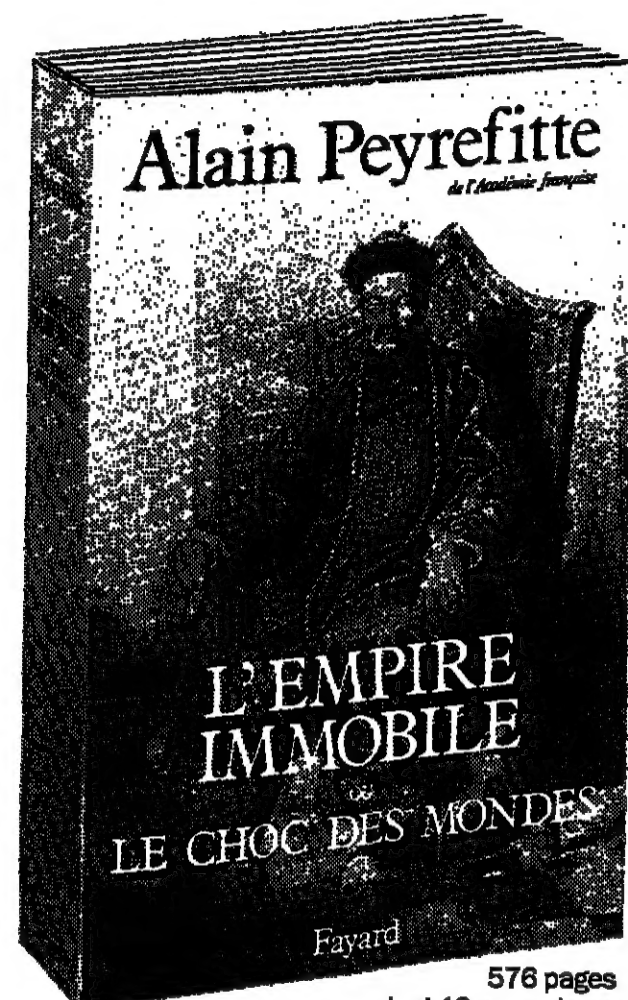
Pierre-Jean REMY, *Le Monde*

Ouvrage dense et précieux, d'où le lecteur sort éberlué et ébloui. De bout en bout fascinant, il incline à réfléchir sur notre temps.

Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, *Le Figaro Littéraire*

Superbe... extraordinaire... fantastique... Une lumière crue, éblouissante, celle-là même du roman vrai.

Lucien BODARD, *Le Point*



576 pages
dont 16 en couleurs
140 F

Moi, j'ai trouvé ce livre vraiment extraordinaire. Cela m'a appris mille choses... Si c'était signé par n'importe quel jeune historien, on dirait : quel livre magnifique !... Je rêve d'un film fait à partir de votre livre.

Bernard PIVOT, *Apostrophes*

Incroyable... Extraordinaire coup de projecteur... Voilà la merveilleuse histoire restituée par ce livre, qu'on devore comme un roman d'aventures.

Georges SUFFERT, *Le Figaro magazine*

Extraordinaire histoire ! Vous faites partager, Alain Peyrefitte, votre fascination pour cette Chine du XVIII^e siècle à nos jours. Avec un sens du pittoresque et du permanent qui rend cette aventure d'un bout à l'autre passionnante.

Jean-Pierre ELKABBACH, *Europe n°1*

Une extraordinaire stéréoscopie... Un livre intelligent, admirablement informé.

Pierre DAUX, *Le Quotidien de Paris*

"L'Empire immobile" retrace l'histoire de la mission Macartney : mission ratée ; mais ouvrage réussi.

Françoise GIROUD, *Le Nouvel Observateur*

Ce qui rend ce livre exceptionnel, c'est l'autre face, le regard chinois sur l'ambassade... Une splendide illustration de ce que Peyrefitte appelle "un autisme collectif".

J.R. ARMOGATHE, *La Croix*

FAYARD

Afrique

SOUDAN

La junte intensifie la « chasse aux dirigeants politiques »

La nouvelle junte soudanaise continue d'asseoir son pouvoir et cherche à s'assurer une crédibilité internationale. A part l'Égypte qui a été la première à reconnaître le nouveau régime de Khartoum, le Yémen du Nord et l'Arabie saoudite lui ont souhaité « succès » et la Jordanie a exprimé sa « confiance » dans la nouvelle direction soudanaise. Celle-ci a demandé dimanche à l'administration américaine « de reconnaître le nouveau régime et de lui accorder son soutien ». Cette requête a été formulée par le général Omar Hassan El Bechir, chef du Conseil de commandement de la révolution de salut national (CCRSN), lors d'un entretien avec l'ambassadeur des États-Unis à Khartoum, M. Norman Anderson.

A l'issue de cet entretien, le général Bechir a souligné que le régime de M. Sadek El Mahdi « n'avait rien de voir avec un authentique système démocratique », semblant ainsi répondre aux critiques du porte-parole du département d'État qui avait affirmé samedi que les États-Unis « regrettaient que l'armée ait renversé le gouvernement démocratiquement élu du Soudan » et avait appelé « à un prochain retour à la démocratie ».

Le général Bechir a catégoriquement exclu le retour des partis dans la vie quotidienne soudanaise et a intensifié la « chasse aux dirigeants politiques », en demandant à la population de dénoncer ceux qui n'avaient pas encore été arrêtés. La liste des détenus, rendue publique, comprend notamment le chef du PDU, M. Mohamed Osman El Mirghani, pourtant proche de l'Égypte, M. Hassan El Tourabi, chef du Front national islamique qui réclame l'instauration de la loi islamique (charia) et M. Ibrahim Negoud, chef du Parti communiste soudanais qui avait tout récemment encore mis l'opinion

en garde contre une éventuelle prise de pouvoir par les militaires. En revanche, M. Sadek El Mahdi, dont l'arrestation avait été annoncée vendredi, semble avoir échappé aux militaires, ainsi que son « âme damnée », l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Moubarak El Fadel El Mahdi.

Parmi les personnes arrêtées figure M. Sid Ahmed El Hussein, l'ancien ministre des affaires étrangères qui devait en principe reprendre le 4 juillet à Addis-Abeba les négociations de paix avec les émissaires du colonel Garang. Celles-ci semblent compromises puisque le général Bechir a affirmé qu'il ne reprendrait pas à son compte les « initiatives de paix de ses prédécesseurs », tout en soulignant qu'il entrerait en contact avec l'APLS pour parvenir, par la voie de la négociation, à un « règlement radical et définitif » du problème du Sud, « de concert avec les alliés qui exercent une influence sur la rébellion ».

Même ambiguïté en ce qui concerne le problème de la charia qui n'a été ni approuvée ni condamnée. Comme M. Sadek El Mahdi, le général Bechir semble désireux de mettre en veilleuse cet épineux problème, qu'il souhaite régler par des négociations et, « si celles-ci n'aboutissent pas, par un recours éventuel à un référendum ».

A Nairobi, notre correspondant Catherine Simon signale que l'opération Lifeline, lancée début avril par les Nations unies pour tenter de sauver quelque deux millions de Soudanais de la famine, a reçu le « soutien total » des nouveaux dirigeants de Khartoum. C'est ce qu'a indiqué dimanche soir le représentant de l'UNICEF, M. James Grant, de retour de la capitale soudanaise, où il a pu s'entretenir samedi avec le chef de la junte.

L'Égypte exprime son soutien au nouveau régime militaire

LE CAIRE
de notre correspondant

Deux jours après le renversement du gouvernement de M. Sadek El Mahdi, l'Égypte a officiellement reconnu le nouveau régime soudanais en lui souhaitant de « réussir dans l'instauration de la stabilité et la réalisation de l'unité nationale ».

Dans un message au chef de la junte soudanaise, le président Mubarak a exprimé « le soutien de l'Égypte à la révolution de salut national et son attachement aux relations entre les deux pays dans l'intérêt des deux peuples ».

Le général Omar El Bechir a rendu la politesse en déclarant à l'officiel journal égyptien *Al-Ahram* : « Nous connaissons l'attachement de l'Égypte et de son peuple à la junte soudanaise ». Il a indiqué qu'il était « en contact permanent avec le régime de Khartoum » et a ajouté que le Conseil de la révolution avait élaboré « une nouvelle vision des relations entre l'Égypte et le Soudan visant à réaliser l'unité de la vallée du Nil, cette requête populaire des masses soudanaises et égyptiennes ».

Le général a ajouté qu'une délégation du Conseil de la révolution se rendrait incessamment au Caire pour rencontrer le rais et lui transmettre « ses vœux pour la satisfaction du Caire en tirant à boulets rouges sur M. Sadek El Mahdi. Les journaux du Caire lui ont notamment reproché « d'avoir sacrifié les intérêts du Soudan en restant pri-

sonnier des étroits concepts et traditions de la secte des Ansars ».

Dès la formation du premier cabinet Mahdi en mai 1986, on avait noté un certain refroidissement des relations étroites qui existaient entre les deux pays du temps de l'ancien président Nensoury. Le nouveau premier ministre reprochait à l'Égypte son refus d'extrader l'ancien président anquel Le Caire avait accordé l'asile après son renversement en avril 1985.

Cette tension s'était aggravée la suite du rapprochement intervenu entre M. El Mahdi et le colonel Kadafi, le plus grand adversaire de l'Égypte. Elle s'était manifestée par l'abrogation, en février 1987, de la charte de complémentarité économique égypto-soudanaise signée en 1982 par les présidents Mubarak et Nensoury et son remplacement par un accord sans conséquences pratiques, la « charte de fraternité ».

Mais la dégradation la plus grave des relations entre Le Caire et Khartoum a été provoquée par les divergences sur la manière de régler le problème de la guerre civile au Sud. L'attitude négative adoptée par M. Sadek El Mahdi à l'égard de l'accord de paix conclu en novembre 1988 à Addis-Abeba entre le Parti démocratique unioniste (PDU) et l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS) du colonel John Garang, en partie grâce à la médiation du Caire, avait été fort mal jugée par les Égyptiens qui ont toujours soutenu que la guerre au Sud devait être réglée par la négociation.

Le rais avait alors accusé M. Mahdi d'« imputer à l'Égypte la responsabilité de ses problèmes intérieurs », et le premier ministre soudanais avait annulé une visite qu'il devait faire au Caire en mars, convenant encore plus les relations entre l'Égypte et le Soudan.

ALEXANDRE BUCCIANI.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15
LETUDIANT

Soldes d'été Barnett

QUELQUES PRIX
COSTUMES LÉGERS
Wash and Wear 1400 980*
PANTALONS Ultra-légers
Légers 398 268*
VESTES SEERSUCKER
Ultra-légers 980 690*
COSTUMES LIN
Mélange 2500 1500*
Maillots de bain, bermudas,
blousons, chemisettes, etc.
de 10 à 19 h
sans interruption
19, AV. VICTOR HUGO - 16*

Asie

CHINE : un mois après les massacres de Pékin

Le régime accuse les dissidents de s'en être pris à la « culture chinoise »

PÉKIN
de notre correspondant

Un mois après avoir fait donner la troupe contre la population de Pékin, le pouvoir a levé la dernière ambiguïté quant au mobile profond de son action : ce n'était pas tant le socialisme qui était en jeu que le pouvoir se fait de la Chine. Le crime principal commis par les agitateurs, dit Pékin aujourd'hui, est de s'en être pris à la « culture chinoise ». Cette accusation figure noir sur blanc dans un article publié par le *Quotidien du peuple* et le *China Daily*, journal destiné à la communauté internationale, et présenté comme l'œuvre de deux chercheurs anonymes de l'Académie des sciences sociales, la pépinière de dissidence actuellement sous contrôle militaire.

Que l'identité de ces deux « chercheurs » ne soit pas révélée importe peu : ce qui compte, c'est de constater à quel point ce diagnostic est révélateur des réflexes de la vieille garde du Parti communiste face aux évolutions culturelles et politiques que M. Deng Xiaoping avait encouragées, à son corps défendant, par ses réformes économiques. Les auteurs de l'article font remonter la crise des derniers mois au fait que « certains intellectuels ont fait usage de toutes les formes artistiques et tous les médias disponibles pour traiter dans la boue la culture, les mœurs politiques et le système social de la Chine, ce qui leur a valu les applaudissements du monde occidental ».

Or la caractéristique principale qu'ils retiennent de cette culture est que « sans un centre scientifique et idéologique apte à maintenir une compréhension unifiée des choses, le peuple ne peut pas distinguer le vrai du faux, et c'est dans ces conditions qu'il a été manipulé par une petite clique de gens décidés à fomenter les troubles ».

Sont visés par cette attaque les intellectuels comme l'astrophysicien Fang Lizhi ou les étudiants comme le leader Wang Dan, nommément critiqués pour avoir participé à « la négation indiscriminée de notre propre histoire et de notre système et au culte aveugle de la culture occidentale ». Mais le débat va bien plus loin et touche à ce refus collectif de la Chine, depuis les guerres de l'opium, de rechercher ailleurs que dans sa tradition politique millénaire des solutions à ses problèmes du moment. C'est précisément ce qu'avait commencé à dire le secrétaire général déchu, M. Zhao Ziyang, en permettant la diffusion à la télévision, l'an dernier, d'une série controversée, *l'Éléphant du fleuve*, qui assimilait l'héritage culturel chinois

● SRI-LANKA : le président échappe à un attentat. — Une bombe a explosé dimanche 2 juillet au cours d'un festival auquel assistait le président sri-lankais, M. Premadasa. L'attentat s'est fait un mort et une quarantaine de blessés. D'autres part, les rebelles tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Est tamoul), ont affirmé dimanche que l'armée indienne avait lancé une vaste offensive contre eux dans le nord de l'île. — (AP, Reuters, AFP.)

à un fardeau dont le pays devait se débarrasser pour progresser.

L'un des auteurs de cette série télévisée, l'écrivain Su Xiaokang, passe pour avoir été arrêté dès le début de la répression, de même qu'un autre proche collaborateur de M. Zhao, M. Bao Tong, directeur du Centre de recherches du comité central pour la réforme politique.

Des soldats devant l'ambassade américaine

De cet article filtre la gêne qu'éprouve le régime à constater qu'une dizaine au moins de dissidents sont parvenus à gagner l'étranger d'où ils semblent avoir l'intention de mettre sur pied une opposition en exil. C'est la première fois que le régime va devoir faire face à cette situation. Il craint que cette opposition extérieure ne finisse par acquiescer une audience importante à l'intérieur du pays, notamment en raison de la généralisation des moyens de communication.

En outre, il semble à peu près acquis que certains des dissidents ont bénéficié de compléments dans le sud de la Chine pour parvenir à gagner Hongkong. On voit là une

conséquence des nombreuses amitiés que M. Zhao avait conservées de son long passage à la tête de la province de Canton. Enfin, l'inquiétude que ne parvienne pas vraiment à dissimuler le régime est accentuée par le fait que, à la différence de ce qui se serait produit il y a quelques années, l'opinion publique occidentale est mise en garde par un effort de solidarité se met en œuvre autour des intellectuels chinois réfugiés à l'étranger.

Il est encore trop tôt pour savoir si cette conjoncture internationale a fait dire à M. Deng, comme l'affirme un quotidien pro-communiste de Hongkong, qu'il ne fallait pas multiplier les exécutions de « contre-révolutionnaires ». Le fait est qu'après les dix exécutions d'ouvriers condamnés à mort le mois dernier pour leur participation à l'émeute les médias officiels n'ont plus fait état d'autres peines capitales. Le bilan officiel de la vague d'arrestations s'est arrêté à mille huit cents personnes. Ce qui ne veut pas dire que des arrestations n'aient plus lieu. Simplement, le rideau est retombé et la répression peut se poursuivre sans que le pouvoir en parle.

Le ton du régime, lui, n'a pas changé. M. Li Peng, premier mini-

stre, a expliqué au cours du week-end à un visiteur américain de souche chinoise qu'il fallait poursuivre le châtiment des fauteurs de troubles tout en se montrant « clément » envers les étudiants et autres membres de la population « trompés par les médias étrangers ». Dans un discours prononcé en hommage aux soldats morts place Tiananmen, M. Deng a montré, quant à lui, qu'il ne voulait pas donner à M. Li Peng l'impression qu'il lui était reconnaissant pour son rôle dans l'affaire : le vieux dirigeant chinois a porté tout le crédit de l'opération à la génération historique de la Longue Marche.

L'état de guerre psychologique qui s'est de facto instauré entre la Chine et les États-Unis a été renforcé au cours du week-end par l'arrivée autour de trois bâtiments appartenant à l'ambassade américaine de soldats casqués et armés, remplaçant les policiers qui sont d'habitude en faction devant les missions diplomatiques étrangères.

Les diplomates américains ont manifestement reçu pour consigne de minimiser l'importance de ce déploiement de forces chinoises autour de leur mission.

FRANCIS DERON.

Trois opposants en transit à Paris

Trois dissidents chinois parmi les plus connus se trouvent actuellement à Paris en transit. Venant de Hongkong après avoir fui leur pays, où ils étaient recherchés comme « contre-révolutionnaires », ils sont dans l'attente des papiers nécessaires pour se rendre aux États-Unis. Il s'agit de M. Yan Jiaqi, un universitaire qui a dirigé le département de science politique de l'Académie des sciences sociales, écrit un livre —

interdit — sur la révolution culturelle, et qui était proche de l'ancien secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang ; de son épouse, M^{me} Gao Gao, et du dirigeant étudiant Wu Er Kai XI. Ce dernier avait publié la semaine dernière de violentes attaques contre le régime.

D'autre part, M. Zhao Fusan, ambassadeur chinois auprès de l'UNESCO et membre de son

comité exécutif, n'est pas réapparu à son bureau depuis plusieurs semaines. Ancien pasteur protestant, lui aussi membre de l'Académie des sciences sociales, pépinière d'intellectuels libéraux, M. Zhao avait fait, début juin, lors d'une réunion à Paris du comité exécutif de l'organisation, des déclarations n'allant pas dans le sens de la politique répressive de son gouvernement (le Monde daté 11-12 juin).

JAPON

Cuisante défaite au gouvernement aux élections municipales de Tokyo

TOKYO
de notre correspondant

Le Parti conservateur a essuyé, dimanche 2 juillet, une cuisante défaite aux élections municipales de Tokyo. Les libéraux-démocrates ont perdu un tiers de leurs sièges, tandis que les socialistes ont triplé les leurs. Une semaine après la victoire d'une candidate socialiste lors de l'élection sénatoriale partielle à Niigata, le nouveau revers subi par le PLD dans la capitale (où vit un dixième de la population du pays) incite à penser qu'il perdra également sa majorité à la Chambre haute le 23 juillet.

Le Parti libéral-démocrate a obtenu quarante-trois sièges au conseil municipal de Tokyo sur les cent vingt-huit à pourvoir. Il en a perdu vingt et ne pourra compter que sur le ralliement d'un seul indépendant. Le PSJ, en revanche, obtient vingt-neuf sièges (contre douze) auxquels on peut ajouter sept indépendants, ce qui porte à trente-six le total de ses élus. C'est la première fois depuis 1965 que le PSJ obtient plus de trente sièges à Tokyo. Le parti bouddhiste (Komeito) et le PCJ progressent, perdant respectivement trois et cinq sièges.

Par rapport aux trois précédentes consultations, ces élections ont été marquées par un taux de participation élevé (60%). Le mécontentement causé par l'introduction de la TVA et le scandale de la liaison de M. Uno avec une ex-gaïsha ont apparemment mobilisé l'électorat flottant — notamment féminin — contre le Parti conservateur : près de la moitié des trente-trois candidats présentés par l'opposition (dont douze pour le PSJ) ont été élus.

Ph. P.

CORÉE DU NORD : au Festival international de la jeunesse

Trouble-fête au nom des droits de l'homme

TOKYO
de notre correspondant

Le treizième Festival international de la jeunesse s'est ouvert, samedi 1^{er} juillet à Pyongyang, par une cérémonie grandiose et qui n'en fut pas moins marquée par des manifestations en faveur des droits de l'homme. Au cours du discours inaugural prononcé par le président Kim Il-sung devant 150 000 spectateurs, dont près de 20 000 participants étrangers représentant 180 pays, réunis dans le gigantesque stade Rung Na, trois jeunes Danois ont brandi des banderoles dénonçant les violations des droits de l'homme en Corée du Nord.

L'incident est survenu peu après que les délégations finlandaise et danoise eurent essayé de défilé en portant des banderoles demandant le respect de ces principes et accusant les autorités d'avoir refusé des visas à des représentants d'Amnesty international (qui a dénoncé la répression à Pyongyang). La confiscation des banderoles et l'interpellation des trois Danois ont fait provoquer le retrait des délégations des deux pays. La libération des trouble-fête et la promesse que deux représentants d'Amnesty pourraient se rendre à Pyongyang ont calmé les esprits. La délégation dan-

naise portait un drapeau en berne et les Norvégiens une banderole sur laquelle était écrit « Solidarité avec les étudiants chinois ». Plusieurs délégations européennes ont d'autre part critiqué « le nationalisme exacerbé et non compatible avec l'esprit sportif » de la cérémonie inaugurale.

La Corée du Sud a refusé d'envoyer une délégation, estimant que Pyongyang ferait de l'événement un forum de propagande, et interdit à ses étudiants de s'y rendre, ce qui a provoqué des manifestations violentes à Séoul. Mlle Min Suk-yong, étudiante en français à l'université Hankuk de Séoul, a néanmoins réussi à arriver à Pyongyang, où elle a reçu un accueil triomphal.

La Corée du Nord, qui n'a pas participé aux Jeux olympiques de Séoul, entend faire de ce Festival une revanche sur le Sud. Il s'agit du plus grand événement international jamais organisé à Pyongyang.

Philippe PONS.

VIENT DE PARAITRE :

Revue bimensuelle
(Éditions : Arabe - Français)
En vente dans
les kiosques : 70 F

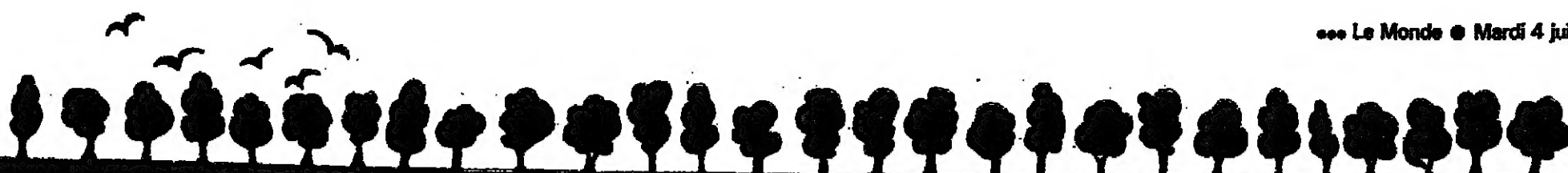
Au sommaire du N° 10 :

• ALGERIE : — Ahmed BEN CHERIF : "Seul le régime de Ben Bella était légitime".
— Droits de l'homme : Me Ali Yahia ABDENOUR : "Il ne peut y avoir de démocratie sous l'actuel régime".

• DETTE : Quelles solutions ? par Suzanne George.

Abonnez-vous en joignant votre règlement à l'ordre de :
ALTERNATIVES, B.P. 283 93811 MONTREUIL Cedex, France.
C.C.P. Paris 6.488.34 T - Tél. : (1) 42 87 41 41
6 mois : 120 F - 1 an : 220 F (Supplément 50 F par avion) - Soutien : 500 F et plus

مكتبة الناصر



BP
propose à tous ceux
qui ont du plomb
dans la cervelle
de ne plus en mettre
dans leur réservoir.

Voici BP Supergreen ★★★★★ le nouveau carburant sans plomb de BP. Plus performant que les carburants sans plomb habituels, il vous permet de profiter pleinement de la puissance de votre voiture tout en respectant la nature. Pour la première fois, grâce à son indice d'octane élevé, un Super sans plomb est compatible avec la plupart des véhicules récents.

BP Supergreen ★★★★★

BP, pour un monde qui bouge



Proche-Orient

La marine américaine confirme

Des erreurs humaines ont abouti à la destruction de l'Airbus iranien en juillet 1988

Il y a un an, le 3 juillet 1988, le croiseur américain Vincennes abattait, dans le détroit d'Ormuz, un Airbus A 300 de la compagnie Iran Air. Deux cent quatre-vingt-dix personnes trouvaient la mort dans cette bavure dont le Pentagone avait fini par admettre la responsabilité. La marine américaine avait fait son autocritique, qui a été transmise au gouvernement français.

La zone du détroit d'Ormuz n'était pas, ce jour-là, particulièrement calme. Les avions iraniens attaquaient, depuis plusieurs jours, les installations pétrolières et les pétroliers américains. En riposte, l'Américain multipliait les agressions contre les navires marchands. Au matin du 3 juillet, le *Montgomery* en patrouille observe trois vedettes iraniennes dans la partie nord du détroit. Le *Vincennes* arrive en renfort. Son hélicoptère de reconnaissance essaie le feu d'une vedette.

A 10 h 43, le *Vincennes* reçoit l'autorisation de riposter et le combat s'engage entre les deux groupes navals, exactement sous le couloir aérien qui relie Bandar Abbas à Dubaï.

A 10 h 47, le radar du *Vincennes* détecte un écho situé à proximité immédiate de Bandar Abbas. Il est classé « inconnu, présumé ennemi » et plusieurs opérateurs entendent qu'il s'agit d'un « F4 possible » ou « F14 ». Deux types d'avion de combat. Dans le même temps, le *Vincennes* suit l'évolution d'un F3, avion iranien de surveillance maritime, et l'appelle sur les fréquences de détresse militaire et civile; l'avion iranien répond qu'il ne s'approche pas du bâtiment américain.

A 10 h 49, le croiseur appelle en vain l'inconnu présumé hostile sur la fréquence de détresse militaire; celui-ci se trouve à environ 75 kilomètres de distance et à 1 300 mètres d'altitude.

A 10 h 50, le croiseur appelle, toujours en vain, l'inconnu sur la fréquence de détresse civile. L'officier du *Vincennes* responsable de l'identification annonce par interphone qu'il s'agit d'un « F4 possible » et cette information est transmise au commandant de la flotte américaine installée à bord du *Coronado*, mouillé à Bahrein.

Civil ou militaire ?

A 10 h 51, le *Vincennes* annonce qu'il compte faire feu sur le F14 lorsque celui-ci sera à 55 kilomètres de distance. Le commandant de la flotte lui demande de prévenir l'avion avant de tirer. Le croiseur émet en continu sur les fréquences de détresse civile et militaire, sans obtenir de réponse. L'inconnu atteint l'altitude de 2 300 mètres, et un opérateur annonce au commandant du *Vincennes* : « Vol commercial possible ». Celui-ci fait signe qu'il a entendu.

A 10 h 52, l'avion se trouve à 3 300 mètres d'altitude et à 55 kilomètres. L'officier responsable de la défense anti-aérienne du croiseur reçoit l'autorisation d'« illuminer » l'avion avec le radar de tir. Plusieurs opérateurs annoncent que l'avion descend.

A 10 h 53, l'avion atteint l'altitude de 3 700 mètres à 30 kilomètres du *Vincennes*. La panique gagne

les opérateurs qui sont persuadés qu'il pique sur eux. Dernière sommation sur la fréquence de détresse civile.

A 10 h 54, le *Vincennes* tire deux missiles SM2 sur l'avion, qui est touché à 15 kilomètres du croiseur. Il s'agit du vol civil Iran Air 655 à destination de Dubaï.

A 11 h 03, les vedettes iraniennes cessent le combat.

Les erreurs commises par l'équipage du *Vincennes* sont nombreuses. Tout d'abord, l'officier chargé de l'identification a mal positionné son appareil d'interrogation et, au lieu de l'Airbus, a pris dans le viseur un F14 qui décollait de Bandar Abbas derrière l'avion civil. Il s'est donc persuadé que l'intrus était un appareil militaire.

Le commandant du croiseur a estimé qu'il ne pouvait s'agir d'un vol commercial en raison de l'horaire (le vol Iran Air 655 avait 27 minutes de retard), en raison du non-respect du couloir aérien (les enquêteurs ont prouvé que cela était faux) et de la basse altitude de l'inconnu (celle-ci n'avait rien d'anormal).

Il a jugé que le vol avait toutes les apparences d'une attaque puisqu'il venait droit sur son bâtiment et qu'il descendait vers lui. L'erreur sur ce dernier point a tenu à peu de chose : jusqu'à la dernière minute, les Américains ne se sont pas trompés sur l'altitude de l'avion. Pendant la minute qui a précédé le tir, certains opérateurs ont cru se rappeler que l'avion avait, auparavant, atteint une altitude supérieure et donc qu'il s'agissait d'un F14. D'autres ont

confondu les chiffres de distance, qui diminuaient effectivement, avec ceux indiquant l'altitude et ont été pris de panique.

Le stress

Les autres facteurs aggravants ont été la mauvaise visibilité, qui empêchait l'identification optique, et l'absence de réponse de l'avion aux avertissements. Dans un contexte de combat naval, le commandant du *Vincennes* a envisagé toutes les possibilités : l'attaque combinée air-surface identifiée à celle menée par les Iraniens le 18 avril 1988, ou un tir de missile comme celui qui avait frappé, le 17 mai 1988, le *Stark* touché par un avion iranien ou encore une attaque-suicide. Il a respecté les règles d'engagement adoptées depuis l'attaque du *Stark* pour permettre aux bâtiments de tirer les premiers.

La marine américaine n'a pris aucune sanction contre le commandant et son équipage, mais elle a reconnu que rigueur et sang-froid avaient fait défaut au *Vincennes*, où se sont accumulés les erreurs de manipulation des appareils, la saturation du réseau d'interphone, les lectures et des souvenirs erronés, et des confusions de responsabilité à l'intérieur du centre opérationnel du croiseur. L'US Navy a annoncé qu'elle réviserait l'entraînement de ses équipages afin de les former à des conditions de combat plus réalistes et inspirant du stress auquel ont succombé les opérateurs du *Vincennes*.

ALAIN FAUJAS.

LIBAN : tandis que Beyrouth vit de nouveau dans la terreur

Arabes et Soviétiques interviennent auprès de Damas et de Bagdad

BEYROUTH de notre correspondant

Nouveau week-end sanglant au Liban. Plus précisément en secteur chrétien, puisque l'on y décompte la totalité des douze morts victimes des bombardements et la majorité des blessés. En secteur musulman, il est vrai, une guerre entre milices chiites se déroulait parallèlement et y faisait deux morts ainsi que neuf blessés. Un week-end, néanmoins, porteur d'espoir. Un espoir qui a pour nom Mikhaïl Gorbatchev.

L'intervention du président soviétique, qui a déposé, samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet, un émissaire, M. Alexandre Bessmertnykh, vice-ministre des affaires étrangères, à Bagdad et à Damas, a en effet suscité à Beyrouth une vague d'optimisme. Il est certain que les Libanais, blessés par le peu de résultats des interventions arabes et occidentales, ont tendance à se raccrocher à toute nouvelle action en leur faveur. Mais, s'ils accordent tant d'importance à celle de Moscou, c'est pour trois raisons bien précises : d'abord parce que l'URSS, premier fournisseur d'armes à l'Irak, et surtout à la Syrie, devrait avoir une influence décisive — principalement sur Damas pour l'armement au cesse-le-feu et à la levée du blocus du réduit chrétien, ensuite parce que la pression soviétique vient compléter

le faisceau d'interventions internationales en faveur de la paix au Liban, enfin parce qu'elle s'articule autour de l'action du triumvirat arabe (Algérie, Arabie saoudite et Maroc) et s'intègre donc dans un mécanisme d'ensemble.

Qu'il soit à porter au crédit de l'URSS ou à celui des Arabes, un premier résultat a été obtenu ce week-end. L'Irak, en effet, a annoncé avoir « suspendu ses livraisons d'armes au Liban » (en réalité au camp chrétien), appelant « toutes les autres parties à faire de même » et souhaitant que « le triumvirat arabe (...) veille à ce que le gouvernement syrien, dont les troupes occupent le Liban, ne profite pas de cette décision pour lancer de nouvelles agressions contre une quelconque partie libanaise ». « Pure manœuvre », a répliqué la presse syrienne. Mais la Syrie pourra-t-elle ignorer indéfiniment les vœux conjugués des Arabes, de l'Occident et, désormais, de l'URSS ?

Damas-Bagdad : la navette entre les deux capitales a également été effectuée par les ministres des affaires étrangères algérien, saoudien et marocain, qui ont été reçus dimanche par le président Hafez El Assad avant de gagner Bagdad, où ils ont rencontré lundi leur homologue irakien, M. Tarek Aziz.

LUCIEN GEORGE.

Amériques

CUBA

Le « procès de la drogue » révèle de nombreuses ramifications internationales

La Havane. — Commencé le 30 juin, le procès des officiers cubains impliqués dans un scandale de vaste proportion au centre duquel figure un trafic de cocaïne vers les États-Unis continue d'apporter de nouvelles révélations.

Le cas de l'ex-général Arnaldo Ochoa (il vient d'être destitué de tous ses titres militaires et politiques) et de ses deux anciens aides de camp, le colonel Antonio Rodríguez Esquivel et le capitaine Jorge Martínez Valdés, est jugé d'abord; seront ensuite examinées les situations des onze officiers membres du ministère de l'Intérieur — dont la tête la plus visible est l'ex-colonel Antonio de la Guardia, ancien chef d'une cellule secrète chargée de « tourner » l'embargo américain, en matière notamment de hautes technologies.

Il semblerait que le général Ochoa soit accusé d'avoir été le « cerveau » du trafic de drogue, alors que le colonel La Guardia en aurait été l'opérateur. Le général Ochoa a déclaré avoir agi afin d'investir dans l'industrie nationale du tourisme (la nouvelle priorité économique définie par M. Fidel Castro), les devises ainsi illégalement gagnées. Le procureur, le général Juan Escalona Reguera, également ministre de la justice, a qualifié cette affirmation d'absurde.

Certaines implications internationales de l'affaire ont été divulguées par la presse cubaine, qui lui accorde une « couverture » très ample. Elles vont bien au-delà du trafic de drogue, et confirment l'activisme politique ancien et plus récent de la révolution cubaine en direction de l'Afrique et de l'Amérique latine.

Outre les États-Unis, destinataires des 6 tonnes de cocaïne transférées avec la complicité de la « cellule secrète » du colonel de la Guardia, ont été cités :

• Angola. — Arnaldo Ochoa, qui y a été chef de la mission militaire cubaine (cinquante mille hommes) de la fin de 1967 à la fin de 1968, a reconnu y avoir fait des trafics en tous genres (diamants, ivraie, etc.). Les bénéfices ont alimenté un compte bancaire à Panama, sans où, ensuite, a été acheté du matériel de communication destiné à l'Angola. Les autorités marxistes de Luanda réclament aujourd'hui 5 millions de dollars à La Havane pour des livraisons non effectuées. Les commandants angolais portaient également sur des batteries d'artillerie G 5 et cinq avions C-130;

• Colombie. — Pays d'origine de l'essentiel de la cocaïne entrant aux États-Unis, la Colombie a été citée durant le procès en raison d'un voyage, au moins, qu'y a fait le capi-

taine Martínez Valdés pour y rencontrer Pablo Escobar, « parrain » du fameux « cartel de Medellín ». En outre, le colonel de la Guardia a accusé l'actuel porte-parole du mouvement de guérilla nationaliste de gauche, M. Ramiro Lucio, d'avoir eu des contacts avec lui dans le cadre de certains trafics.

• Nicaragua. — Le général Ochoa y a servi en 1965 comme chef de la coopération militaire de son pays avec les autorités sandinistes. Il a affirmé avoir reçu de l'argent des autorités de Managua pour acheter à leur profit des armes par un intermédiaire au Panama.

• Panama. — Alors que les États-Unis ont engagé début 1988 une offensive très dure à propos de l'implication présumée de « l'homme fort » national, le général Manuel Noriega, dans un trafic de drogue, le Panama est présenté comme le centre de tous les contacts des accusés. Le général Ochoa a fait état dans ses déclarations d'un « intermédiaire », non nommé, avec qui il entretenait des relations « de confiance » depuis sa mise au Nicaragua. Cet homme devait être son intermédiaire pour le réinvestissement de l'argent de la drogue dans le tourisme cubain.

Par ailleurs, le correspondant à La Havane de l'agence britannique Reuters, le Français Gilles Tréguier, a été expulsé dimanche 2 juillet pour divulgation de « fausses nouvelles ». — (AFP, AP, UPL)

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Neuf morts dans des émeutes au Bophutatswana

La police du Bophutatswana, un bantoustan noir situé au nord-ouest de Johannesburg, a procédé à de nombreuses arrestations, dimanche 2 juillet, au lendemain d'un sanglant affrontement entre forces de l'ordre et habitants de Lesemfontein. Ces émeutes se sont produites lorsqu'une patrouille de la police du Bophutatswana a voulu disperser un rassemblement déclaré illégal. Neuf policiers noirs ont été tués, quatre d'entre eux dans leur véhicule incendié par les manifestants, les cinq autres à coups de pierres et de haches. Les habitants de Lesemfontein s'opposent à l'incorporation de leur zone au Bophutatswana, craignant de perdre leur nationalité sud-africaine et de devenir les ressortissants d'un régime « plus oppressif » que celui de Pretoria.

Par ailleurs, le bilan de l'accident d'autobus survenu, samedi 1^{er} juillet, près de la ville de Harding (province du Natal), s'élève à soixante et une morts et trente blessés, dont onze grièvement atteints. L'autobus, dont les passagers étaient tous des Noirs, avait fait une chute dans un ravin d'une hauteur de cinq cents mètres. — (AFP)

• AFGHANISTAN : Kaboul va libérer un journaliste américain. — Le gouvernement afghan a décidé de gracier le journaliste américain Torry O'Brien, capturé il y a trois semaines alors qu'il se trouvait avec des moudjahidines, et s'en est annoncé dimanche 2 juillet à Kaboul. Par ailleurs, le régime de M. Najibullah a placé l'armée en état d'alerte dans la région de Kaboul après que la résistance ait bombardé la capitale à la rockette, tuant au moins huit personnes. — (Reuters, AFP)

• DANEMARK : décès de Hinner Beunegard, ancien premier ministre. — Leader du Parti radical, chef du gouvernement bourgeois de 1968 à 1971, Hinner Beunegard est décédé pendant le week-end à l'âge de soixante-neuf ans. En 1964, il avait contribué à charger le paysage politique dans le cadre de la coopération traditionnelle entre les radicaux et les sociaux-démocrates. Cinq ans plus tard, il forma avec les conservateurs et les libéraux la première coalition

non socialiste que le Danemark ait connue après la guerre. Ce gouvernement négocia et prépara l'entrée du royaume dans le Marché commun, approuva ensuite difficilement, par référendum, en 1972, De 1976 à 1988, il dirigea le groupe de presse Politiken. — (Correspondant)

• PÉROU : M. Mario Vargas Llosa de nouveau candidat. — L'écrivain Mario Vargas Llosa sera à nouveau le candidat de la coalition conservatrice FREDEMPO pour l'élection présidentielle de mai 1990. « Décidé » dimanche 2 juillet, à Lima, le secrétaire général du mouvement Libertad, la formation à laquelle appartient l'auteur de *La Malinche* verta. Le 21 juin, Vargas Llosa avait déclaré de retirer sa candidature pour n'être pas parvenu à une entente avec les deux autres formations de la droite (l'Action populaire de l'ancien président Belaunde Terry et le Parti populaire chrétien de l'ex-maire de Lima, M. Bedoya Reyes) sur la constitution de listes unitaires pour les municipales de novembre prochain. — (AFP, UPL)

Argentine

L'amiral Massera « prisonnier libre »

L'amiral Emilio Massera, membre de la Junta militaire qui a gouverné le pays après le coup d'État de 1976, condamné à la prison à perpétuité en 1986 pour torture, vol, homicide et rap, a été photographié, vendredi 30 juin, par un journaliste du quotidien de gauche *Sur* alors qu'il circulait librement à Buenos-Aires. L'ancien officier est, en principe, incarcéré à la prison militaire de la Magdalena, à 70 kilomètres au sud de la capitale. Six autres officiers généraux ont été condamnés depuis l'arrivée au pouvoir du président Raúl Alfonsín en 1983. De fortes pressions s'exercent en provenance des milieux militaires afin que le prochain gouvernement de M. Carlos Menem, qui prendra ses fonctions le 8 juillet, les amnistie. — (AFP, Reuters)

(Publicité)

FRANCE - MONDE ARABE : 20 ANS DE VŒUX PIEUX ?

L'examen de deux décennies d'engagement français au Proche-Orient, entamées avec brio par le Général de Gaulle, dégage une impression d'amertume. Des objectifs ambigus, des moyens substantiels, mais des résultats décevants. Pourquoi un tel déclin ? Une enquête de J.-P. Chagnollaud, doyen de la Faculté de droit de Nancy. Dans le numéro de juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy - 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14



15 JOURS A VIVRE à la folie

Du 1^{er} au 15 juillet

Crédit 9,5% sur 12 mois*

Toutes les nouveautés 90

CRÉDIT 12 MOIS AU TEG DE 9,5% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP neuve et occasion. Ex. : montant financé 10000 F, 1^{re} échéance de 996,83 F, (dont 120 F de perceptions forfaitaires), 11 échéances de 876,83 F. Coût total du crédit : 10 642,02 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois sur les véhicules neufs, et 12,9%, 14,9%, 15,9% sur les véhicules d'occasion.

Venez découvrir TOUTES LES NOUVELLES RENAULT millésime 90, livrables immédiatement (selon les versions, en fonction des options et des couleurs).

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de France 321 490 700 27-33, quai Le Gollo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre 8702 002 721.

** Ces 2 offres, non cumulables, concernent les VP neufs et sont réservées aux particuliers.

كنا من الامم

Politique

La fin de la session parlementaire ordinaire

M. Michel Rocard à bon port après avoir frôlé la catastrophe...

Grâce à un subtil cocktail de savoir-faire et de baraka, M. Michel Rocard est parvenu à une nouvelle fois à conduire sa barque jusqu'à la fin de la session parlementaire ordinaire sans se faire couler ni perdre en route l'un de ses projets de loi. Le premier ministre est parvenu à esquiver la plupart des écueils, frôlant il est vrai de peu la catastrophe, en bout de course, avec l'épineuse question de l'immunité des fonctionnaires occultes de certains hommes politiques.

Pour cette session de printemps, la tactique parlementaire a été l'inverse de celle pratiquée à l'automne dernier. Lors de la précédente session, le gouvernement voulait, en effet, faire la preuve de sa capacité à naviguer avec un équipage restreint sans tirer à vue des salves de 49-3 (engagement de responsabilité). Le premier ministre avait donc cherché à retarder au maximum le recours à cette « grosse Bértha » constitutionnelle. Il ne devait l'utiliser qu'une fois, en fin de session, à propos du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). La démonstration de la visibilité du gouvernement, malgré l'absence de majorité absolue ayant été faite, une autre tactique était possible pour la session de printemps.

Cette fois-ci, Michel Rocard souhaitait faire pression psychologique sur l'opposition en déclenchant très tôt un tir de 49-3 pour bien manifester sa détermination à faire passer coûte que coûte ses projets. Le X^e Plan (menacé par une conjonction hostile de la droite et du groupe communiste) devait consti-

tuier le terrain idéal pour cette opération de dissuasion. Dès le 28 avril (vingt-six jours après le début de la session), le premier 49-3 tombait dans le camp d'une opposition de droite emportée dans ses querelles. L'engagement de responsabilité eut lieu un vendredi après-midi, dans la plus grande indifférence. Un habile coup de semonce, sans effet négatif dans l'opinion publique ni sur le déroulement du travail parlementaire, l'opposition divisée préférant en rester là plutôt que de riposter par une motion de censure.

Le premier ministre devait recourir au 49-3 sur un second texte : la présidence commune Antenne 2-FR 3 (19 juin). Une nouvelle fois, l'opposition choisissait de ne pas répondre par une motion de censure, affirmant s'être suffisamment exprimée sur ce sujet. Bref, le gouvernement s'en tirait à nouveau à bon compte, d'autant plus que les deux motions de censure déposées par la suite au cours de cette session par le RPR et l'UDF (en vertu de l'article 49-2 de la Constitution et non en riposte au 49-3) n'eurent pas les effets souhaités par leurs auteurs.

La première, déclenchée par les seuls « rénovateurs » pour sanctionner la politique européenne du gouvernement avant les élections au Parlement de Strasbourg, fut un échec : elle mit le RPR au bord de l'implosion, suscita l'hostilité ouverte des deux présidents de groupe UDF et RPR, excédés par l'attitude des « rénovateurs », et elle se solda, au moment du vote, par un déficit net de 71 voix de députés.

La session ordinaire de printemps du Parlement a été close, samedi 1^{er} juillet à minuit. Par décret du président de la République, en date du 1^{er} juillet, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire à compter du dimanche 2 juillet. A l'ordre du jour de cette session, qui ne devrait pas se poursuivre au-delà du mardi 4 juillet, figurent les textes suivants en deuxième, puis en dernière lecture : projet de loi relatif à la sécurité des aéroports et du transport aérien ; projet de loi portant dispositions diverses relatives à la sécurité sociale et à la formation continue des personnels hospitaliers ; projet de loi relatif à la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et à la protection de l'enfance ; projet de loi portant amnistie ; projet de loi relatif à la liberté de communication.

UDF, RPR et UDC. La seconde motion de censure, déposée cette fois officiellement par les présidents des groupes UDF et RPR pour dénoncer la politique du gouvernement en matière d'immigration, recueillit un plus grand succès, mais tomba complètement à plat, l'actualité en ce début juin se situant du côté de Tchernobyl, de Varsovie et de Pékin. Dérisoire motion de censure pour un sujet qui n'était pas.

Le débat sur le projet de M. Pierre Joxe relatif à l'immigration, trop marqué par le contexte électoral dans lequel il s'inscrivait, n'a pas permis une fois de plus de débattre sereinement de ce sujet. Pour la première fois depuis le début de la législature, l'opposition de droite, sous la férule de l'ancien président de la commission des lois, M. Pierre Mazeaud (RPR), a pratiqué l'obstruction parlementaire pour s'opposer pied à pied à ce texte. Un débat comme il y en avait eu des dizaines entre 1981 et 1984.

Monnaie courante hier, ils apparaissent aujourd'hui comme archaïques, presque anachroniques, tranchant singulièrement avec l'atmosphère plutôt constructive qui prévaut à l'Assemblée nationale depuis un an. Personne n'en est sorti grand, pas plus le gouvernement, inspiré par l'Elysée, que l'opposition. Egalement en déclin de session des projets plutôt consensuels (organisation de la justice en Nouvelle-Calédonie, réforme de l'exercice de certaines professions juridiques et judiciaires, renforcement des prérogatives des délégations parlementaires pour les Communautés européennes, réforme de la Commission des opérations de Bourse, protection du patrimoine archéologique sous-marin, enseignement de la danse, etc.), le gouvernement avait pourtant souhaité réduire la voilure avant les élections européennes. Le projet Joxe est venu mettre le feu aux poudres dans l'hémicycle.

Le mal de mer de la droite

La traversée du gouvernement a été facilitée, pendant cette session, par le détroit d'une opposition de droite prise de mal de mer devant la vague rénovatrice, le groupe communiste, quant à lui, apportant ponctuellement au gouvernement un appui précieux par ses abstentions (projet de « dénoyautage » des entreprises privatisées, proposition de loi socialiste sur les loyers, projet Jospin sur l'éducation, etc.).

La bataille de la rénovation, qui a fait rage au sein de l'opposition, a considérablement désorganisé l'UDF et le RPR. Le groupe de M. Bernard Pons a même failli sombrer lors de la motion de censure des « rénovateurs » sur l'Europe. Le résultat des élections européennes du 18 juin, contraignant centristes et rénovateurs à marquer le pas, a permis à l'opposition parlementaire de se ressaisir. La constitution d'un intergroupe officiel (et non plus seulement des « rénovateurs ») symbolise ces retrouvailles, qui restent toutefois fragiles.

L'opposition n'a pas le monopole des états d'âme. Les députés socialistes éprouvent également parfois un certain spleen. Nombre d'entre eux avouaient dans les couloirs du Palais Bourbon, ces derniers temps, leur désir de voir le gouvernement de M. Rocard appuyer un peu plus la barre à gauche. Le comité directeur du PS s'en est également fait l'écho ce week-end. Nul doute que le bon résultat des élections municipales a permis au premier ministre d'échapper, pendant cette session, à une critique trop ostensible. Mais cette volonté de certains élus socialistes de ne plus se contenter d'une politique socialiste « d'accompagnement », comme a dit M. Pierre Mazeaud, s'est traduite sur certains textes par des tentatives de « gauchissement ».

Les députés socialistes y sont parvenus sans conteste sur la proposition de loi sur les loyers (modification de la loi Méhaignerie) faisant voler en éclats le consensus établi avec les centristes en durcissant son contenu. Le projet de X^e Plan a été également l'occasion d'une montée en force du groupe socialiste contre l'un des ministres d'ouverture les plus suspects à ses yeux, M. Lionel Stoléru.

Une tentative de débordement à gauche fut également esquissée sur le projet de M. Jean-Pierre Scisson concernant la prévention du licenciement économique. Alors que ce texte avait fait l'objet d'un travail de préparation très soigné entre le ministre de l'emploi et un groupe de députés socialistes spécialisés en la matière, un amendement de dernière minute déposé par un député fabulien, M. Thierry Mandon (concernant le travail temporaire) menaçait de faire capoter ce texte qui a finalement, après retrait de cet amendement, bénéficié de l'abstention de la droite et du centre tandis que deux députés RPR, MM. Séguin et Pinte, votaient pour.

Le soutien apporté par le président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, à cet amendement brûlot devait alimenter les rumeurs selon lesquelles celui-ci était engagé dans un processus de conquête du poste de premier secrétaire du PS et qu'il souhaitait pour cela « gauchir » son image en prenant des positions maximalistes par rapport au gouvernement.

M. Mermaz s'en est défendu à plusieurs reprises, rappelant qu'il ne faisait que son travail de président de groupe en laissant remonter les aspirations de sa base et que, en toute hypothèse, il n'était pas au sein du groupe socialiste « le haut-commissaire du gouvernement ». Il devait cependant reconnaître, à plusieurs reprises, que durant ces derniers mois le dialogue avec le gouvernement avait été d'une qualité rarement égalée. Il n'est pas sûr que l'approche du congrès socialiste de mars 1990 contribue à apaiser, lors de la prochaine session budgétaire, les tensions internes au groupe socialiste.

Cette session parlementaire, qui a ainsi donné lieu à des débats d'une haute tenue sur des sujets très concrets comme l'enfance maltraitée, l'adaptation des exploitations agricoles, l'accueil des personnes âgées et des handicapés, la lutte contre le travail clandestin, a été « polluée », dans les dernières semaines par l'apparition d'un amendement fantôme sur l'amnistie des délits financiers politiques. Cet amendement, aperçu dans les parages du texte portant amnistie des indépendantistes guadeloupéens, a fait naufrage avant d'arriver au port.

Dégâts considérables

Il a resurgi en fin de session, assorti d'un projet de loi destiné à assurer une meilleure transparence du financement de la vie politique. Mais à bien des égards, c'est cette amnistie qui est apparue aux yeux de l'opinion publique comme essentielle, le projet de transparence n'en étant qu'un appendice. L'antiparlementarisme s'en est trouvé renforcé. Le gouvernement a décidé, après quelques jours pour le moins confus, de faire marche arrière en renvoyant le texte à l'automne. Mais les dégâts sont considérables.

L'antiparlementarisme s'est nourri également d'une malédiction chronique du Parlement français qui prend aujourd'hui un tour alarmant à l'Assemblée : l'absentéisme. Il ne frappe plus seulement la séance publique (ce qui, compte-tenu des différentes missions du député pouvait se comprendre) mais également les commissions permanentes, souvent désertées au grand dam de leurs présidents.

Le paradoxe, aujourd'hui, est de voir que l'Assemblée nationale législative souvent dans des conditions qui ont rarement été aussi bonnes quant au dialogue entre les groupes et avec les ministres, mais où le dialogue a lieu de plus en plus en comité restreint. La multiplication dans les années à venir de textes sous influence européenne devant s'affirmer cette dérive absentéiste risque de s'accroître si aucune mesure n'est prise.

PIERRE SERVANT.

Les ultimes navettes

Les députés ont examiné, samedi 1^{er} juillet et dans la nuit du samedi au dimanche 2 juillet, les textes suivants :

PROJETS DE LOI DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS

— Enseignement de la danse : les députés ont adopté le texte issu de la commission mixte paritaire (CMP).
— Accueil des personnes âgées : les deux assemblées étant parvenues à un accord en CMP, c'est ce texte qui a été adopté en dernière lecture par les députés.

— Prévention du licenciement économique : sous réserve de deux amendements rédactionnels du Sénat, les députés ont adopté le texte issu de la seconde lecture de l'Assemblée. Les groupes RPR, UDF et UDC se sont abstenus (en l'absence de scrutin public, MM. Philippe Séguin (RPR, Vosges) et Edouard Pinte (RPR, Yvelines) ont déclaré vouloir voter pour). Seul le PS a voté pour ce projet, le PC a voté contre.

— X^e Plan : après l'échec de la commission mixte paritaire et le rejet en bloc par le Sénat du projet de loi approuvant le X^e Plan (1989-1992), l'Assemblée a adopté sans modification le texte issu de la seconde lecture. Les députés UDF, RPR, UDC et communistes ont maintenu leur opposition à ce projet que seul le PS approuve.

— Sécurité et transparence du marché financier : les députés se sont prononcés sur le texte voté en seconde lecture par leur Assemblée après que le Sénat l'eut modifié. Le PS a voté pour, les groupes RPR, UDF et

UDC se sont abstenus, le PC a voté contre.

— Sécurité routière : la encore, c'est le texte issu de la seconde lecture de l'Assemblée qui a été adopté (les sénateurs ayant maintenu leurs positions en seconde lecture). Les groupes UDF, RPR, UDF et PC se sont abstenus, seul le PS a voté pour.

PROJETS DE LOI ADOPTÉS EN DEUXIÈME LECTURE

— Liberté de communication : face à « l'incompétibilité totale » des positions de l'Assemblée et du Sénat (qui a rejeté les deux articles de ce texte) soulignée par le rapporteur, M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), les députés ont rétabli le texte qu'ils avaient adopté en première lecture. Comme il s'agit du texte issu du premier examen du projet de loi, M. Michel Rocard a engagé la responsabilité de son gouvernement (article 49-3 de la Constitution) afin de faire adopter ces dispositions concernant la présidence commune à Antenne 2 et FR3 en dépit de l'opposition conjuguée des groupes RPR, UDF, UDC et communistes.

— Sécurité des aéroports et des transports aériens : à l'exception de quelques amendements rédactionnels, les députés ont adopté en deuxième lecture un texte conforme à celui approuvé par le Sénat. La commission mixte paritaire devait donc parvenir sans difficulté à un accord sur ce projet de loi, qui a été adopté par les groupes RPR, UDF, UDC et PS, seul le PC s'abstenant. Les députés ont rejeté un amendement de M. Michel Volein (UDC, Ain) tendant à renforcer les

peines du personnel navigant en cas de contrôle révélateur d'un taux d'alcoolémie supérieur à 0,20 gramme. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, a précisé qu'un projet de loi en ce sens serait présenté au printemps 1990 devant le Parlement.

Entrée et séjour des étrangers : en France, les députés sont revenus au texte adopté par leur assemblée en première lecture. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a renoncé à défendre les quatre-vingts amendements qu'il avait déposés, mais a renouvelé ses mises en garde sur l'inconstitutionnalité que présente, selon lui, la procédure de recours devant le tribunal de grande instance en cas de notification d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Devant le Sénat, M. Pierre Joxe avait déclaré qu'il « suggérerait » au premier ministre de demander son avis sur ce point au Conseil constitutionnel. Le groupe RPR a annoncé quant à lui qu'il déposerait un recours. Si la procédure est annulée, a précisé M. Pierre Joxe, « on reviendra à celle prévue par la loi de 1986 ». Le ministre de l'Intérieur ne l'est pas engagé ainsi à reprendre dans un projet de loi cette disposition de recours, jugée pourtant fondamentale par certains associations de lutte contre le racisme et certains membres du groupe socialiste, qui ne cachent pas s'attendre à leur réexamen. Les groupes RPR, UDF et UDC ont voté contre, le PC s'est abstenu. Seul le groupe socialiste a voté pour.

P.R.D.

chez Renault.

Economisez sur les équipements**

Reprise Argus + 5000F**

ECONOMISEZ 90% sur le prix des équipements en option dans la limite de 5000F pour une Supercinç ou Renault 19, 6000F pour une Renault 21 ou 21 Nevada, 7000F pour une Renault 25.

REPRISE ARGUS + 5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Supercinç ou Renault 19. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

WAPZ 36-14

UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT

Une formation intensive : 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

Niveaux d'admission : 1^{er} année baccalauréat BAC + tests
2^e année baccalauréat BAC + tests

ESAM

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Donnez votre nom à ESAM
63, avenue de Villiers - 75007 Paris. Tél. 47 88 44 22

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Tél. : _____

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation



Politique

L'adaptation des exploitations agricoles au Parlement

Tous les vins d'AOC devront être mis en bouteilles dans l'aire de production

Les députés ont adopté, en première lecture, vendredi 30 juin, le projet de loi relatif à l'adaptation des exploitations agricoles à son environnement (le Monde du 1^{er} juillet). Ce texte, que le Sénat a déjà approuvé, a recueilli l'assentiment quasi général : les députés socialistes, centristes, RPR et UDF ont voté pour ce projet. Seuls les députés communistes et trois élus UDF (MM. Maurice Doustet, Jean-Pierre Dicaux et Roger Lestas) se sont abstenus.

La plupart des orateurs se sont plaints auprès du ministre de l'Agriculture des conditions pour le moins précipitées dans lesquelles ce texte, jugé par tous « important », a été débattu en fin de semaine et de session.

M. Henri Nallet l'a reconnu volontiers, tout en expliquant qu'il était essentiel pour les mois qui viennent que ce projet soit adopté en première lecture à l'Assemblée, car il l'avait été au Sénat. Il a admis, à plusieurs reprises, qu'il serait tout à fait possible de revenir en deuxième lecture, à l'automne, sur les articles que les députés jugeraient encore mal dégrossis après la première lecture.

La discussion, qui s'est étalée sur trois jours, a été d'une qualité reconnue par tous les participants. Au cours de cet examen, les députés ont adopté un amendement qui étend à toutes les régions viticoles d'appellation d'origine contrôlée (AOC) les dispositions en vigueur en Alsace depuis 1972. A partir du 1^{er} octobre 1990, la mise en bouteilles se fera obligatoirement dans l'aire de production. Un décret fixera les modalités de cette nouvelle réglementation, destinée à défendre la qualité des vins français face à la future concurrence européenne de 1993.

En abordant, samedi, le titre III du projet consacré à la réforme des cotisations sociales agricoles (passage du revenu cadastral au revenu professionnel comme base d'indemnisation), les députés ont tous affirmé qu'il s'agissait du cœur du projet. « Il s'agit, au-delà de la simple question de cotisations, de la vie quotidienne des agriculteurs, qui seront traités à l'égal des autres Français », a souligné le ministre, en prenant acte de l'unanimité dégagée sur le principe de la réforme.

Deux solutions se présentaient au gouvernement : appliquer simultanément la réforme en trois branches (assurance-vieillesse, assurance-maladie, prestations familiales), ou la mettre en place avec un décalage dans le temps. C'est cette seconde solution que M. Nallet a choisie, afin de ne pas compliquer outre mesure le système actuel et afin de ne pas voir certaines exploitations spécialisées se trouver pénalisées par des hausses brutales de cotisations. « L'assurance-vieillesse serait réformée en premier, et même dès que possible, les effets attendus étant les plus positifs et les bouleversements les moins importants, a expliqué le ministre. Ensuite, le changement s'étendrait progressivement à l'assurance-maladie, ce qui aurait l'énorme avantage de redresser ce régime tout en le rendant socialement plus juste. Enfin, les prestations familiales seraient gardées pour la fin, non seulement parce que les variations de cotisations y seront plus amples, mais, surtout, parce que les orientations nationales auront sans doute été révisées d'ici là, dans ce domaine ».

La symbolique du vote

MM. Michel Cointat (RPR) et Jean-Paul Charié (RPR) étaient favorables à la mise en place simultanée de la réforme des trois branches. Mais, en l'assortissant d'une clause limitant à 10 %, en plus ou en moins, la variation des cotisations sociales. Bien qu'il y ait eu certaines inconvénients (notamment parce que la réforme se mettait en place en 1990, cela impliquait de calculer l'intégralité des cotisations sociales sur la base d'une seule année), le ministre n'a pas complètement fermé la porte à cette proposition, estimant que l'idée pourra être mise à profit pour étudier encore son dispositif essentiel. La discussion en séance publique est donc apparue comme une continuation du débat en commission et un travail préparatoire à la véritable discussion qui devrait avoir lieu en première lecture ayant été acquiescée.

P. S.

Les socialistes soutiennent le gouvernement et repoussent une alliance avec les Verts

Les griefs formulés à l'encontre du gouvernement dans les jours qui ont précédé la réunion du comité directeur du Parti socialiste, samedi 1^{er} et dimanche 2 juillet, n'y ont trouvé que de faibles échos. M. Michel Rocard a pu défendre, sans être vraiment contredit, sa conception d'un socialisme de l'« infiniement petit » (la réforme du quotidien) et de l'« infiniement grand » (les questions internationales), encastrant une gestion modeste. Seuls M. Jean-Pierre Chevènement et les autres orateurs du courant Socialisme et République ont fait entendre une tonalité quelque peu différente, en revendiquant le droit pour le PS de mettre en cause la politique économique et sociale du gouvernement, alors que M. Lionel Jospin a déclaré qu'il n'est « pas

question » de formuler une alternative à cette politique.

La proposition d'alliance avec les Verts, faite par M. Pierre Mauroy à la veille de la réunion du comité directeur, a été critiquée par tous les ténors du parti, qui l'estiment pour le moins prématurée. M. Gérard Fuchs, seul rocardien à s'être exprimé dans le débat — en dehors du premier ministre lui-même — s'est prononcé contre tout retour à la représentation proportionnelle intégrale, hypothèse écartée par le premier secrétaire. Or la modification du scrutin serait la condition nécessaire, sinon suffisante, d'un accord des écologistes avec le PS.

La préparation du congrès de la mi-mars prochain a donné lieu à l'annonce officielle

du dépôt de plusieurs contributions : celles de Socialisme et République, de M. Jean Poperen, de M. Lionel Jospin, de M. Laurent Fabius et de M. Louis Mermaz. M. Fuchs envisage, lui aussi, de présenter un texte. D'autres contributions devraient être rédigées par des élus tels que M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ex-rocardienne, ou MM. Jean-Marie Bockel et Julien Dray. A ces contributions générales s'ajoutent des textes thématiques, qui pourraient avoir pour signataires des membres de courants différents.

« Ce sera la libre circulation des idées et des personnes », a déclaré M. Mauroy en commentant les débats, dimanche.

Les dirigeants du PS laissent la voie libre à M. Rocard

(Suite de la première page.)

Telle doit être la problématique selon le premier ministre, qui a écarté toute alliance à droite, sans, pour autant, renoncer aux efforts faits pour désarmer l'opposition. La division de celle-ci, a-t-il rappelé, doit beaucoup à la façon dont le gouvernement agit depuis un an.

Un trait n'en a pas moins été tiré sur l'épisode de l'« ouverture ». M. Jospin a observé que les ministres centristes entrés au gouvernement ne lui avaient apporté aucun soutien parlementaire supplémentaire. Chacun est convenu que le centre, ce n'est ni plus ni moins que la droite, et que les socialistes n'ont rien à rechercher de ce côté-là. Il en restera, selon la formule du ministre de l'Éducation nationale, une « indication pour l'avenir ».

La permanence du conflit Jospin-Fabius

Le statu quo par rapport au gouvernement n'interdit pas les jeux tactiques au vu du congrès. M. Jospin a parlé en chef de la majorité du parti, reconnaissant officiellement son accord avec M. Mauroy et se posant en rassembleur des mitterrandistes. Or ces derniers sont divisés non sur les idées, mais sur les hommes. En fait, et bien que chacun s'en défende, la compétition met aux prises les trois « présidents » que sont MM. Rocard, Jospin et Fabius.

Le premier ministre hésite à s'engager sur une voie qui l'obligerait à compter ses partisans lors du congrès. Il est dangereux, pour un chef de gouvernement, de risquer d'être devancé dans son propre parti. Ce risque est d'autant plus grand que le premier ministre s'attend à des difficultés sociales à la rentrée. Cette donnée l'incite à maintenir la ligne d'intégration en douceur qu'il a suivie, vis-à-vis de la majorité du parti, depuis bientôt quatre ans et qui ne lui a pas si mal réussi.

M. Fabius en fait son principal argument. Le président de l'Assemblée nationale observe

Une cantonale partielle

EURE-ET-LOIR : canton de Cloyes-sur-le-Loir (1^{er} tour). Inscr., 7 297 ; vot., 4 430 ; abst., 39,29 % ; suffr. expr., 4 324. MM. Raymond Conard, div. d., m. de Cloyes-sur-le-Loir, 1 522 voix (35,19 %) ; Hubert Quentin, RPR, m. de Saint-Pollain, 1 245 voix (28,79 %) ; Michel Mancau, div. d., m. de Courteval, 707 (16,35 %) ; Serge Langlais, PC, 668 (15,44 %) ; Paul Chevrier, écol., cons. mun. de Douy, 367 (8,48 %). Il y a ballottage.

[Ce scrutin partiel est destiné à pourvoir au remplacement de Raymond Conard (div. d.), décédé le 3 juin dernier, qui avait été réélu en septembre 1988 lors du premier tour avec 69,25 %. La division à droite n'a pas permis à M. Conard, maire de chef-lieu, soutenu par la voûte du conseil général défunct, de l'emporter.]

Le candidat communiste progresse de près de quatre points par rapport à l'élection du 25 septembre dernier. En septembre 1988, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 7 297 ; vot., 4 373 ; abst., 39,93 % ; suffr. expr., 4 254 ; Raymond Conard, div. d., 2 944 voix (69,25 %) ; MM. Gilbert Desmarais, PS, 584 (13,72 %) ; Serge Langlais, PC, 496 voix (11,62 %) ; Daniel Fehrmann, FN, 230 (5,40 %).

qu'il a été mis à l'écart par les dirigeants du parti lorsque ceux-ci — MM. Mauroy et Jospin — se sont réunis, le 27 juin, pour convenir d'une contribution associant leurs deux « sous-courants ». Il est vrai que, le lendemain, M. Fabius réunissait ses propres amis à l'hôtel de Lassay. Le président de l'Assemblée nationale accuse MM. Jospin et Mauroy de vouloir déplacer l'axe majoritaire du Parti en cherchant une entente avec M. Rocard. La revanche des minoritaires du congrès de Metz il y a dix ans — MM. Mauroy et Rocard — serait, ainsi, complète.

En faisant jouer le patriotisme mitterrandiste contre M. Jospin, M. Fabius risque d'apporter de l'eau au moulin de M. Louis Mermaz. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a confirmé, samedi, son intention de présenter une contribution réunissant ceux qui, parmi les amis du président de la République, refusent d'anticiper sur l'élection présidentielle de 1995 et de se ranger derrière tel ou tel concurrent. Cette initiative gêne

autant M. Fabius que M. Jospin, puisqu'elle risque d'empêcher chacun d'eux de prendre l'avantage sur l'autre et que la synthèse annoncée par M. Mauroy pour la mi-janvier pourrait signifier, pour eux, un match nul.

Le conflit ouvert en 1985 entre M. Fabius et M. Jospin continue. Entre celui qui tient l'appareil — M. Jospin — et celui qui cherche à le conquérir — M. Fabius — l'épreuve de force paraît permanente et contribue à neutraliser le débat au sein du PS. Le président de l'Assemblée nationale a présenté, samedi, l'ébauche, déjà bien avancée, d'un possible programme. M. Jospin s'en est tenu, pour sa part, à la défense de la politique gouvernementale et à une conception réaliste du rôle du parti dans un système semi-présidentiel. La modération des socialistes vis-à-vis du gouvernement sert le ministre de l'Éducation nationale. La frustration qu'elle entretient peut bénéficier au président de l'Assemblée nationale.

M. Fabius se présente comme le seul qui soit prêt à ouvrir le PS, mais, demande-t-il, les autres ne sont-ils pas trop attachés à leurs positions de pouvoir pour refuser un véritable élargissement de la base, de crainte de « la contrôler » moins aisément ? Il est vrai que le président de l'Assemblée nationale est, de tous les dirigeants, le moins pourvu en structure de courant et, comme il le dit lui-même, « quand on dénonce les courants, c'est généralement pour créer le sien ».

Jusqu'au congrès

M. Poperen, qui, lui, dispose d'un courant discipliné, profite de la situation et se dit déterminé à aller « jusqu'au bout », c'est-à-dire à mener le combat jusqu'au congrès. Ministre des relations avec le Parlement, M. Poperen ne peut se permettre un trop grand écart avec M. Rocard. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, est dans une situation analogue. L'ouverture du PS n'est pas pour demain.

PATRICK JARREAU

PROPOS ET DÉBATS

M. Charles Pasqua (RPR) légèreté

M. Charles Pasqua (RPR), ancien ministre de l'Intérieur, invité dimanche 2 juillet du Forum RMC-FR3 a déclaré : « Je ne crois pas du tout à la capacité des partis politiques, et de se rassembler. Je crois que si un jour il y a un grand parti de gouvernement, qu'il rassemble tous les électeurs attachés aux idées que nous défendons, cela se fera certainement à l'occasion des élections présidentielles. Mais ce ne se fera pas avant ».

A propos des « rénovateurs », il déclare : « Je les juge sympathiques. Mais je trouve qu'ils ont une démarche un peu légère et un peu archaïque. Et je trouve en tous les cas qu'il y a dans ces « rénovateurs » des gens sincères. Et puis il y a des gens qui les utilisent ; c'est manifeste. Il y a des gens qui, au travers de cette affaire de rénovation, ont essayé de faire éclater le RPR. C'est évident ».

M. Pierre Sergent (FN) image

Dans une interview au Quotidien de Paris du lundi 3 juillet, M. Pierre Sergent, membre du bureau politique du Front national et conseiller municipal de Perpignan, estime qu'« il faudrait élargir le niveau de commandement du mouvement, avec un exécutif peut-être plus large, car un seul homme ne peut répondre à tous les problèmes ». L'ancien chef de l'OAS-Métropole précise que M. Jean-Marie Le Pen est « irremplaçable comme porte-parole », et souligne que « c'est l'image que l'on a de nous qui est le frein essentiel de notre mouvement ». Il se félicite que M. Bruno Mégret, délégué général du FN, « nuance déjà un peu la pensée de Jean-Marie Le Pen », et il souhaite que M. Carl Lang, secrétaire général, « prenne plus d'ampleur ». Placé en quatrième position sur la liste européenne d'extrême-droite, il regrette que le Front ait « rejoint pratiquement le premier tour de l'élection présidentielle ». Favorable à une évolution du sigle (Rassemblement national), il affirme : « Je crois qu'il ne faut pas toujours rendre responsable la presse de l'image déformée qui est faite de nous... ».

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAIT ROUBAIX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le Monde

NUMÉRO HORS SÉRIE - 38 F

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES JUIN 1989

- Modes de scrutin, listes en présence : le récit de la campagne.
- Les résultats complets dans les douze États de la Communauté.
- Une abstention record.
- Poussée socialiste, percée des Verts : le portrait de la nouvelle Assemblée et de ses membres.

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Nombre d'exemplaires : _____ X 43 f (port inclus) = _____ F
Pour l'obtenir et les DOM-TOM, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 Mi16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Politique

du comité directeur du PS

M. Jospin : « réussir le second septennat de M. Mitterrand »

Voici les principales interventions des dirigeants socialistes lors de la réunion du comité directeur du PS, qui s'est tenue les 1^{er} et 2 juillet à Paris.

Outre les interventions de MM. Henri Emmanuelli, membre du secrétariat national chargé de la coordination, et Pierre Mauroy, premier secrétaire (le Monde des 2-3 juillet) et le rapport de M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des élections, le comité directeur du PS a entendu, samedi 1^{er} juillet, M. Jean-Paul Planchou (Socialisme et République), nouveau membre du bureau exécutif, qui s'est interrogé sur « la compatibilité entre l'acceptation de normes libérales et la volonté de contrecarrer l'aggravation des inégalités ».

« Toute politique a ses coûts, ses avantages », estime M. Planchou. Ce sont les choix faits en amont qui importent. Le député de Seine-et-Marne se réfère au projet de budget pour 1990 et à la « décision préalable d'une réduction du déficit budgétaire de 90 milliards de francs, à répartir, dit-il, à ce que nous estimons être les missions de l'Etat dans la période ». Il évoque les équilibres institutionnels, en observant que « si l'on n'a pas d'espace vital », de confrontation démocratique entre l'exécutif et la majorité parlementaire.

Pour M. Jean-Marc Ayrault, membre du bureau exécutif, proche de M. Jean Poperen, on pourrait « réaliser l'intégralité des économies budgétaires envisagées, mais n'en affecter qu'une partie aux charges de l'harmonisation fiscale européenne, le reste permettant d'apporter la part de l'Etat à la recherche d'une plus grande justice sociale ». Le maire du Nord a répondu à la déclaration faite, le 27 juin, par le président des commissions des finances des deux Parlements nationaux, mettant en garde contre une harmonisation rapide et complète des fiscalités sur l'épargne et le fait de TVA. « Il faut », a dit M. Ayrault, que l'Europe soit un progrès pour ceux que nous représentons, et non un repoussoir, symbole de régression sociale.

Invitant les socialistes à réhabiliter la notion de programme et à « définir des orientations politiques pour les mois et les années à venir », M. Ayrault a résumé ses propositions destinées à élargir le recrutement du parti et à améliorer son fonctionnement : abaisser et unifier les cotisations, garantir la possibilité d'expression des différentes sensibilités dans toutes les fédérations, ne faire voter que les adhérents présents aux réunions, désigner la direction du parti avant la fin du congrès.

Pour M. Bernard Roman, membre du bureau exécutif, premier secrétaire de la fédération du Nord, proche de M. Mauroy, les 23,6 % des voix obtenues par le PS aux élections européennes sont « un échec » pour « un parti qui prétend devenir l'axe autour duquel doit s'organiser la vie politique de la majorité de gauche ». « Cet échec, souligne-t-il, est notre échec collectif ». M. Roman craint que le fonctionnement du parti en courants, des lors que ceux-ci s'organisent autour d'ambitions réelles ou supposées, ne l'entraîne « dans une mécanique de « primaires » permanentes ». Il estime que le PS doit « redonner toute sa place à ses militants », en leur permettant, notamment, d'être les candidats à toutes les élections dans le cadre de leur circonscription.

M. Roman souhaite que le PS définisse sa position par rapport à l'action du gouvernement — dont certaines initiatives, dit-il, « visent plus à séduire une partie de nos adversaires qu'à bien atteindre nos objectifs » — mais il insiste, surtout, sur la « mise à jour idéologique (...) indispensable », afin d'affirmer que le PS « reste un parti de transformation sociale ».

M. Mermaz : « critiquer sans cesser d'être loyal »

« Le gouvernement ne s'identifie pas au parti. Pourquoi le parti s'identifierait-il au gouvernement ? », demande M. Pierre Guindon (Socialisme et République), membre du secrétariat national chargé des relations internationales, soulignant, lui aussi, que les socialistes doivent présenter leur projet après la « défaite idéologique » qui a accompagné les vides électoraux. Ce projet, a-t-il expliqué, ne peut consister seulement à « gérer », à « résister aux grands équilibres », mais à observer les évolutions naturelles, autonomes de la « société civile », mais il doit proposer un « changement de cap » dans l'action gouvernementale, la politi-

que européenne et le fonctionnement du parti.

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, observant que « la base politique [du PS] s'effrite lentement mais constamment », a recommandé, lui aussi, une « distanciation » par rapport au gouvernement. « Par exemple », a-t-il déclaré, nous n'avons pas à prendre de gants pour condamner le libéralisme. L'économie de marché peut conduire à la croissance, mais ce n'est pas elle qui règle le problème du partage. Le PS, a souligné M. Mermaz, n'est « subordonné » ni au président de la République ni au gouvernement, qu'il peut « critiquer sans cesser d'être loyal ».

M. Mermaz a confirmé son intention de présenter une contribution « Il faut », a-t-il dit, que chacun se garde de vouloir confisquer les hommes comme les idées. Les hommes sont libres. Chacun a le droit d'avoir des idées sans qu'elles soient immédiatement entravées pour être enfermées dans des magasins d'antiquités ou des boutiques de gadgets par tel ou tel. Le maire de Vincennes a observé que depuis quelques jours, les « écuries » semblent n'avoir été qu'un mirage. Il a invité, néanmoins, les uns et les autres à ne pas être « obsédés par l'élection présidentielle ». Le moment venu, a-t-il dit, celui qui sera capable de nous faire gagner.

« La succession n'est pas ouverte »

M. Lionel Jospin a souligné d'abord que, nous ayant été associés aux responsabilités depuis huit ans, « aucun responsable, aucun courant n'est qualifié pour faire la leçon aux autres ». « Rassuré » par la façon dont la discussion s'est engagée, le ministre de l'Éducation nationale a « proposé » que chacun s'efforce d'« avancer des idées » plutôt que de se « livrer au jeu de la critique des autres ». M. Jospin a observé, ensuite, que le parti et le groupe parlementaire sont « solidaires du gouvernement ». Il est souhaitable que le gouvernement soit solidaire du parti, a-t-il ajouté en précisant que, dans ce cas, il pensait à « certains ministres ».

M. Jospin estime que, dans un système « mi-présidentiel, mi-parlementaire », les socialistes n'ont pas à « dicter, au jour le jour, sa conduite au gouvernement ». Une exception, toutefois : la question des loyers, le projet de loi de l'Ést (L. 101), c'est celle du socialisme démocratique, ce qui crée au PS le devoir de « faire des propositions » et de « prendre des initiatives ». La seconde conséquence, c'est que, tout en étant « prudents », les socialistes doivent « intégrer la question de la paix ».

« Les problèmes de la défense », a souligné M. Jospin, n'ont pas à être discutés seulement par les élus-majors militaires, par quelques politiques ou par des spécialistes. « Sauf question essentielle », a continué le ministre de l'Éducation nationale, le parti et le groupe doivent « non pas détruire de la politique gouvernementale telle qu'elle se conduit dans le cadre des orientations du président », mais « réfléchir sur ce qui peut changer » et discuter « de choses dont le gouvernement ne peut pas, lui, débattre sur la place publique ».

Parmi les questions qui, selon M. Jospin, devraient être discutées au congrès, il cite la « crise du communisme totalitaire », dont il souligne deux conséquences. La première est que « la seule réponse historique pour l'évolution des pays de l'Est (...) c'est celle du socialisme démocratique », ce qui crée au PS le devoir de « faire des propositions » et de « prendre des initiatives ». La seconde conséquence, c'est que, tout en étant « prudents », les socialistes doivent « intégrer la question de la paix ».

Le deuxième thème de discussion retenu par M. Jospin est celui du « partage » ou du « nouvel équilibre », deux notions mises en avant par MM. Poperen et Chevènement et dont il revendique la primauté. « Quelle place faisons-nous au salariat et à ses demandes », s'interroge-t-il, en suggérant que, « faute de toucher aux salaires immédiatement », on envisage de « toucher aux salaires différés » et de « travailler dans la perspective des fonds salariaux ». M. Jospin se demande, aussi, s'il faut poser de nouveau la question de la durée du travail. Il a précisé qu'il n'est pas question (...) de formuler une politique économique et sociale alternative à celle du gouvernement », mais de s'interroger sur les « perspectives ».

Le ministre de l'Éducation nationale en est venu, ensuite, à la stratégie, dont il estime qu'il faut, non pas

« en changer », mais « l'adapter ». Il refuse de « faire l'impasse sur l'existence et sur le poids du Parti communiste », qui, s'il n'est pas au gouvernement, « est au Parlement ». Quant à l'« ouverture », à propos de laquelle il a précisé qu'il n'avait « pas eu à en discuter ni à en connaître », M. Jospin a observé que la participation au gouvernement d'« une petite dizaine de ministres venus de partis « modérés » n'avait pas même élargi d'autant sa base parlementaire. « C'est quand même cela », a-t-il dit, qui justifie la présence dans un gouvernement ! « Je suis personnellement favorable », a indiqué M. Jospin, à ce que se produisent des cassures dans la droite et à partir de la droite, mais je refuse que nous contribuions à la construction d'un centre à partir de notre propre substance ».

M. Jospin a parlé, ensuite, des écologistes, pour observer qu'il est, selon lui, « beaucoup trop tôt pour porter cette question en termes d'« alliance » ». Refusant d'« institutionnaliser » les Verts, il estime qu'il faut les mettre en mesure de dire s'ils veulent exploiter « un fonds de commerce politique et électoral » ou bien voir leurs idées prises en compte « dans la vie et dans la politique des gouvernements ». Rappelant les initiatives déjà prises en ce sens par les responsables de l'Etat et du parti, M. Jospin a encouragé les socialistes à intervenir sur le fond » et à « savoir communiquer ».

Traitant, enfin, du PS, M. Jospin a souligné qu'il faut « garder un Parti socialiste, et non pas construire un parti à l'américaine », et que « le problème est, toujours, de savoir si on parle politique aux militants (...), aux responsables (...), aux premiers fédéraux ». « Si on ne le fait pas, il ne faut pas s'étonner qu'ils ne se mobilisent pas », a-t-il dit en une claire allusion à la campagne de M. Fabius pour les élections européennes.

« La succession n'est pas ouverte », a déclaré M. Jospin. Le problème, pour nous tous, est de savoir comment réussir le second septennat de François Mitterrand, et non pas, déjà, de rêver ou spéculer sur ce qui se fera après. Le ministre de l'Éducation nationale a souligné que le PS « a besoin, pour résister à ses propres tentations centrifuges, d'un axe majoritaire », que « symbolisent » le premier secrétaire, « l'unité d'autres orientations », a-t-il demandé, une autre stratégie, une autre majorité ? Si ce n'est pas le cas, c'est avec ce premier secrétaire-là que nous devons dans le congrès et que nous devons en sortir ».

« Lutter contre les exclusions »

« Nous tenons bien en main les rênes du pouvoir, à travers mille difficultés, mais sans menace réelle ni immédiate », tel est le constat qu'a fait d'abord, M. Michel Rocard. L'opposition, a-t-il ajouté, reste divisée et durablement incapable d'offrir une solution alternative sérieuse. Je note au passage, que si elle est à ce point déchirée, c'est aussi parce que nous avons su éviter tout ce qui aurait pu la ressouder contre nous ».

Le premier ministre estime que la faveur dont bénéficie, auprès de l'opinion, le chef de l'Etat, le gouvernement et le PS n'est pas sans traduction électorale : de « bonnes » élections cantonales, des élections municipales qui ont donné aux socialistes « une implantation sans précédent », des élections européennes marquées par « un succès de la liste conduite par Laurent Fabius » et des élections partielles dont le solde net est « légèrement positif ».

« Nous nous préoccupons du pouvoir d'achat », a déclaré M. Rocard, mais notre priorité reste à la lutte contre le chômage, et c'est conforme à nos valeurs les plus chères. « Soulignant que le gouvernement gère, mais qu'il fait, aussi, des réformes, et que « les plus spectaculaires ne sont pas toujours les plus profondes », le premier ministre a rendu hommage à l'« opiniâtreté quotidienne » de M. Jospin dans le traitement de l'éducation nationale.

M. Rocard s'est félicité que le PS « bouge et change », et qu'il conserve ses « valeurs fondamentales », qu'il s'agit de préciser à nouveau », et a souligné l'« inaptitude heureuse des socialistes à être des godillots ». A la question : « En quoi sommes-nous encore socialistes ? », le premier ministre répond : « D'abord, en luttant quotidiennement contre les exclusions. » Il admet qu'« une politique doit toujours avoir une dimension symbolique », mais à condition de ne pas se tromper de symbole » et de se rappeler que « l'être des certitudes absolues est close ». « Nous arri-

vons, sans doute », a déclaré M. Rocard, à un âge peut-être plus authentiquement démocratique, où les militants, mais aussi les électeurs, veulent voir les conséquences concrètes de leurs choix ».

Pour le premier ministre, « le socialisme, aujourd'hui, doit faire porter son souci de réforme ou sur l'infiniment petit ou sur l'infiniment grand, tout le reste relevant de la gestion la plus juste et la plus efficace d'une conception de l'économie fixe dans laquelle l'Etat fixe la règle du jeu et dans laquelle un service public disposant de l'économie de gestion peut apporter un appui, développer des initiatives, encourager des productions ».

La réforme de l'infiniment petit, a-t-il expliqué, porte sur la sécurité domestique, on travaille comme sur les relations des usagers et du service public ou sur le logement social. Celle de l'infiniment grand désigne « tout ce qui tend à faire entrer l'intelligence dans les affaires du monde », qu'il s'agisse de lutter contre le sous-développement, contre le surarmement ou de défendre l'environnement.

« On ne change pas la société sans la durée (...), sans les moyens (...), sans le pouvoir », a souligné M. Rocard. « Si une économie performante offre les marges de manœuvre nécessaires au mouvement », a-t-il dit, puis il a observé qu'il ne faut pas confondre « les secousses et les transformations ». « Quand on l'oublierait, a ajouté le premier ministre, on regagnerait bien vite les rangs de l'opposition. » Quant aux alliances, M. Rocard a déclaré qu'il faut y recourir « quand on en a besoin » et à condition, du moins, que ce ne soit pas à droite. « La violence est de pouvoir nous en dispenser », a-t-il ajouté, de pouvoir être assez ouverts aux autres « de la communauté, écologistes élargissant leurs préoccupations ou démocrates épris de justice sociale (...) pour être le grand parti de rassemblement (...). D'ores et déjà, dans les élections essentielles, il s'en fait de quelques points seulement, et nous n'avons nulle raison de les présumer hors d'atteinte ».

M. Fabius : « Stratégies de modernisation »

M. Laurent Fabius a consacré son propos, d'abord, à l'identité socialiste, en observant : « Nous avons admis que la marche n'était pas un choix, mais une donnée. (...) La critique du capitalisme, comme système de production marchande généralisée, n'a pas disparu, mais son angle d'attaque a changé. » Les socialistes, aujourd'hui, entendent « contenir l'expansion des rapports marchands », a expliqué le président de l'Assemblée nationale, afin de préserver les activités dites « régaliennes » et d'assurer « un minimum d'égalité entre les citoyens ». Pour autant, le socialisme, a dit M. Fabius, n'a pas cessé de s'identifier à la « transformation sociale », et non à la gestion. « Le socialisme », a-t-il dit, ne peut pas faire l'impasse sur la modernisation, mais il y a plusieurs stratégies de modernisation, et c'est là que le dessein socialiste prend sa force ».

M. Fabius a insisté sur l'idée de « civilisation du temps choisi », à laquelle aspire, selon lui, les citoyens qui votent pour les socialistes. « C'est pourquoi », a-t-il dit, « la dimension écologique doit faire clairement partie de notre identité socialiste ». Pour M. Fabius, aussi, cette démarche doit être préférée à celle d'une alliance électorale, car le PS « n'a pas vocation à laisser l'écologie, ni aucun thème important, au monopole de partis spécialisés ». Il a rappelé que le PS avait, dans les années 70, intégré le féminisme.

M. Fabius estime que, tout en soutenant le gouvernement, les socialistes ne doivent s'interdire aucun sujet de débat et qu'ils doivent s'exprimer, approuver, critiquer, proposer en évitant le grand écart. Rejetant « toute alliance parlementaire avec un centre qui propose, en réalité, une politique de droite », M. Fabius a souligné que le PS a « vocation à rassembler », mais que ses « éventuelles alliances » ne peuvent aboutir qu'à une politique de gauche.

Le président de l'Assemblée nationale a traité, ensuite, des problèmes de fonctionnement du PS, en recommandant la baisse des cotisations, l'organisation des sympathisants dans des associations, le renforcement du rôle des femmes, une meilleure formation, le renouvellement de l'activité de la FNESE (la fédération des élus), la prise en compte de la dimension européenne et de la dimension régionale. Pour

M. Fabius, le PS doit faire en sorte que sa réflexion se porte « en permanence vers l'avant ». Il faut passer, a-t-il dit, « d'un parti reflet de la société à un parti outil de transformation ».

Selon le président de l'Assemblée nationale, le PS dispose, grâce à l'« implosion de la droite », d'un « net avantage », mais celui-ci « ne repose ni sur un rapprochement idéologique assez fort ni sur un enracinement assez profond dans les syndicats, les mouvements sociaux et les associations populaires qui irriguent la société ; pas davantage sur une capacité assez large de mobilisation et de communication ». « Notre parti », a-t-il dit, doit lui-même se transformer pour conduire la transformation nécessaire de la société ».

L'ironie de M. Chevènement

M. Jean-Pierre Chevènement s'est demandé si un débat « peut réellement s'engager » d'ici au congrès, en mars 1990. La question, en effet, à ses yeux, est de savoir si le PS peut « formuler un projet sans mettre en cause le gouvernement ». Il a reproché à M. Jospin d'avoir dit qu'il n'y avait qu'une seule politique économique et sociale possible. Or, estime le ministre de la Défense, « le problème du partage (...) ne peut pas être traité convenablement en dehors de la politique économique et sociale ».

Faisant allusion, ensuite, aux propos de M. Rocard, M. Chevènement a ironisé sur l'infiniment petit, « qu'on voit avec un microscope », et l'infiniment grand, « qu'on voit avec un télescope », préférant s'en tenir, pour sa part, à ce que l'on voit « à l'œil nu » et rester sur le terrain « de l'homme banal, bref, du citoyen ». « Faut-il seulement que les riches s'enrichissent et que les pauvres restent sur le carreau ? », a-t-il demandé, en dénonçant la « logique du libéralisme ».

Pour le ministre de la Défense, le PS « doit être capable, aussi, d'infléchir l'action du gouvernement », et, pour cela, il doit anticiper. Cela suppose qu'il comprenne « les mutations du capitalisme », mutations technologiques et géographiques. M. Chevènement a insisté, enfin, sur la construction européenne, en se demandant si « l'Allemagne ne préférera pas être le Japon de l'Europe plutôt que de construire, vaille que vaille (...), une Europe à douze ».

M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif, s'est prononcée pour de « nouveaux courants de pensée » tels que celui qu'elle se propose de créer, afin de distinguer les courants des écuries présidentielles. M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, a expliqué que « le socialisme de la feuille de paie en veut bien d'autres » et que le PS doit se situer dans « le processus du nouveau partage que tout le monde réclame à présent ».

Favorable à une alliance avec les écologistes, M. Mélenchon a observé qu'elle suppose la modification du mode de scrutin, la représentation proportionnelle ayant aussi, selon lui, le mérite de « restaurer le rôle du débat, là où règne aujourd'hui la triste méthode du vote pour le moindre mal au second tour ».

M. Gérard Fuchs (rocardien), membre du secrétariat national chargé des questions européennes et de la sécurité, s'est prononcé contre la perspective immédiate d'une alliance avec les Verts et contre l'idée d'un retour au scrutin proportionnel intégral, qui créerait, dans le rapport des forces actuel, « l'obligation de l'alliance à droite ».

M. Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, a expliqué que le gouvernement « doit engager les réformes qui s'imposent pour corriger les inégalités ».

M. Jean Poperen a développé l'idée de « société d'équilibre » qu'il défend en proposant une « indexation de croissance ». Le ministre des relations avec le Parlement a plaidé pour « un parti pluraliste, majoritaire, couvrant tout le champ de la gauche et des forces de progrès », en indiquant qu'il entend proposer pour cela une « plate-forme ».

« La recomposition du PS est à l'ordre du jour », a affirmé M. Poperen (...). Pour une politique nouvelle, en une phase nouvelle, il faut une majorité qui y corresponde. Pour le ministre des relations avec le Parlement, la synthèse, si elle se fait, devra être « le résultat du choix des militants » et non « être un truc pour l'empêcher ». C'est donc, selon lui, au congrès lui-même, et non lors de la réunion du comité directeur dite de « synthèse », à la mi-janvier, que l'accord devra se faire — ou non — entre les différents courants.

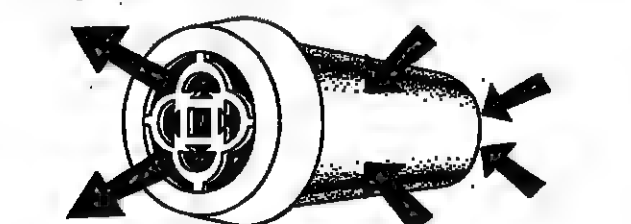
● Changements au bureau exécutif. — Le comité directeur du PS a entériné, dimanche 2 juillet, deux changements au bureau exécutif : au sein du courant Socialisme et République, M. Jean-Paul Planchou, député général du courant, remplace M. Pierre Carassus ; chez les muralistes, M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, remplace M. Frédéric Rosmini.

IL NE FAIT PAS BON VIVRE DANS UNE MAISON HUMIDE.

Le procédé Murprotec guérit définitivement votre maison de l'humidité grimpante. Plus de 30 ans d'expérience et de réussite sont la preuve de son efficacité.

MURPROTEC EST GARANTI 30 ANS.

Ce salpêtre tenace dont il était si difficile de venir à bout, ce salpêtre qui répand une odeur de mois et finit par abîmer votre maison. Murprotec protège la valeur de votre maison contre le fléau humidité. Murprotec ne nécessite pas de travaux importants. Murprotec couvre toute la France (bureaux à Paris, Arras, Rennes, Agen, Avignon, Morlaix, Nancy). Sur simple demande un spécialiste établira gratuitement un diagnostic et un devis.



UN PROCÉDÉ EXCLUSIF. Attention ! Ce procédé est unique en France. Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité.

Pour recevoir une documentation sur les différents procédés, sans engagement, envoyez ce bon à Murprotec, Imprimeur des Brochures 78310 Coglaines. Tél. (1) 34 61 83 47. Nom (en majuscules) Adresse complète

MURPROTEC Paris, Londres, Bruxelles, Amsterdam, M.

Culture

MUSIQUES

« Des droits de l'homme », oratorio de Marius Constant

Les étapes de la dignité

C'était vendredi soir, 30 juin, à Marseille, la création solennelle d'une fresque dramatique et historique retraçant une des grandes conquêtes de l'humanité. Une commande de la municipalité phocéenne.

Dans l'imposant cour de la « Vieille Charité », dominée par trois rangs d'arcades éclatantes de lumière solaire, Marseille a fêté le bicentenaire de la Révolution par une série de manifestations musicales : œuvres maçonniques de Mozart, neuvième Symphonie de Beethoven, spectacle Méhul, Gossec, Rouget-de-Lille, etc., et surtout la création d'un oratorio de grande envergure consacré au *Droit de l'homme* par Marius Constant.

Pour faire vivre ce thème et ce texte abstraits, le compositeur a brossé une fresque dramatique et historique à la manière de Honegger, avec un luxe de moyens : orchestre très fourni, percussions nombreuses, « décors » électroacoustiques (du Groupe de Marseille), clavier soliste, triple chœur mixte, soprano, cinq acteurs ou récitateurs.

Est-ce le cri de l'humanité du fond des âges qui monte à l'orchestre ? Les chœurs lui répondent en rappelant les étapes de la dignité de l'homme : la Grande Charte, en latin, le pacte de la Confédération helvétique, l'habeas corpus anglais et la Constitution des États-Unis d'Amérique, amenée par un pois-

sant crescendo des cuivres et des martèlements solennels de tambours.

Par un effet de zoom assez violent, on débouche inopinément sur la *Musique funèbre maçonnique*, de Mozart, qui accompagne la cérémonie d'initiation de La Fayette dans la société secrète, puis se heurte à des chœurs fort dissonants.

De retour d'Amérique, La Fayette vient faire l'éloge de la liberté à Louis XVI qui, lui, ne croit qu'à « la subordination créée par la Nature ». Le clavier d'Elisabeth Chojnacka répète obstinément la *Triumphante*, de Couperin, qui sombre sous les flots rocaillieux de l'orchestre conquis par la Révolution !

Une écriture élégante

Suit une évocation assez confuse des Cahiers de doléances où alternent et se superposent les plaintes sur les impôts, les revendications des femmes, la liberté des cultes, avec un mariage particulièrement douloureux du *Shema Israël* et d'un cantique protestant.

Enfin apparaissent « les droits de l'homme », solennisés par les voix d'Alain Cuny, le barde qui hurle et tonne autant qu'il parle, profère et prophétise, et de Marie Atger, belle soprano chantant d'amples mélodies sur des poèmes de Lou Bruders dont on ne comprend pas un mot (1). Le lyrisme d'Alain Cuny s'effleure de plus en plus jusqu'à déchaîner (pour la

liberté de la presse) des percussions multipliées, des cuivres débridés et un grand chœur qui célèbre enfin l'Amour s'élevant majestueusement vers le ciel.

Malgré les quelques réserves que nous avons émises, l'œuvre reflète une fois de plus la qualité et l'élégance d'écriture de Marius Constant, la noblesse et l'envergure de ses conceptions dramatiques, même si l'on regrette qu'il ne se livre pas davantage et que cette célébration d'une des grandes conquêtes de l'humanité ne soit pas plus épique ou émouvante, malgré son visible engagement.

Il était en tout cas admirablement entouré par l'Orchestre Philharmonique de Marseille, les chœurs de l'Opéra et des Journées internationales de chant choral, le chœur mixte Vincent-d'Indy, ainsi que les artistes déjà nommés et les acteurs (Jean-Claude Nieto, Jean-Paul Bordes, Gilbert Mingaud, Marie Albe, Alain Garanger), qui ont interprété l'œuvre avec autant de ferveur que de dynamisme sous la direction du compositeur.

JACQUES LONCHAMPT.

« La Fille mal gardée », à La Baule

A la santé du tiers état



La Fille mal gardée, par le Ballet de l'Opéra de Nantes.

Le Ballet de l'Opéra de Nantes a présenté aux Rencontres internationales de La Baule le plus ancien ballet du répertoire : un bicentenaire...

Lison et Colas s'aiment. La mère de Lison, la fermière Ragotte, veut marier sa fille à un riche crétin du nom d'Alain. L'amour triomphera dans l'allégresse générale : rien ne sert de garder les filles ou, comme dit le sous-titre du ballet, « il n'est pas du mal au mal au bien ».

Argument plus mince que la taille d'une sylphide — mais patiente, les sylphides ne sont pas encore inventées, nous ne sommes qu'en 1789 — et pourtant pierre blanche : c'est la première fois qu'un ballet prend pour sujet la vie quotidienne de simples paysans, et non plus des dieux et héros mythologiques. Non que le chorégraphe Damberval ait senti se lever le vent de la révolution : ses très convenables paysans ont plutôt des airs de bergers de Trianon, nulle tension, nul conflit ne les oppose à la noblesse, d'ailleurs absente du ballet.

Créé le 1^{er} juillet 1789 au Grand Théâtre de Bordeaux, *La Fille mal gardée* (qui s'appelle d'abord *Ballet de la paille*) connaît aussitôt un succès considérable. Le lendemain, on peut lire dans la *Revue historique* (conservée aux archives départementales de Bordeaux) : « A la fin du nouveau ballet du grand Damberval donné hier, on chanta des couplets sur les affaires du temps, dont le refrain était : « Il ne faut désespérer de rien ! » Dans un repas de moissonneurs, le chef porta une santé au tiers état qui fut aussi fort applaudie ». Toast que la

tradition a maintenu jusqu'à nos jours.

Car cette *Fille mal gardée* fut bien conservée : c'est le plus ancien ballet qui soit encore au répertoire de nombreuses compagnies. Il a traversé le temps et les frontières : Londres en 1791, Paris en 1803, Saint-Petersbourg en 1818, Moscou en 1848, New-York en 1940... La version que donne le Ballet de Nantes est sans doute la plus proche de l'original. Elle a été demandée à l'érudit chorégraphe danois Ivo Cramer, spécialiste de danses anciennes, auquel on doit déjà les délectables *Dansomane* et *Arlequin magicien par amour*, montés à l'Opéra de Paris.

Un charme irrésistible

Cramer parle honnêtement d'« interprétation » plutôt que de « reconstruction » : la chorégraphie de Damberval est perdue, mais il a pu retrouver dans diverses archives (à Stockholm, Londres, Paris) la structure complète du ballet et les pantomimes, minutieusement annotées sur des partitions. Et il a basé sa chorégraphie sur le vocabulaire de l'époque, qui est connu : contredanses, menues, allemandes, gavottes...

Le spectacle dégage un charme peu résistible, fait de fraîcheur, de naïveté et de vitalité. Il doit beaucoup aux décors et costumes doux-acides de Dominique Delouche, images d'une paysannerie un peu fantasmagique mais ravissante. Les danses d'Ivo Cramer nous persuadent sans peine de leur authenticité (très intéressantes, particulièrement, les variations de Colas et de Lison au deuxième et au quatrième tableau). Et les interprètes ont l'âge

de leurs rôles : Isabelle Herrmann a dix-sept ans, James Amar dix-huit ans, ils sont juste assez maladroits pour nous attendrir. Jolie ouverture pour les Rencontres internationales de danse de La Baule, qui vont réunir cette semaine dans des stages, cours et spectacles deux cents jeunes danseurs, lauréats de concours internationaux et élèves de conservatoires et d'écoles de sept pays.

La *Fille de Nantes*, qui danse depuis février dernier, s'est déjà taillé une si jolie réputation que son carnet de bal ne désemplit pas : elle est attendue par vingt villes de France (Tours les 28 et 29 octobre, Angers les 5 et 6 décembre, Bayonne le 9 juin ou Périgueux le 12 juin), la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, le Japon, le Portugal, l'Italie... En route vers un troisième centenaire ?

SYLVE DE NUSSAC.

● Sessions pour organistes. — Comme chaque année, l'abbaye de la Lucerne d'outre-mer, près de la baie du Mont-Saint-Michel, organise cet été des sessions pour organistes.

Sous la direction de M. François Lombard, titulaire du grand orgue de Saint-Pierre à Caudebec, du 24 au 29 juillet cours d'initiation pour élèves de niveau de cours élémentaire ou moyen au piano et expérience du pédalier. Du 31 juillet au 5 août, session pour des élèves de bon niveau aux claviers manuels et au pédalier.

Sous la direction de M. F. H. Houbert, titulaire du grand orgue de la Madeleine à Paris, cours s'adressant à des élèves chevronnés.

Pour tous renseignements : abbaye de la Lucerne, 50230 La Haye Penard.

CINÉMA

Deux disparitions

Le metteur en scène Franklin Schaffner

Le metteur en scène américain Franklin Schaffner est mort d'un cancer dimanche 2 juillet à Santa Monica. Il était âgé de soixante-neuf ans.

[Métroscopiquement connu pour ses films *Le Milliardaire* (1964), *Le Fantôme des sautes* (1968) et *Papillon* (1973), Franklin Schaffner avait connu la consécration en 1970 avec *Papillon*, pour lequel il avait obtenu sept Oscars. Franklin Schaffner était également producteur. Il venait d'achever son dernier film *Requiem for a Dream*.]

Le documentariste Jean Painlevé

Le père du cinéma documentaire scientifique, Jean Painlevé est décédé dimanche 2 mai à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

[Jean Painlevé fut le premier en 1923 à soulever un exposé scientifique de la projection d'un film, *Œuf d'épinoche*. Auteur d'une centaine de courts métrages, il a exploré l'univers des poissons, des mammifères, des insectes et des fleurs, faisant le portrait de l'éclair, de l'électroscopie ou des étoiles de mer. En 1947, son film *Année d'eau douce* a obtenu le grand prix du Festival mondial de films et le grand prix des Beaux-Arts de Belgique.]

AMERICAN CENTER
AMERICAN LANGUAGE
AMERICAN CULTURE
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

Séance trimestrielle : 17 avril - 1er juillet.

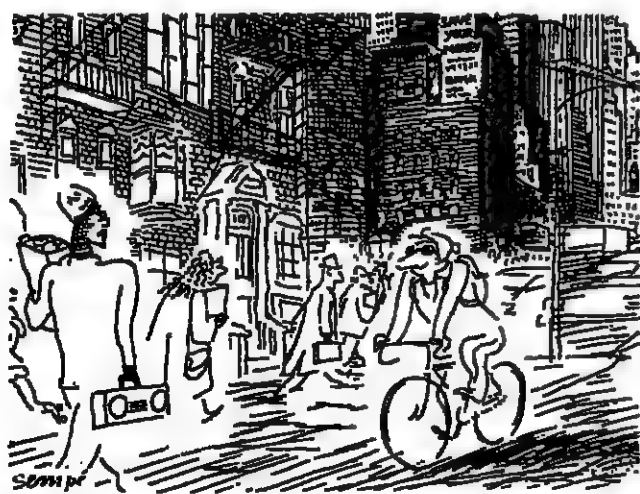
Cours intensifs chaque quinzaine.

Préparation au TOEFL.

R.P.C.

1, place de l'Odéon 75006 Paris.
Tél. : 46 33 18 52.

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES



Dans Télérama, tout l'été à New York avec Sempé.

Vous rêvez de découvrir l'Amérique ? A partir de cette semaine, dans *Télérama*, Sempé vous raconte « le voyage de Jean-Paul Martineau à New York ». Un récit dessiné inédit, en huit épisodes, à suivre dans *Télérama* tout l'été. Egalement dans *Télérama* : y a-t-il une recette pour faire « le » tube de l'été ? Producteurs, chanteurs, programmeurs, consommateurs : partout, *Télérama* a mené l'enquête pour démonter tous les rouages du système-tube.

Et toujours, dans *Télérama*, les livres, les spectacles et les musiques qui font l'actualité.

Télérama : l'intelligence critique.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

TOUS LES FESTIVALS DE VOTRE ÉTÉ

INDISPENSABLE. Ne partez pas en vacances sans le supplément festivals gratuit préparé par les biceps fûtés du Monde de la Musique. Deux cents lieux de villégiature au format de poche.

INESPÉRÉ. Vainqueur de la maladie, José Carreras reprend la carrière qui a fait de lui l'un des grands ténors de notre temps. Une étonnante leçon de volonté.

IMMORTELL. Longtemps distancé par l'école de Vienne, Béla Bartók révèle sa modernité. Et s'il était le plus révolutionnaire de tous ?

RÉPUBLICAIN. Quelle musique jouait-on pendant la Révolution ? A monde bouleversé, harmonies rassurantes. Gossec, Le Sueur, Méhul s'en sont tirés avec les honneurs. On les a bien oubliés depuis.

Et aussi : Barry Douglas répond aux questions de Jean-Marc Luisada ; Lys Gauty, l'égérie de Kurt Weill ; les standards du jazz sont en dérangement ; Vladimir Spivakov crée son festival ; les jeux, les disques, les vidéos de l'été.

Le Monde de la Musique

MARS Q'EN EST BARRY DOUGLAS ?

LES MUSIQUES DE 1789

COMPRENDRE BARTOK

UNE PUBLICATION LOFT

Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand de journaux

OPERA

DE PARIS

BASTILLE

DIRECTEUR MUSICAL MYUNG-WHUN CHUNG

13-20 JUILLET 1989

INAUGURATION

13 JUILLET SOIRÉE EXCEPTIONNELLE
RETRANSMISE SUR ANTENNE 2 A 20H30
SOIRÉE OFFICIELLE A GUICHETS FERMÉS

"LA NUIT D'AVANT LE JOUR" DIRECTION MUSICALE GEORGES PRÉTRE
CONCEPTION SCENIQUE BOB WILSON ORCHESTRE CHŒURS ET BALLET DE
L'OPERA DE PARIS June Anderson, Teresa Berganza, Martine Dupuy,
Barbara Hendricks, Elisabeth Pletel, Shirley Verrett, Plácido Domingo, Alain Fondary,
Alfredo Kraus, Jean-Philippe Lafont, Manuel Legris, Ruggero Raimondi, Neil Shicoff.

14 JUILLET 1989

GRANDE SALLE A 17H CONCERT GRATUIT

TE DEUM DE BERLIOZ ORCHESTRE ET CHŒURS DE L'OPERA DE
PARIS MAÎTRISE DES HAUTS DE SEINE DIRECTION MUSICALE GEORGES
PRÉTRE Soliste Jean Dupuy Places à retirer au théâtre le 10 juillet à partir de 10h

LEONARD BERNSTEIN PROPOSE QUATRE CONCERTS
DU 16 AU 19 JUILLET GRANDE SALLE A 20 H30

16 JUILLET SCHLESWIG-HOLSTEIN MUSIK FESTIVAL ORCHESTER Direction : Leonard
Bernstein - Carl Saint-Clair - Mark Stringer - Eiji Ōno ■ Rossini Mendelssohn-Bartholdy
Debussy Berlioz ■ ■ ■ 17 JUILLET ORCHESTRE DU FESTIVAL DES CONSER-
VATOIRES SOVIÉTIQUES Direction : Yosef Domarbas - Vladislav Tcheroussenko ■ Berlioz
Prokofiev Tchaïkovski ■ ■ ■ 18 JUILLET INDIANA UNIVERSITY SCHOOL OF
MUSIC FESTIVAL ORCHESTRA Direction : George Hanson Soliste : Corey Cerovsek ■
Bernstein Lalo E. Carter Ravel ■ ■ ■ 19 JUILLET NEW WORLD SYMPHONY
ORCHESTRA Direction : Michael Tilson-Thomas ■ Berlioz Bartok Woorinen Stravinski

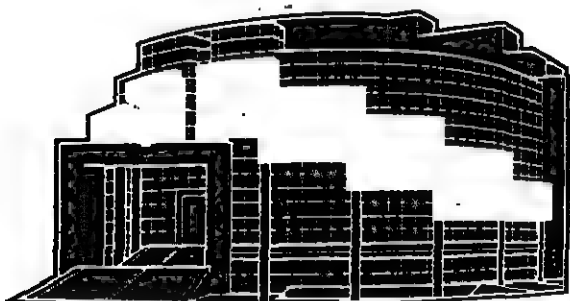
RECITALS DE JEUNES CHANTEURS

AMPHITHÉÂTRE A 18H30 SAUF LE 14 A 15H

14 juillet : Hélène Perraguin (15 h) 15 juillet : Isabelle Poulenard 16 juillet : Brigitte Desnoues
17 juillet : Raphaëlle Ivery 18 juillet : Valérie Chevalier 19 juillet : Martine Mahé
20 juillet : Marie-Thérèse Keller, Antoine Garcin

PRIX DES PLACES TARIF UNIQUE

Concerts Grande Salle 100 F Récitals Amphithéâtre 50 F
Renseignements 43 43 96 96 Location par téléphone 40 01 16 16



Location aux guichets Place de la Bastille tous les jours sauf dimanche de 11 h à 18 h 30
(jusqu'à 20 h 30, les soirs de spectacles)

Conception : Daniel Champey, Réalisation : Alain de Botton, Agence Pichon

Culture

Le Marais à l'heure du nouveau Carnavalet

Les nouveaux aménagements du Musée Carnavalet, ouvert au public depuis le 1^{er} juillet (le Monde du 27 juin), sont à replacer dans une histoire du quartier, le Marais, qui hésite entre misère et spéculation.

« Un bel air, une belle cour, un beau jardin, un beau quartier. » C'est ainsi que la marquise de Sévigné décrivait l'hôtel Carnavalet. Une citation qui rappelle qu'avant la lente décadence qui, de la Révolution à l'après-guerre, devait figer le Marais dans une crasse protectrice, le quartier avait connu la plus flatteuse des modes. Cette histoire même dont le musée Carnavalet, l'un des plus anciens monuments de Paris — puisqu'il remonte pour sa partie la plus ancienne à 1545 — est désormais le dépositaire.

Les nouveaux aménagements du musée, qui touchent en fait principalement l'hôtel Le Peletier-de-Saint-Fargeau plus que Carnavalet, sont eux-mêmes à replacer dans cette longue histoire de la ville qui, depuis la dernière guerre, est sortie de la juxtaposition apparemment brouillonne de pièces d'architecture surchargées d'appentis et trop facilement qualifiées de taudis, pour entrer dans l'ère de l'urbanisme, de ses grandeurs et de ses misères.

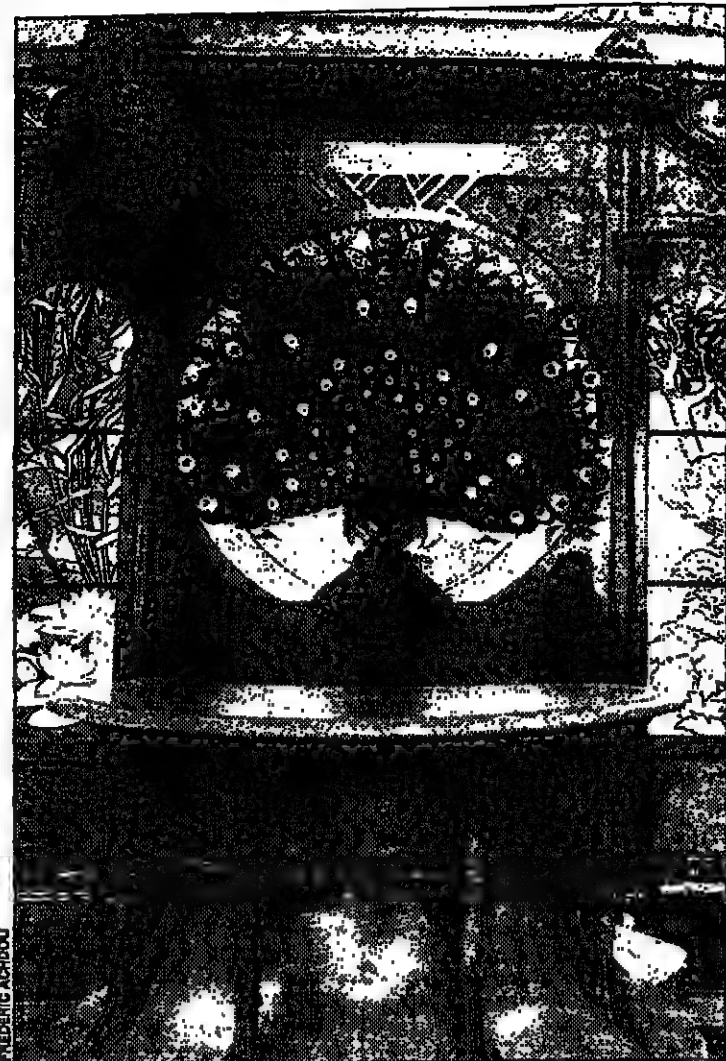
La misère, on l'a vu, est ce qui aura évité, pendant près de deux siècles, les enthousiasmes sacrilèges de la spéculation et de la promotion rétrospective. Le travail de l'urbanisme moderne aura finalement consisté à fixer, à geler cette zone dans un périmètre de plus en plus restreint, cerné de boulevards ou de rues menaçantes, formant un quartier nettement distinct, désormais, de ceux des Halles et de Beaubourg, de celui de l'Arse, de l'ancien des grands boulevards, bien sûr, et même de la rue du Saint-Antoine et de l'hôtel de Ville. Mais le « produit » actuel que Parisiens et touristes s'accrochent à appeler « Marais » est la résultante objective bâtarde de comportements et de mécanismes complexes, voire contradictoires.

D'un côté, la Ville et l'Etat encourageront la rénovation brutale du quartier — d'où le massacre de l'îlot 16, près de l'hôtel de Sens, par exemple. De l'autre, l'Etat et la Ville mettront tout en œuvre pour sauver l'hôtel après l'hôtel les monuments les plus insignes auxquels ils trouvent souvent une affectation judicieuse. Et, tandis que les études les plus sophistiquées continuent d'être conduites pour tenter de préserver un certain équilibre démographique au quartier, la stérilisation du Marais se poursuit sous l'effet de deux facteurs principaux et conjoints d'un côté l'augmentation des loyers, favorable au maintien sur place des psychanalystes les plus recherchés et au défilé du show-bizz télévisuel, de l'autre l'emprise de plus en plus dévorante de la confection avec ses corollaires, le travail clandestin, les affectations aberrantes de planchers fragiles au stockage de tissus et de vêtements — on en a vu le résultat lors de l'incendie de la Bonne — le départ des autres formes de commerce et d'artisanat, une désertification vespérale et quasi générale.

Tout à refaire

Dans cet aimable contexte, la rue des Francs-Bourgeois, qui forme un des côtés du Carnavalet, apparaît comme un refuge, ou plutôt comme une façade : l'image d'une réalité qui ressort bel et bien du mythe. Mais le musée lui-même relève, sinon du pastiche, tout au moins du patchwork puisqu'il est un assemblage d'éléments et de concepts architecturaux assez hétéroclites derrière l'apparente unité de l'ensemble. « Agrandi à plusieurs reprises, l'hôtel où avait logé Madame de Sévigné, précise Jean-Marc Lévy (1), fut complété par l'ajout de parties d'édifices anciens sauvés de destruction : l'arc de Nazareth, dernier vestige de la Chambre des comptes, incendié avec la préfecture de police en 1871, orna la façade de la rue des Francs-Bourgeois. Malheureusement coincé entre deux murs aveugles et flanqué de son arcade d'une grille lourdement chargée, ce superbe pavillon du seizième siècle passa totalement inaperçu. (...) Il semble qu'on ait voulu, à l'époque, les intégrer aux nouvelles constructions que l'on élevait pour agrandir le musée Carnavalet. Pour les architectes, il n'était pas question de faire ressortir l'idée propre des vestiges du temps passé pour les mettre en valeur. Il s'agissait surtout de les intégrer totalement dans les nouveaux ouvrages. »

L'hôtel Le Peletier de Saint-Fargeau serait la véritable nouveauté de l'actuel musée si son aménagement ne permettait aux visiteurs de jeter un œil neuf sur



Décor de Mucha pour la Bijouterie Fouquet.

l'étonnant assemblage de l'hôtel Carnavalet, sur le mystérieux et splendide parcours qu'il permet à travers l'histoire du décor parisien. Une bonne part du travail reste ici à faire : il faut ménager les débris de la ville et aussi quelques inaugurations pour les frimats de l'après-Bicentenaire. Mais on voit bien déjà ce que le quasi-doublement des surfaces permet d'imaginer.

Saint-Fargeau, à l'opposé de Carnavalet, apparaît comme un ensemble homogène. Très homogène, trop homogène. C'est à Pierre Bullet de Chamblain, architecte de célébrité moyenne à qui l'on doit pourtant la porte Saint-Martin et les hôtels de Crozat et d'Evreux, que Michel Le Peletier, intendant des finances, confia le soin d'édifier ce bâtiment à la fin des années 1680. Les façades en sont d'un austère classicisme, sans l'ombre d'un aspect, sans l'ombre d'un ornement sinon le socle d'un fronton. Il se prolonge par une belle orangerie qui s'en va retrouver la rue Payenne, le long d'un square assez miteux, jadis son jardin. L'orangerie abrite pour l'heure et avant restauration des collections lapidaires destinées à rester quelques temps encore de l'ordre du mystère.

Comme Carnavalet, Le Peletier-de-Saint-Fargeau passe le plus clair de son dix-neuvième siècle à abriter des institutions d'éducation privée. Il ne restait donc plus rien de son décor d'origine, à l'exception de balustrades Louis XIV, dans une aerie de petit salon. Un autre « résidu » de l'état primitif est une rampe d'escalier en fonte, la seule connue de cette époque, ce qui, aux yeux d'historiens attentifs, fait évidemment oublier sa grâce relative. Pour le reste, tout était à refaire, tâche confiée à l'architecte des Monuments historiques, M. Fonquerne. Un grand escalier est venu compléter la volée d'origine, permettant un circuit continu, une mezzanine est venue ici ou là donner quelques mètres carrés supplémentaires. Le tout a disparu sous les couleurs et les faux marbres jugés les plus aptes à faire parler les collections historiques du musée.

Cette muséographie qu'on pourra appeler selon son humeur traditionnelle, historiciste, voire intégriste, aura certainement l'avantage d'imprégner peu à peu les murs anciens de l'hôtel Le Peletier, de leur devenir consubstantiels, comme le sont les éléments de l'ensemble Carnavalet. Autrement dit, la nouvelle architecture est aussi peu visible que possible, à l'opposé, par exemple, de ce qu'un Simonnet a pu réaliser à l'hôtel Salé, tout proche. Le va-et-vient, pourtant, la comparaison entre Salé et Le Peletier n'est à risquer qu'en fonction des collections presque antagonistes que les deux musées abritent.

Le Peletier, bien sûr, est relié à Carnavalet. Pour cela, il a fallu reprendre au lycée Victor-Hugo un passage qui, depuis la construction de l'établissement scolaire en 1910, était affecté à la bibliothèque des professeurs, tout en restant la propriété théorique du musée.

Le caractère peu surprenant de l'ensemble a dû en agacer quelques-

uns à la Ville de Paris qui, en fait de modernisme, affirme n'avoir rien à envier à la rue de Valenciennes. On l'a bien vu pour les nouveaux locaux de la direction des affaires culturelles, rue des Francs-Bourgeois. A Carnavalet, cependant, il aurait été pour le moins risqué de se livrer à une telle gymnastique. On est donc allé chercher Wilmette, l'un des plus pacifiques des architectes-décorateurs français. Il a refait ou fait tous les aménagements de l'entrée du musée : respect des murs anciens, mobilier noir rectiligne et tranchant, verre occasionnellement dépoli. C'est impeccable et sévère. Les vestiaires apparaissent un peu abusivement comme l'élément central de ces nouveaux aménagements (qui comportent aussi une boutique et une librairie). Mais, compte tenu de l'évolution du quartier, c'est sans doute un gage de bon voisinage donné à la reine « Confection ».

FREDERIC EDELMANN.

(1) Catalogue de l'exposition : « Le Marais, mythe et réalité. »

Cinq ans de travaux

Il a fallu cinq ans pour mener à bien les travaux de l'hôtel de Saint-Fargeau qui ont coûté à la Ville de Paris quelque 120 millions de francs : 7 000 mètres carrés supplémentaires ont été créés sur cinq niveaux dans le vieil hôtel, relié au Musée Carnavalet par un passage qui traverse le lycée Victor-Hugo. Deux de ces niveaux sont consacrés à l'administration, aux réserves et surtout à un cabinet d'art graphique très riche puisqu'il renferme quelque trois cent mille pièces. Son fonds photographique particulièrement important est surtout composé de vues de Paris exécutées entre 1850 et la première guerre mondiale. Parmi beaucoup de clichés anonymes, on trouve les signatures de Marville, Nadar, Baldus et Atget, les grands noms de la photographie du dix-neuvième siècle. Cette collection exceptionnelle, qui ne cesse de s'enrichir, est fondamentale pour la connaissance du Paris ancien.

Un auditorium de cent soixante-huit places est prévu dans l'ancienne de l'hôtel. Il permettra la tenue de colloques, de conférences, de projections de films ou de vidéos relatives à l'histoire de la capitale. Le service d'action culturelle du musée, jusqu'ici embryonnaire, proposera dès la rentrée aux scolaires de nombreuses activités. Pour achever la rénovation de son musée, il reste encore à la municipalité parisienne l'aménagement de l'orangerie de l'hôtel de Saint-Fargeau, aujourd'hui occupée par des vestiges archéologiques qui trouveront leur place au rez-de-chaussée de Carnavalet. Ce bâtiment, qui donne de plein pied sur le square, doit retrouver son volume et abriter la magnifique collection d'enseignes marchandes du musée.

E. de R.

مكتبة الأنجلو

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

LE CRIME D'ANTOINE. Film français de Marc Rivière: Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-22-22); Pathé Impérial, 2nd (42-33-22-22); Georges V, 3rd (42-33-22-22); Pathé Clichy, 4th (42-33-22-22); La Gambetta, 5th (42-33-22-22).

DOUX AMER. Film français de Franck Appréhender: Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-22-22); Georges V, 3rd (42-33-22-22); Pathé Clichy, 4th (42-33-22-22); La Gambetta, 5th (42-33-22-22).

FAIR GAME. Film italien de Mario Orfini: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

FRANCE. Film français d'Alain Corneau: UGC Emmanuelle, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

GANASATHU. Film indien de Sankar: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LE PRIX DE LA PASSION. Film américain de Leonard Nimoy: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PRINCE OF THE TIMES. Film américain de Prince: Max Linder Paternite, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

SCANDAL. Film britannique de Michael Catron-Jones: Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); Elysée Lancelotti, 2nd (40-39-92-74); UGC Normandie, 3rd (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 4th (40-39-92-74); UGC Odéon, 5th (40-39-92-74).

SON ALGER. Film algérien de Bouchaoud: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

THE TALL GUY. Film américain de Mel Smith: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

THE TALL GUY. Film américain de Mel Smith: Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

La Cinéma-thèque

PALEIS DE CHAILLOT (47-84-34-24)
Relâche.

SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-39)
Hommage à Anatole Daumen: Inconnus (1980), de Peter Schanoni, les Frères de la passion (1981), v.d. a.l., du Saint-Terrain, 14 h 30; Les Crises de l'Amour, le Rideau, crématoire (1982), d'Alexandre Astruc, 17 h 30; Les Jeux de la Comtesse Doinne de Greiz (1982), de Catherine Biot, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-30)
Relâche.

Les exclusivités

L'AMÉRIQUE DÉCOUVRIE (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2nd (40-26-12-12); Georges V, 3rd (40-26-12-12); Pathé Clichy, 4th (40-26-12-12); La Gambetta, 5th (40-26-12-12).

L'AMOUR EST UN CHIEN DE L'ENFER (A. v.a.): Utopia Champillon, 1^{er} (45-54-46-85).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2nd (40-26-12-12); Georges V, 3rd (40-26-12-12); Pathé Clichy, 4th (40-26-12-12); La Gambetta, 5th (40-26-12-12).

L'AMOUR EST UN CHIEN DE L'ENFER (A. v.a.): Utopia Champillon, 1^{er} (45-54-46-85).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2nd (40-26-12-12); Georges V, 3rd (40-26-12-12); Pathé Clichy, 4th (40-26-12-12); La Gambetta, 5th (40-26-12-12).

APRÈS LA GUERRE (A. v.a.): Pathé Impérial, 2nd (47-42-72-52); UGC Emmanuelle, 3rd (45-54-46-85); Gaumont Paris, 4th (45-54-46-85); Georges V, 5th (45-54-46-85).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A. v.a.): Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-22-22); v.f.: Georges V, 3rd (42-33-22-22); Pathé Clichy, 4th (42-33-22-22); La Gambetta, 5th (42-33-22-22).

RAGNAROK (A. v.a.): La Triomphe, 1^{er} (45-54-46-85).

RAI POUSSIERE (A. v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{er} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2nd (47-42-60-33); Racine Odéon, 3rd (42-36-19-68); Gaumont Ambassade, 4th (43-59-19-08); Gaumont Paris, 5th (43-59-19-08).

LE GRAND BLEU (A. v.a.): La Triomphe, 1^{er} (45-54-46-85); La Triomphe, 2nd (45-54-46-85); La Triomphe, 3rd (45-54-46-85); La Triomphe, 4th (45-54-46-85); La Triomphe, 5th (45-54-46-85).

LE GRAND BLEU (A. v.a.): La Triomphe, 1^{er} (45-54-46-85); La Triomphe, 2nd (45-54-46-85); La Triomphe, 3rd (45-54-46-85); La Triomphe, 4th (45-54-46-85); La Triomphe, 5th (45-54-46-85).

LE GRAND BLEU (A. v.a.): La Triomphe, 1^{er} (45-54-46-85); La Triomphe, 2nd (45-54-46-85); La Triomphe, 3rd (45-54-46-85); La Triomphe, 4th (45-54-46-85); La Triomphe, 5th (45-54-46-85).

PARIS EN VISITES

«La Révolution dans le quartier Saint-André des Arts», 10 h 30, devant la fontaine Saint-Michel (M. Polver).

«Orsay: un musée dans une gare», 13 h 30, 1, rue de Boileau, sous l'édifice (P. Y. Jastin).

«Rues et Camille Châtel», 14 h 30, 77, rue de Valenciennes (C. Mehl).

«Nuits et jardins du Marais», 14 h 30, 143, rue Saint-Paul, sortie Voisins (P. Y. Jastin).

«Rue de Lill et rue de l'Université», 14 h 30, 143, rue Saint-Paul, sortie Voisins (P. Y. Jastin).

«Les galeries hautes fermées au public de la basilique du Sacre-Coeur» (J. de la Roche).

«L'ancienne abbaye Saint-Martin», 14 h 30, 270, rue Saint-Martin.

«L'ancienne abbaye Saint-Martin», 14 h 30, 270, rue Saint-Martin.

«L'ancienne abbaye Saint-Martin», 14 h 30, 270, rue Saint-Martin.

Lundi 3 juillet

JESUS DE MONTREAL (Cin.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

LA LÉGENDE DU SAINT BUEUR (Fr.-It. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

LES LIASONS DANGEREUSES (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MAQUIS (Fr.): Accotone, 1^{er} (46-33-86-86); Clichy, 2nd (46-33-86-86); Georges V, 3rd (46-33-86-86); Pathé Clichy, 4th (46-33-86-86); La Gambetta, 5th (46-33-86-86).

MEURTRE DANS UN JARDIN (Fr.-It. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

MISSISSIPPI BURNING (A. v.a.): Les Trois Batailles, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MONSIEUR HIRE (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

MORT D'UN COMME VOYAGEUR (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

NEUF SEMAINES ET DIX JOURS (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

NEW YORK STORIES (A. v.a.): Forum Orient Express, 1^{er} (42-33-22-22); Pathé Impérial, 2nd (42-33-22-22); Georges V, 3rd (42-33-22-22); Pathé Clichy, 4th (42-33-22-22); La Gambetta, 5th (42-33-22-22).

LOUES (Fr.-It.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

PATTI ROCKS (A. v.a.): Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PEAU DE VACHE (Fr.): Saint-André des Arts, 1^{er} (43-54-46-85); Georges V, 3rd (43-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (43-54-46-85); La Gambetta, 5th (43-54-46-85).

PERKINS (A. v.a.): Clichy, 1^{er} (40-39-92-74); UGC Emmanuelle, 2nd (40-39-92-74); UGC Opéra, 3rd (40-39-92-74); UGC Normandie, 4th (40-39-92-74); UGC Lyon Bastille, 5th (40-39-92-74).

LE PETIT DINO SAUVÉ (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LE PETIT DINO SAUVÉ (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LE PETIT DINO SAUVÉ (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

Les grandes reprises

ACCATONE (A. v.a.): Epée de Bois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

CHARME DU DRAGON (A. v.a.): Epée de Bois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

L'ARNAQUE (A. v.a.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Pathé Impérial, 2nd (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.): Saint-Lambert, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LE FALANQUE DES LARMES (Fr.-Can. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PARIS VU PAR... (Fr.): République Cinéma, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PRICK UP YOUR EARS (A. v.a.): Accotone, 1^{er} (46-33-86-86); Georges V, 3rd (46-33-86-86); Pathé Clichy, 4th (46-33-86-86); La Gambetta, 5th (46-33-86-86).

LE PROCÈS (Fr.-v.): Reflet Logos II, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LES QUATRE CENTES COUPS (Fr.): Les Trois Batailles, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MAISON ROMA (A. v.a.): Accotone, 1^{er} (46-33-86-86); Georges V, 3rd (46-33-86-86); Pathé Clichy, 4th (46-33-86-86); La Gambetta, 5th (46-33-86-86).

MASCULIN-FÉMININ (Fr.-Sa.): Epée de Bois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MESURE D'AMOUR (A. v.a.): Saint-André des Arts, 1^{er} (43-54-46-85); Georges V, 3rd (43-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (43-54-46-85); La Gambetta, 5th (43-54-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.): Les Trois Batailles, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

NEW YORK-MIAMI (A. v.a.): Action Christine, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LA NUIT FANTASTIQUE (Fr.): Epée de Bois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

NYAMANTON (maison, v.a.): L'Entre-Deux, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (Fr.-v.): Forum Horizon, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LA PORTE DU PARADIS (A. v.a.): Saint-André des Arts, 1^{er} (43-54-46-85); Georges V, 3rd (43-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (43-54-46-85); La Gambetta, 5th (43-54-46-85).

LA PORTE DU PARADIS (A. v.a.): Saint-André des Arts, 1^{er} (43-54-46-85); Georges V, 3rd (43-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (43-54-46-85); La Gambetta, 5th (43-54-46-85).

LA PORTE DU PARADIS (A. v.a.): Saint-André des Arts, 1^{er} (43-54-46-85); Georges V, 3rd (43-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (43-54-46-85); La Gambetta, 5th (43-54-46-85).

Les séances spéciales

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

AMARCORD (A. v.a.): Saint-Lambert, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LA BAILLÉE DES DALTON (Fr.): Saint-Lambert, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.): Ramon, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

BARRY LYNDON (Fr.-v.): Studio des Ursulines, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

BAXTER (A. v.a.): Reflet Logos I, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

BREATHLESS (A. v.a.): République Cinéma, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

BREATHLESS (A. v.a.): République Cinéma, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

BREATHLESS (A. v.a.): République Cinéma, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

1789 (Fr.): Studio des Ursulines, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MISHIMA (A.-Jap. v.a.): Accotone, 1^{er} (46-33-86-86); Georges V, 3rd (46-33-86-86); Pathé Clichy, 4th (46-33-86-86); La Gambetta, 5th (46-33-86-86).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit. v.a.): 14 Juillet Parnasse, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MOONWALKER (A. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

MORT A VENISE (It. v.a.): Saint-Lambert, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.): Saint-Lambert, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LE FALANQUE DES LARMES (Fr.-Can. v.a.): Grand Pavois, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PARIS VU PAR... (Fr.): République Cinéma, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

PRICK UP YOUR EARS (A. v.a.): Accotone, 1^{er} (46-33-86-86); Georges V, 3rd (46-33-86-86); Pathé Clichy, 4th (46-33-86-86); La Gambetta, 5th (46-33-86-86).

LE PROCÈS (Fr.-v.): Reflet Logos II, 1^{er} (45-54-46-85); Georges V, 3rd (45-54-46-85); Pathé Clichy, 4th (45-54-46-85); La Gambetta, 5th (45-54-46-85).

LES QUATRE CENT

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de dimanche-matin. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à voir & On peut voir &&& Ne pas manquer &&&& Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 3 juillet

TF 1

20.30 *Feuilleton* : La comédie de Chary (2^e épisode). 22.00 *Magazine* : Super sexy. Les meilleurs séquences de l'émission depuis sa création. 22.35 *Journal et météo*. 23.15 *Magazine* : Météo sport. Athlétisme; Ruff; Bonne nuit. 0.15 *Série* : Déesse d'Indochine. Intrigue; Jour de sortie. 0.40 *Série* : Déesse d'Indochine. 1.45 *Feuilleton* : C'est déjà demain.

A 2

20.35 *Théâtre* : Diable d'homme I (Féon de Robert Lamoureux). Avec Robert Lamoureux, Marthe Mercadier, Claude Nioz, Magali de Venden, Liliane Patrick. Enregistré en mai 1984. Un dérivé en mai de reconnaissance traverser un scénario écrit par Sautou. 22.30 *Magazine* : Bonjour la nuit. 23.00 *Documentaire* : Qu'est-ce qui se passe avec la culture ? 1. La médiane. 23.25 *Informations* : 24 heures sur la 2. 0.15 *Météo*. 0.20 *Séquence* : La Mauricie. 0.25 *Le journal de la France* (rediff.).

FR 3

20.35 *Chanson* : La parole noire. & Film américain de Richard Thorpe (1953). 22.15 *Journal et météo*. 22.40 *Magazine* : Océaniques. Spécial Edgar Poe. 23.40 *Musiques*, musique, Barcarolle, de Chopin, par Marc Benoussan, piano.

CANAL +

20.30 *Chanson* : Les trois visages de la peur. & Film italien de Mario Bava (1963). 22.00 *Flash d'informations*. 22.05 *Touristique*. Corrida de la Fria de Ninos du 12 mai. 23.35 *Chanson* : El Dorado. & Film franco-espagnol de Carlos Saura (1987) (v.o.).

LA 5

20.30 *Téléfilm* : Fugue sur le grand. 22.30 *Série* : Deux flics à Miami. 23.30 *Sport* : Tennis. Tournoi de Wimbledon. & Résumé de la journée. 0.00 *Journal*. 0.05 *Série* : Tennis (suite). 0.20 *L'inspecteur Derrick* (rediff.). 1.30 *Les brigades du Tigre* (rediff.). 2.25 *La*

demoiselle d'Arignon (rediff.). 2.50 *Bouvard et Compagnie* (rediff.). 3.05 *Journal de la nuit*. 3.10 *Série* : L'Esse. 3.55 *Vols*, volée (rediff.).

M 6

20.30 *Téléfilm* : La comédie de Chary. Un physicien et son amour. & Les enquêteurs en 1991. 22.10 *Téléfilm* : Les Berges ou le sang d'or. (1^{re} partie). 23.30 *Six minutes d'informations*. 23.35 *Magazine* : jazz 6. 0.05 *Musique* : Boulevard des clips.

LA SEPT

19.00 *Allemant* : Méthode Victor n° 9. 19.30 *Documentaire* : L'Amérique. 21.30 *Documentaire* : L'Amérique. 21.30 *Série* : Le colporteur de la Révolution. 22.40 *Chanson* : Maudslayi. Film français d'André Hunebelle (1932). Avec Michel Simon, Jean Marais, Claire Olivier, Jean Carmet. 22.50 *Chanson* : Max et la doctoresse. Max n'est pas un chat. Max et son chien Dick. Film musical français de Max Linder. 23.30 *Documentaire* : L'Esse. La carte noir. 23.30 *Série* : Les nuits révolutionnaires. 0.30 *Série* : Le testament d'un poète j'ai mesuré.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 *Concert* (donné le 10 octobre 1988 au théâtre Renaud-Barrault) : Camille par 13, de Nono; Kontra Punkt pour dix instruments de Stockholm; Omnia tempus habuit, cantate pour soprano solo et dix-sept instruments, de Zimmermann; George de Jungling, de Stockholm; Désert, de Varèse, par l'ensemble Intercontemporain, dir. Kent Nagano; sol. : Anna Slager, soprano. 23.07 *Les soirées de France-Musique*. 0.30 *Donner*, Jean-Cocoran et la musique.

FRANCE-CULTURE

20.30 *L'histoire en direct*. 10 juillet 1940 : le suicide d'une République. 21.30 *Documentaire* : L'histoire en direct. 22.40 *Chanson* : Cote d'Amour. 0.05 *Da jura sa leu-mala*. 0.50 *Musique* : Coda. Pierre Barouh et Saravah : un homme et une femme.

Mardi 4 juillet

TF 1

14.25 *Téléfilm* : Docteur Teyssier (2^e partie). 15.55 *Feuilleton* : La comédie de Chary (2^e épisode). 16.25 *Chanson* : Les trois visages de la peur. & Film italien de Mario Bava (1963). 22.00 *Flash d'informations*. 22.05 *Touristique*. Corrida de la Fria de Ninos du 12 mai. 23.35 *Chanson* : El Dorado. & Film franco-espagnol de Carlos Saura (1987) (v.o.).

A 2

14.35 *Magazine* : Aventure-voyage. Christian Marty : l'Atlantique en planche à voile, de Philippe Laillet. 15.30 *Sport* : Cyclisme. Tour de France : 4^e étape (Lige-Wasquehal) : A chacun son Tour, de Jacques Chancel. 17.55 *Série* : Top models. 18.20 *Jeu* : Trivial pursuit. 18.45 *Jeu* : Des chiffres et des lettres. 19.10 *Actualités régionales*. 19.30 *Le journal de la France*. 20.00 *Journal*. 20.30 *Météo*. 20.35 *Les docteurs de l'écran* : Marie-Antoinette. & Film français de Jean Delannoy (1955). Avec Michèle Morgan, Richard Todd, Jacques Morel, Jeanne Bouteil. 22.45 *Débat* : Falsifiés l'enquête à l'histoire ? Avec Jean Chabon (auteur de Chère Marie-Antoinette), Pierre Migon (historien), Evelyne Laver (chercheur au CNRS, auteur de Louis XVI), Grégoire Klinger (professeur d'histoire moderne à l'université de Grez, en Autriche). 23.45 *Informations* : 24 heures sur la 2. 0.05 *Météo*. 0.10 *Séquence* : Les docteurs de l'écran. 0.15 *La chanson* : Les docteurs de l'écran. 0.40 *Théâtre* : Coccinelle-Marsale. A l'occasion du centenaire de la naissance de Jean Cocteau, un spectacle conçu, réalisé et interprété par Jean Cocteau.

FR 3

14.50 *Magazine* : C'est pas juste. 15.40 *Magazine* : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Treves. Vidéo look; Mon héros préféré; Cinéma, théâtre, livres; Attraction; Top stars; Télé chic, 100 chocs; Papy, Mamy; Vieux faire un tour; billes; Le jeu de la séduction; Variétés. Et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 *Flash d'informations*; Spécial Jeunes. 17.05 *Petit ours brun*. 17.06 *Speedy Gonzales*. 17.10 *Tom Sawyer*. 17.35 *Série* : Super flics. 18.00 *1789* : au jour le jour. 18.02 *Magazine* : Dressez vos flics. 18.30 *Jeu* : Questions pour un champion. 19.00 *Le 19-20* de l'été. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.35 *Deuxième* : Ulysse 31. 20.05 *Jeu* : La classe. 20.35 *Chanson* : La plume. & Film français de Claude Berri (1970). Avec Guy Bedos, Yves Robert, Rosy Varty. 22.10 *Journal et météo*. 22.35 *Chanson* : Un seul au tableau. & Film français d'André Delvaux (1968). Avec Anouk Aimée, Yves Montand, François Benoit. 0.00 *Musiques*, musique. Trois mélodies, de Prokofiev, par Aurick Roussin, violon, et Marc Benoussan, piano.

CANAL +

13.30 *Chanson* : Faites monter la boue. & Film français de Jean Girault (1963). Avec Louis de Funès, Georges Wilson, Michel Tureau. 14.55 *Pochettes surprises*. 15.30 *Chanson* : Les plus épiques des agents secrets. & Film américain de Norman Abbott (1966). 17.00 *Magazine* : Rapide. 17.30 *Cabon café*. Crocus; Karaté; Street foga. Et clair j'ai 20.30, 18.15 *Cabon café*. 20.30 *SOC* : fusions. 18.40 *Série* : Badge 714. 2. Les jules impériaux.

Audience TV du 2 juillet 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière		1 point = 202 000 foyers						
HORAIRE	FOYERS AYANT RÉCUPÉRÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6	
19 h 22	34,4	7/7 11,9	Publité 9,1	Séan Molato 6,0	Le télécr 2,2	Fibres Nouvel 4,1	Devlin connect 1,9	
19 h 45	38,5	7/7 14,2	Pique assiettes 10,6	Séan Molato 5,9	Publité 2,1	Fibres Nouvel 4,6	Devlin connect 2,1	
20 h 16	48,3	Journal 17,9	Journal 14,4	Benny Hill 5,6	Ce cartoon 2,8	Journal 2,9	M6 - ses séries 4,3	
20 h 55	53,6	La plus 24,5	Larry Custer 15,9	Propaganda 2,0	Hé 2,4	Fameo montages 6,3	Deux séries 3,1	
22 h 8	48,8	La plus 30,2	Larry Custer 4,9	Sole 2 1,5	Hé 2,5	Fameo montages 5,7	Il est François 0,6	
22 h 44	26,7	Crd dimanche 6,8	Étoiles 6,3	Crd dimanche 3,6	Sister bangou 1,4	Publité 5,5	Il est François 2,3	

Communication

Pour stimuler la fréquentation des salles

Les publicitaires du cinéma souhaitent avoir accès à la télévision

Comme chaque année depuis sa création, la Fête du cinéma a atteint ses objectifs en démontrant qu'une initiative promotionnelle était capable de ramener le public dans les salles. Les publicitaires, eux, semblent convaincus que le cinéma pourrait attirer un plus large public s'il avait davantage de supports pour sa promotion commerciale. Ils souhaitent majoritairement que la publicité pour les films, toujours interdite à la télévision française, soit rapidement autorisée sur le petit écran.

« Aux États-Unis, 80 % du budget publicitaire d'un film est investi dans la télévision », explique Jean-François Camilleri, de l'agence Grey (qui fait la promotion des films Warner et Walt Disney). Il ajoute : « Si la télévision française s'ouvre à la publicité commerciale du cinéma, elle deviendra indispensable. Nous attendons ce moment. Nous y sommes prêts ». Warner réalise déjà des bandes annonces adaptées aux exigences des écrans publicitaires. Ce sont en fait, précise Jean-François Camilleri, « des bandes annonces raccourcies (de vingt secondes au lieu de quarante). L'approche marketing doit primer sur la créativité. Si les affiches françaises sont belles, elles ne remplissent pas pour autant les salles de cinéma. En revanche, les publicités pour les lessives ne sont pas géniales, mais elles font vendre ».

La publicité commerciale pour le cinéma est toujours interdite sur les chaînes françaises. Pour se vendre auprès de son public, le septième art insiste sur l'efficacité de son image. C'est un support nécessaire mais insuffisant pour lancer un film, dit Pierre Kubel, directeur de l'agence SSK, chargée de la promotion des films UGC, MK 2 et Baco films.

Comment rendre compte de l'ambiance d'un film par une représentation statique ? Il y a bien sûr les bandes annonces réalisées par le producteur ou le distributeur, mais leur diffusion reste trop limitée. Elle dépend dans les faits du bon vouloir des chaînes qui les programment dans des émissions spécialisées (« Cinéma dans les salles » sur Canal Plus ou « Ciné Cinq » sur la Cinq) ou, parfois, au cours du journal télévisé si le film est déjà assuré d'un gros succès et, surtout, si la chaîne est coproductrice.

Les distributeurs tentent de contourner la difficulté en envoyant les acteurs, invités toujours recherchés par les chaînes, faire la promotion de leurs films sur le petit écran. Reste aussi la publicité dans la presse, mais rare sont les journaux qui ont un véritable impact sur le spectateur. Pour la plupart des professionnels du cinéma, l'efficacité de tous ces supports promotionnels est très relative et le meilleur média pour lancer un film reste encore le « bouche à oreille » des spectateurs.

De nombreux publicitaires jugent cependant cette situation « archaïque ». Quelques campagnes ont tenté de s'ouvrir à la télévision, comme les bandes annonces de Jean-Pierre Mocky, ou des campagnes d'affichage qui jouent sur le « test » en dévoilant progressivement le titre du film. Mais le coût de ces opérations n'est pas garanti du nombre d'entrées en salle.

« Toucher le public de « Sacré Soirée »

L'accès à la télévision permettrait selon les publicitaires de « mieux cibler le public ». Les émissions de cinéma se sont en effet regardées que par des cinéphiles avertis. De l'avis de Jean-Michel Cario, PDG de l'agence de publicité Young et Ruc-

cam, « il faut toucher le grand public, celui de « Sacré Soirée ». Les moyens mis à disposition des publicitaires du cinéma (affiches, presses, guides) font pâle figure à côté du créneau convoité du « prime time » de la télévision.

Les agences spécialisées voient aussi dans cet accès à la télévision un moyen d'augmenter leurs recettes. SSK lance vingt-cinq films par an, mais cette activité ne représente que 6 % de ses bénéfices. L'agence Lumière, spécialisée dans la promotion du cinéma (films UIP), s'est récemment associée à Young et Rubicam afin d'élargir son champ d'action, car, explique son directeur Maurice Hanoca, « dans le cinéma, notre essor était bloqué ».

L'accès à la télévision « débloquerait » sans doute le marché. Mais d'autres publicitaires sont plus sceptiques. « Le premier qui se lancerait aurait un tel succès que tout le monde le suivrait. Mais, passé l'effet de surprise, l'enthousiasme retombera vite », affirme Henri Deleuze, directeur d'une petite société de promotion. « Les écrans de télévision sont tellement coûteux, qu'il faudra sérieusement évaluer les potentialités d'un film avant d'en décider le lancement télévisé ».

« Et que deviendront les petits films culturels qui n'auront pas accès à cette publicité ? », se demande Henri Deleuze, qui craint d'être « noyé un peu plus par les grandes sociétés de production et de distribution, qui sont déjà maîtres de la durée de vie des films et de la programmation des salles ». Sans compter la concurrence des films américains qui envahissent le marché. Trouverait-on alors un moyen pour préserver notre patrimoine culturel en « éduquant le public » ou en l'aider à choisir ?

A.-E.-A.

Modernisation des structures à « Libération »

Les salariés accroissent leur pouvoir au sein du conseil d'administration

Libération a accompli un pas de plus, les 28, 29 et 30 juin, dans la modernisation de ses structures. L'ensemble du personnel du journal était invité à s'exprimer sur les réformes présentées par le conseil de surveillance élu le 8 juin. Compte tenu de l'évolution des effectifs au sein du journal, la répartition du capital au sein de la Société civile des personnels de Libération (SCPL), l'actionnaire majoritaire avec 64,3 % de la société éditrice (la SAIP) — est désormais la suivante : la rédaction possède 58 % des parts (au lieu de 48 % auparavant), l'administration 24 % (au lieu de 18 %) — tandis que la fabrication détient 18 % (au lieu de 24 %). A terme, la rédaction devrait détenir 10 % de ses parts à deux des filiales de Libération, l'agence Vu et Lyon-Libération.

Le conseil de surveillance, élu le 8 juin à titre provisoire, conserve son rôle d'organe de contrôle tout en

acquérant davantage de pouvoir : c'est en son sein qu'ont été choisis les sept administrateurs représentant les salariés, qui siègeront aux côtés des trois représentants des actionnaires existants de la société éditrice de Libération, qui détiennent 35,2 % du capital de la société éditrice. Après avoir permis de désigner les représentants des salariés, le conseil de surveillance a été dissous le 30 juin, et un nouveau conseil devrait être élu en septembre.

Pour la plupart des journalistes, cette représentativité importante des représentants des salariés au sein du conseil d'administration de la société éditrice de Libération, ainsi que la cascade de contrôles que « la base » peut exercer sur ses mandataires sont « un gage pour l'indépendance du titre ». En septembre, le conseil d'administration de la société éditrice devrait élire son PDG. M. Serge Joly devrait probablement être désigné.

EN BREF

• Une proposition de loi de M. Pierre (PS Vosges) pour réduire la publicité à 2 % et FR 3. — Le député socialiste Christian Piarret vient de mettre au point une proposition de loi visant à réduire de 60 % la publicité de marque sur les chaînes de télévision publiques. Cette réduction serait compensée par la création d'une « contribution culture-communication assise sur les recettes publicitaires brutes des chaînes de télévision et progressivement dirigée à toutes les formes de médias, hormis la presse écrite, selon des taux différenciés ». Cette contribution serait versée à la source, sur le prix hors TVA de la diffusion des messages. Les sommes recueillies seraient reversées à Antenne 2 et FR 3 par l'intermédiaire d'un « fonds de compensation pour le développement de la télévision publique » et d'un « fonds d'intervention pour la création de programmes ».

• NCM relance le *Quotidien de 89* et prépare un quotidien économique. — Le groupe NCM Communication, présidé par M. Nicolas Wignot (Business Bureau, Vous et votre argent), prépare un numéro spécial de soixante pages, ouvert à la publicité, de son *Quotidien de 89*. Tiré à 200 000 exemplaires, ce numéro sera vendu à la criée les 13 et 14 juillet et sera distribué ensuite en kiosques pendant un mois. Le *Quotidien de 89*, lancé en début d'année, vend environ 10 000 exemplaires selon son éditeur et dispose de 2 000 abonnés.

Face à une tentative de rachat de ses actions

« La Voix du Nord » veut protéger son capital

Le conseil de surveillance du quotidien régional *La Voix du Nord*, que préside M. René Decok, vient d'annoncer la création d'un holding financier pour « rassembler l'actionnariat et le personnel autour de la direction ». Cette création, précise-t-on, est destinée « à consolider l'indépendance du journal et à perpétuer les valeurs de la Résistance », dont le journal est issu.

La direction entend ainsi enrayer de possibles attaques sur le capital du quotidien lillois, dont des dizaines de milliers d'actions sont dispersées entre de nombreux porteurs. Depuis quelque temps, certains de ses actionnaires se voyaient proposer le rachat de leurs parts à 2 500 F l'action, alors que l'assemblée générale de mars dernier évaluait cette action à 400 F. Cette tentative a obligé *La Voix du Nord* à offrir à son tour aux actionnaires de reprendre leurs actions à 2 500 F.

Le conseil de surveillance a annoncé qu'une action judiciaire était engagée contre trois actionnaires, MM. Denis Chuffart, Patrick Bels et Gustave Mangier, qui se « livrent à un démarchage illégal des actions *Voix du Nord* ». Les actions ne peuvent être cédées qu'à des actionnaires avec l'agrément de la société. Mais ces trois actionnaires mis en cause agissent-ils pour leur propre compte ? La question est posée, notamment dans des courriers adressés par la direction aux actionnaires et au personnel.

Car le contrôle du troisième quotidien français, dont le chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs avec 382 000 exemplaires quotidiens, peut intéresser plusieurs groupes de presse. Déjà propriétaire dans la région de *Nord Matin* et *Nord Eclair*, M. Robert Hersant avait pris le contrôle de *Paris Normandie* en jouant sur les dissensions de certains actionnaires, alors que le capital du quotidien normand était soumis à des règles d'agrément similaires à celles en vigueur à *La Voix du Nord*.

DÉTAILED NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

هكزان الأكل

Faits divers

Au Pays basque

Un important réseau de blanchiment d'argent entre l'Espagne et la Suisse démantelé par la gendarmerie

BAYONNE
de notre correspondant

Un réseau de blanchiment d'argent, provenant de la vente de drogue et fonctionnant entre l'Espagne et la Suisse, a été démantelé par la section de recherches de la gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, agissant sur commission rogatoire délivrée par M. Germain Sengelin, juge d'instruction à Mulhouse. Au terme d'une longue enquête menée en collaboration par les autorités judiciaires suisses et françaises, la gendarmerie a pu intercepter plusieurs véhicules immatriculés dans les Pyrénées-Atlantiques qui acheminaient frauduleusement des devises, essentiellement des pesetas, entre l'Espagne et la Suisse.

Ces voitures, conduites par des contrebandiers originaires du village frontalier de Sare (Pyrénées-Atlantiques), étaient dotées de caches sophistiquées, dissimulées dans les gaines de ventilation permettant le transport de sommes considérables évaluées à plusieurs millions de francs par voyage hebdomadaire. Les véhicules, de véritables « coffres-forts roulants », selon les enquêteurs, franchissaient la frontière suisse avec d'autant moins de difficultés que les responsables de ce trafic avaient su se ménager la complicité du responsable d'un poste de douanes.

Les sommes transportées, et converties par la suite en dollars, transitaient par des sociétés-écrans helvétiques avant, semble-t-il, d'être

transférées sur des comptes anonymes secrets au Liechtenstein ou au Panama. Ce trafic qui, selon les enquêteurs, durait depuis au moins deux ans, aurait porté sur des sommes considérables, plusieurs centaines de millions de francs, provenant d'un réseau de drogue qui, à partir de la Colombie, via l'Espagne, approvisionnait en cocaïne plusieurs pays européens.

Plusieurs personnes, dont les conducteurs de véhicules, mais aussi cinq des responsables organisateurs de ce réseau de blanchiment, ont été interpellés, inculpés et écroués. Leurs identités n'ont pas été communiquées pour les besoins d'une enquête menée dans la plus grande discrétion en raison de l'existence de complications dans les services douaniers suisses.

Ph. E.

Au Père-Lachaise

Attentat anti-spirit

Les adorateurs de la raison croient-ils à une forme de vie après la mort ? Ou ont-ils voulu simplement s'en prendre à un symbole honni en plastiquant dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 juillet la tombe de l'inventeur du spiritisme, Allan Kardec ? L'attentat, qui a eu lieu vers 4 heures du matin dans les allées du Père-Lachaise, a en effet été revendiqué par un mystérieux « mouvement pour la suprématie de la raison ».

Allan Kardec — né à Lyon en 1804, il s'appelait alors Hippolyte-Léon Rivail — fait l'objet d'un véritable culte depuis sa mort en 1884. Le buste de bronze surmonté d'un dôme de granit (dans une voie antérieure, Kardec aurait été druidé...) porte la trace de ses innombrables disciples. Plus « fréquemment » qu'Edith Piaf ou Frédéric Chopin, le fondateur de la science occulte est le plus populaire des esprits qui hantent le célèbre cimetière parisien.

ESPACE

Matra et British-Aerospace fabriqueront les satellites espagnols Hispasat

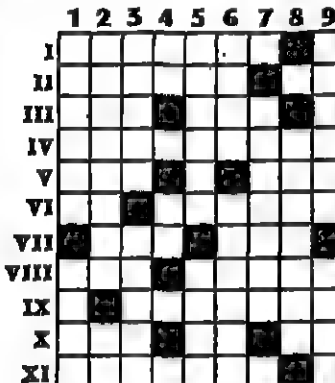
Période faste pour Matra : quelques semaines après la signature d'un contrat d'un milliard de francs portant sur la construction des deux satellites européens de radiocommunication Locstar (le Monde du 17 juin), la société française vient d'être choisie, en collaboration avec le britannique British Aerospace, pour assurer la maîtrise d'œuvre du premier satellite espagnol de télécommunications, Hispasat. Lancé dans la compétition depuis septembre dernier, l'américain Hughes Aircraft et le consortium franco-allemand Alcatel-MBB se font ainsi couler au potoir par le groupement d'intérêt économique Satcom International qui unit depuis 1981 Matra et British Aerospace.

Associée à la construction d'Hispat pour environ 33 %, quatorze firmes espagnoles seront mises à contribution, en collaboration avec l'université de Madrid, afin, précise Matra, « d'établir un programme de coopération haute technologie dans les domaines aérospatial, électronique et software ». Prévu pour être

opérationnel lors des Jeux olympiques de Barcelone, en 1992, le programme Hispasat comprend la fabrication et la mise en orbite géostationnaire de deux satellites de communication et de télévision, ainsi que la mise à disposition d'un troisième satellite de secours sous forme de pièces détachées. Au total, un contrat d'un montant de près d'un milliard de francs, qui porte à douze le nombre de satellites à réaliser d'ici à 1993 par Matra, et à cinq milliards de francs le montant des commandes enregistrées par sa branche espace depuis le début de l'année.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5036



HORIZONTALEMENT

I. Pour ceux qui ont une cervelle d'oiseau. — II. Avec elle, on ne peut pas dire qu'on n'y voit goutte. A permis de ramener de belles pièces. — III. Démonstré. Est à l'origine de violentes réactions. — IV. Femmes qui ont de la galette. — V. Est toujours monté. A souvent plus d'une dent contre lui. — VI. Se montre en public. Se mit la corde au cou. — VII. Allait de main en main. Peut rester en rade. — VIII. Cognait les uns sur les autres. Bon pour le service. — IX. Formés sur le tas. — X. Réunit le loup et l'agneau. Berge. Possessif. — XI. Sont bonnes pour les affaires importantes.

VERTICALEMENT

I. Bien contre le mal. Se livra à une action d'occupation. — 2. Grave accident de voyage. Cause de retard. — 3. Portée à réclamer. Très légères. — 4. Placées en « retrait ». Qui ne porte donc pas la culotte. — 5. Des taches peuvent la rendre moins nette. Met des animaux en danger de mort. — 6. Affaire à prendre en main. Partie du globe. — 7. Avec lui, on peut avoir beaucoup à faire. — 8. Sollicités quand on se met quelqu'un à dos. — 9. État de pauvreté. Avait trop d'appétit.

Solution du problème n° 5035

Horizontalement

I. Flemmaraise. Toc. — II. Reluire. Terre. — III. Usuelles. In. — IV. Is. Tec. Énanthe. — V. Tm. Sourd. Ur. — VI. Evier. Sprinter. — VII. Ressemblage. Lee. — VIII. Na. Ennem. — IX. Epu. Cea. Osa. — X. Aco. Tige. Mues. — XI. Crépi. Pal. — XII. Ré. Alé. Ions. — XIII. Isate. Tétine. Té. — XIV. Es. Noceur. Orion. — XV. Ré. Na. Resserre.

Verticalement

I. Fruiteuse. Crier. — 2. Laisse. Paresse. — 3. Elu. Liseuse. — 4. Miettes. Copain. — 5. Mule. Rêne. Béon. — 6. Arles. Muette. Ca. — 7. Ré. Osé. Sesta. — 8. Souple. Gréteur. — 9. Jo. Errance. Etre. — 10. Indigne. Pa. — 11. Enn. Née. Ma. Nos. — 12. Net. Moulière. — 13. Trot. Elite. Ir. — 14. Or. Hure. Stentor. — 15. Cel. Ecus. Séné.

GUY BROUTY.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Chantal et Pascal MACCIONI
naissent à Jolissat, Tristan, Lucette et Dominique la joie d'annoncer la naissance de leur petite-soeur.

Décès

— M^{me} Claude Benzecri,
sa fille.
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Marcel BENZE/CH,
née Léontine Benzecri,
survivant à son domicile le 28 juin 1989.

— Le président de la République de Côte-d'Ivoire, Son Excellence M. Félix Houphouët-Boigny,
M^{me} Pierre Chirol
et ses enfants,
Marie Madeleine Chirol,
André Chirol,
Hélène, Marc et Pierre de Bazelaire de Ruppert,
Michel Mazaud,
Sylvie Benliere,
Les familles Nguesso, Barbeza, Chardard, Magon, Martel, Charrier,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père, frère, grand-père, beau-frère, cousin, le

colonel Pierre CHIROL,
conseiller technique
à la présidence de la République,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'Ordre national du Mérite,
survivant à Abidjan, le 28 juin 1989.

Une chapelle ardente sera dressée au domicile du défunt aux Fontaines, 69440 Taluyers, le mercredi 5 juillet au soir, à l'arrivée du corps venant d'Abidjan (Côte-d'Ivoire).

Les obsèques auront lieu en l'église de Taluyers le jeudi 6 juillet, à 16 heures.

— M^{me} Robert Colin,
son épouse,
Sylvie et Dominique Colin,
Marcel et Philippe Romain,
Pierrette et François Colin,
Michèle et Pierre-Henri Colin,
Marie-Cécile et Thierry Jacquet,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Et toute sa famille
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Robert COLIN,
survivant subitement le 29 juin à son domicile.
La Rabouillère,
Chemin de Fécand,
84360 Lumb.

— M^{me} Marceline Loridan-Ivens,
sa compagne,
M^{me} D. L. J. Noutboom-Ivens
et ses enfants,
M^{me} J. W. Hendrichs-Ivens
et ses enfants,
M^{me} et M^{me} Henri Rosant
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} Robert Haby
et leurs enfants,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Joris IVENS,
commandeur de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre du Lion
des Pays-Bas,
grand officier
de la République italienne,
survivant le 28 juin 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 6 juillet.
On se réunira à la porte principale du cimetière du Montparnasse (2, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e), à 16 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.
61, rue des Saints-Pères,
75006 Paris.

— Les Amis du cinéma du réel ont la grande tristesse de faire part du décès de leur président d'honneur, le cinéaste

Joris IVENS.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 1^{er} juillet 1989 :

DES LOIS
• N° 89-431 du 23 juin 1989 relative à la révision des condamnations pénales.
• N° 89-432 du 28 juin 1989 relative à la prévention et à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives.
DES DÉCRETS
• N° 89-438 du 29 juin 1989 portant relèvement du salaire minimum de croissance.
• N° 89-439 du 30 juin 1989 portant fixation à compter du 1^{er} juillet 1989 du plafond de la sécurité sociale.

— Les membres de l'association La Bende à Lumière,
Les Documentaristes associés,
ont la douleur d'annoncer le décès de leur président.

Joris IVENS.

Ils le saluent avec respect, admiration et tendresse.

Ses amis sont invités à se réunir en cette occasion au cimetière du Montparnasse, le jeudi 6 juillet, à 16 h 15 (porte centrale).

— La Cinémathèque française a la tristesse de faire part du décès de

Joris IVENS.
Le président,
Le conseil d'administration de l'association,
saluent la mémoire d'un de leurs plus proches compagnons de route et s'associent à la douleur de sa famille et de ses amis du monde entier.

28, rue de Collège,
75008 Paris.
(Le Monde du 30 juin.)

— MM. Khalid et Tariq Kabbage ont la douleur de faire part du décès de leur mère

M^{me} KARBAGE,
née Marie-Françoise Fleury,
survivant le 25 juin 1989, en son domicile, à Amouz-Adagir (Maroc).

— Armand LEBOVICH
nous a quittés.

« Après tout, les histoires comme les vôtres ont tous le même commencement ».

Elio Wieser.
L'inhumation aura lieu le 4 juillet 1989, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

De la part de
Charlotte Lebovich,
son épouse,
Judith et Ruth,
ses filles,
Hélène Lebovich,
sa mère.

— Les familles Levynne, Berger,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Emmanuel LEVYNE.
Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, le jeudi 6 juillet (rendez-vous porte principale, à 16 heures).

Ni fleurs ni couronnes.

— Jacques et Marie-France L'Heriteau,
Jean-Pierre et Kazuko L'Heriteau,
Françoise et Jean-Loup Philippe,
ses enfants,
François, Marion, Chloé, Florent, Antoine, Jean-Christophe, Denis, Izoum,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy L'HERITEAU,
ingénieur civil des Ponts et Chaussées,
survivant à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 30 juin 1989, à Paris.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 juillet, à 16 heures, au cimetière de Cachan.

— J'ai perdu ma mère,

Denise VIROT,
née Brea,

vendredi après-midi 30 juin 1989, décédée à Paris, des suites de la maladie du cancer.

Elle avait soixante-dix-neuf ans.
Son inhumation aura lieu à Bressols, son village natal, le mercredi 5 juillet, à 10 h 30.

Elle va beaucoup manquer à Nicole Virot,
sa fille,
à tous ceux qui l'ont aimée.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue Saint-Fargeau,
75020 Paris.
Les Tillenils,
82700 Bressols.

— Frédéric REY

est décédé le 29 juin 1989, dans sa soixante-troisième année.

Il sera inhumé à Mayres (Ardèche), mardi 4 juillet 1989, à 11 heures.

Ses parents,
Ses amis parisiens,
se réuniront au cours d'une messe donnée en l'honneur de sa mémoire en l'église Saint-Pierre de Montmartre, 2, rue du Mont-Cenis (près place du Tertre), vendredi 7 juillet, à 8 h 45.

— M^{me} Simonot-Pria,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Pierre Simonot-Dussart,
M. et M^{me} Michel Simonot-Jualani,
M^{me} Anne Simonot,
ses enfants,
Frédérique, Aurélien, Elisabeth Simonot,
Mélodie, Emilien Simonot,
Jérôme, Pierre Joseph,
ses petits-enfants,
M. Lucien Simonot
et sa famille,
M. Michel Pria
et sa famille,
ses frères, beau-frère, neveux et nièces,
Toute la famille,
Le docteur Fabre,
M^{me} Bochner,
son infirmière,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

docteur Pierre SIMONOT,
médecin chef
affecté à l'action sanitaire et sociale,
ancien adjoint au maire
et conseiller municipal de Lille,
membre fondateur
des Amis du monde de Lille,
ancien administrateur à la C.R.A.M.,
président honoraire
de l'Association Franco-URSS,
vétéran du Parti communiste français,
ancien officier de l'Ordre
commandant honoraire
par le général Koenig,
membre de la présidence départementale de l'ANACR et de la FNDIRP,
médaille de l'Intercommunalité,
et de la députation,
médaille des évadés
médaille soviétique
de l'amitié entre les peuples,
médaille d'or du travail,
médaille des combattants volontaires de la Résistance,

décédé à Lille, le 30 juin 1989, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ils vous prient d'assister aux funérailles civiles qui auront lieu à Wattrelos, le mercredi 5 juillet, à 15 h 30.

Les amis qui désirent lui rendre un dernier hommage pourront se réunir dès 14 h 45 au salon d'accueil du cimetière de Wattrelos.

Ni fleurs ni couronnes. Les remplacer par un don aux Médecins du Secours populaire CCP 65437 H Paris.

7, rue Duraica,
59000 Lille.

Anniversaires

— Le 2 juillet 1987 disparaissait

Emile-Pierre DUHARCOURT.

Le 4 juillet 1988 disparaissait son épouse,
Jeanne DUHARCOURT,
née Dreyfus.

Pour ces anniversaires et plus, leur fille

Michèle

décédée en mars 1982,

une pensée particulière est demandée à ceux qui les ont estimés et aimés.

Services religieux

PRIÈRES

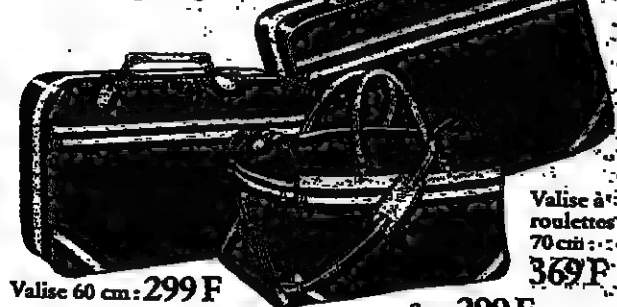
On nous prie d'annoncer, que les prières de l'année du décès de

Herbert PAGANI,

seront dites pour le repos de son âme, le mercredi 5 juillet 1989, à 18 h 30, à la synagogue Beit Shalom, 18, rue Saint-Lazare, Paris-9^e.

LA BAGAGERIE®

PROMOTION
Bagages légers et robustes
nylon noir garni gold



Valise à roulettes 70 cm 369 F

Valise 60 cm 299 F

Sac 299 F

PARIS 18, FAUBOURG SAINT-HONORE N° 4, RUE TRONCHET N° 4, RUE DU FOUR N° 7, RUE DE PASSY N° 10 - TOUR MONTMARTRE N° 1 - PARIS 2 - LYON 8, RUE DU PRÉSIDENT MONTAUBERT N° 1

هكزان الأول

Le Monde

ECONOMIE

L'EUROPE ET SES ILES

L'essor des Açores

L'archipel portugais profitera fortement des crédits communautaires pour son agriculture et sa pêche

En préalable, il importe de lever un malentendu. L'archipel portugais des neuf îles des Açores n'a rien à voir avec les Français l'imaginent parfois — avec ces paradis pour cartes postales des Caraïbes ou des tropiques. Émergées en plein milieu de l'Atlantique, à 1 400 km de Lisbonne et quatre heures d'avion de Boston, elles fleurissent davantage les grasses prairies et les pentes de collines que les cocotiers et le sable blanc. Pour cause : ce sont des volcans dont certains fument encore.

Et pourtant l'Europe, celle du Marché commun, est ici chez elle, autant qu'à Lille, Barcelone ou Munich. Mais quelle distance, quelle métamorphose géographique et sociologique par rapport aux « eurocités » de l'axe fort Londres, Bruxelles, Francfort et Milan.

La principale île, Sao Miguel, est elle-même éloignée de 600 km de celles — Corvo et Flores — qui, plus petites et plus occidentales, forment un peu les avant-postes de l'Europe face au continent américain. Exclusion faite des régions françaises d'outre-mer, les Açores, plus encore que les Canaries espagnoles, peuvent se targuer de constituer la région la plus excentrée par rapport au littoral de sa métropole continentale.

On comprend mieux alors, outre les spécificités propres à chaque île de l'archipel, la volonté des Açores, depuis que Lisbonne leur a accordé en 1976, comme à Madère, le statut d'autonomie, d'exercer un rôle majeur au sein de la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) de la CEE qui, des Shetland aux Canaries en passant par le Dodécanèse et la Guadeloupe, la Réunion ou la Corse, veulent faire entendre leur voix à Bruxelles et recevoir leur juste part des ECU communautaires.

L'intelligent président du gouvernement autonome, José Mota Amaral, sait parfaitement jouer de cette position géographique et stratégique tout à fait exceptionnelle. « Nous sommes partie intégrante du Portugal. Nous avons choisi sans arrière-pensée la CEE. Quand nous y allons, nous arrivons la tête haute à Bruxelles. »

Mais de longue date de nombreux Açoréens, sous la pression démographique, sont partis émigrer aux États-Unis ou au Canada, nos proches voisins de l'Ouest (1). C'est une réalité historique, humaine et géographique. Les échanges de capitaux, de marchandises et les voyages entre les Açores et le continent américain sont très nombreux. De cela aussi la CEE doit tenir compte.

Thé, thon et beurre salé

A de multiples points de vue, les Açores, et leurs 250 000 habitants, comme les autres îles « ultra-périphériques », peuvent faire valoir des handicaps, géographiques et économiques, par rapport à l'Alsace, le Kent ou la Lombardie. Un revenu par habitant inférieur de 30 % à celui du Portugal déjà beaucoup plus bas lui-même que la moyenne communautaire ; un secteur primaire qui emploie encore le quart de la population active ; un taux d'illettrés deux fois plus élevé que celui de l'Espagne.

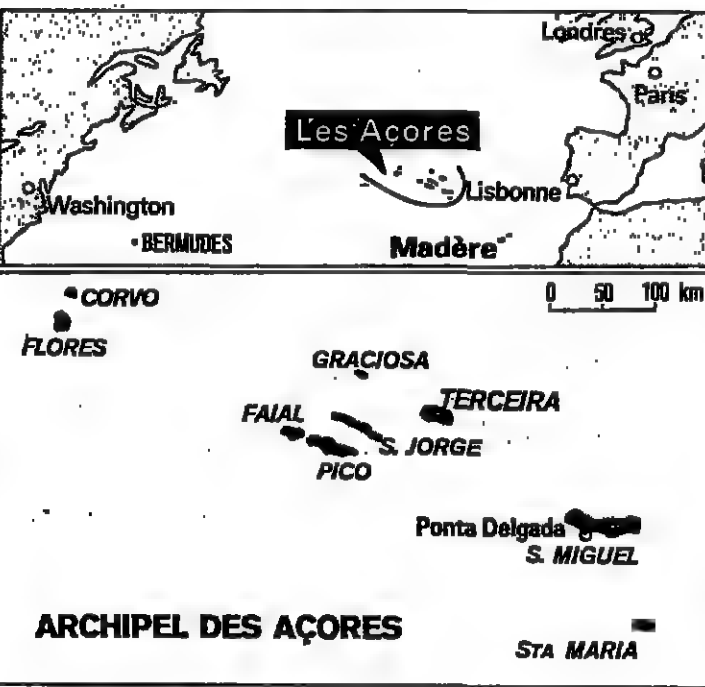
Grâce à la fertilité des sols volcaniques, la douceur du climat océanique (jamais moins de 14°C, rarement beaucoup plus de 25°C), l'agriculture et l'élevage (lait, fromage de Sao-Jorge, beurre salé « da bretonne », yaourts, vigne cultivée sur des parcelles minuscules bordées par des murets de lave) constituent, avec la pêche au thon et la culture

du thé, les ressources primordiales. Ainsi, l'agriculture intervient pour 30 % dans le PIB des Açores, contre 1,8 % en RFA et 10,7 % en Irlande, mais il s'agit d'une agriculture fragile, dont le développement se heurte, comme le dit le secrétaire (c'est-à-dire le ministre régional) à l'agriculture, Adolfo Ribeiro Lima, à « quatre goulets d'étranglement : une population active trop importante, qui empêche une rationalisation du secteur ; des agriculteurs ayant un faible niveau de formation, peu enclins à l'investissement ; des

petites exploitations, puisque 43 % couvrent moins d'un hectare ; un manque de dynamisme des organisations de producteurs ».

Les Açores suivent donc avec une extrême attention la mise en œuvre de la politique agricole commune. Elles veulent, pour leurs produits agricoles, que le débouché privilégié et garanti que constitue la métropole portugaise ne soit pas remis en cause tant que la productivité n'aura pas progressé de manière significative.

Sur au moins trois points, les Açores peuvent trouver des apaisements :



le Portugal, et les Açores en particulier, seront grandement bénéficiaires, comme la Corse et les DOM français, de la réforme des fonds structurels européens, dont le budget va doubler d'ici à 1993 ;

— les quotas laitiers épargnent les exploitants açoréens jusqu'à 1996 ;

— il en va de même pour les quotas de pêche. La flotte thonnière prend d'ailleurs un essor remarquable, ouvre des perspectives d'emplois nouveaux, et les conserveries jouent la carte du haut de gamme en exportant leurs produits à l'huile d'olive vers l'Italie.

Cabotage et petits avions

Fier mais sachant se montrer conciliant, le charismatique et sobre président du gouvernement régional sait que gouverner un archipel si loin de l'Europe continentale n'est pas chose aisée. Il doit composer à l'intérieur de sa propre région, alors que sa majorité politique ne tient qu'à un fil et que les bureaux des ministères régionaux sont répartis sur les trois principales îles. Si son palais rose et élégant domine la rade de Ponta Delgada, la capitale, le siège de l'assemblée régionale a été fixé à Faial, et le ministre de la République, symbolique présence de l'autorité de l'Etat central, réside son camp doré dans un ancien couvent du plus pur baroque à Angra, sur l'île de Terceira, classé par l'UNESCO patrimoine mondial après le tremblement de terre de 1981.

Cabotage maritime, petits avions surchargés des lignes intérieures de la compagnie publique régionale Air Açores ; journaux propres à chaque île, mais échanges incessants de fonctionnaires ; éclatement de l'université : tout concourt à la fois à préserver la diversité du microcosme insulaire et à le ressouder face à ses partenaires de l'extérieur, c'est-à-dire Lisbonne, Bruxelles, et... l'Amérique du Nord.

Un exemple : comme Madère, qui l'a obtenue de la CEE (la coopération avec l'île portugaise plus méridionale s'amplifie d'ailleurs d'année en année), les Açores veulent aussi leur zone franche. Les installations seront probablement localisées à Terceira — où les travaux du nouveau port vont bon train — et dans l'île de Santa-Maria, où l'immense aéroport et le centre de contrôle aérien de l'Atlantique, autrefois prestigieux, ont beaucoup perdu de leur lustre et de leur utilité.

L'un des objectifs du gouvernement açoréen vise précisément à mettre les bouchées doubles d'ici

à 1993 et à attirer par tous les moyens les investissements étrangers. Sans penser nécessairement au modèle de l'île Maurice (« le Monde de l'économie » du 27 juin), il faut tout de même avoir présent à l'esprit que le SMIC mensuel au Portugal ne dépasse pas 30 000 escudos (1 230 francs), ce qui peut « séduire » des entreprises manufacturières alléchées par ailleurs par des avantages fiscaux.

Le président de la chambre de commerce des Açores, José Montejardino, est un jeune manager de vingt-six ans formé dans une université américaine. Il relève comme « une bonne chose » le fait que le gouvernement régional, en place depuis les élections de novembre 1988, « ait affiché des objectifs économiques et pas seulement sociaux ». Et il a proposé que la chambre, qui veut ouvrir un bureau à Bruxelles avant la fin de l'année, élabore conjointement avec le gouvernement un « plan de marketing » auprès d'investisseurs étrangers, dans l'industrie bien sûr, notamment dans les secteurs agro-alimentaires ou électroniques, mais aussi dans le tourisme.

Un tourisme encore prudent (30 000 touristes en 1975 ; 99 000 en 1987), heureusement pour les amoureux de sites vierges, de traces d'histoire, de débauches de fleurs, qui forment d'un bout à l'autre de l'archipel un verdoyant parc naturel terrestre, maritime et lacustre. Ces lacs de cratère aux mille légendes au-dessus desquels tournoient encore des milans (2). Les Verts de la CEE seraient bien inspirés de regrouper ici leurs quartiers généraux.

Des Verts, au reste, que les Açoréens ne portent pas dans leur cœur car leurs campagnes écologiques incessantes pour mettre un terme à la chasse aux cachalots (ancrée dans le génie des liens comme la corrida l'est dans celui des Espagnols) ont porté leurs fruits. Et l'on n'en parle plus, aujourd'hui, qu'avec amertume... au musée du petit port endormi de Lajes, au pied du majestueux et isolé volcan du Pico.

De Ponta Delgada, FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 20.)

ANNIVERSAIRE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Parfum d'orléanisme

La grande idée du roi des Français — faire coexister le profit et le progrès — est toujours d'actualité

par FRANCIS DÉMIER (*)

LES Français vont participer à une commémoration traditionnelle des événements de juillet 1789. Il est désormais admis qu'on peut fêter la prise de la Bastille et trouver le roi plutôt sympathique, s'enthousiasmer pour la démocratie républicaine et faire des festivités de juillet un sommet dans le septennat renouvelé du président-monarque.

L'exercice n'a rien d'usé et pourrait même être l'occasion de rendre hommage à une autre révolution de juillet, celle de 1830, l'égérie de la monarchie de Louis-Philippe. Au lendemain des fameuses Trois Glorieuses, La Fayette, mémoire de 1789 et expert en matière de comités, proposait déjà — et avec succès — en présentant le futur roi-citoyen au peuple de Paris, « un trône populaire, entouré d'institutions républicaines... »

Le malaise des « affaires »

Cependant, en dépit du parfum d'orléanisme qui flotte dans l'air de la République, et au moment où le libéralisme et l'argent sortaient d'un si long purgatoire, les experts en légitimité républicaine se refusent dans leur majorité à pousser plus loin l'ouverture historique. Dans le code des références politiques, le régime du roi des Français constitue encore un antédilecte commode, qui a laissé une image si catastrophique que le Second Empire lui-même symbolise tous les progrès. On est prêt alors à pardonner à l'affairisme, car il a au moins construit des chemins de fer.

La monarchie de Juillet, c'est vrai, a eu le mauvais goût de revendiquer de façon si prosaïque sa nature bourgeoise, quand ses

successeurs s'évertuaient à la cacher, qu'elle a beaucoup de mal à figurer dans la galerie des pouvoirs qui ont fondé la France contemporaine. On garde un mémoire de la malaise profonde qui affecte la fin du règne quand des affaires alourdissent encore le sentiment de dégradation morale dans un régime isolé. Le président Teste, ancien garde des Sceaux, et le général Cavaignac, ancien ministre de la guerre, sont convaincus d'avoir touché de gros pots-de-vin pour accorder une concession minière.

Tocqueville, qui fut une des personnalités du moment, est de ceux qui pardonnent le moins au régime d'avoir laissé cette image à l'histoire : « La postérité, souligne-t-il, qui ne voit que les crimes éclatants et à laquelle d'ordinaire les vices échappent, ne saura jamais à quel degré le gouvernement d'alors avait sur la fin pris les allures d'une compagnie industrielle, où toutes les opérations se font en vue du bénéfice que les sociétés en peuvent retirer. » « Ces vices tenaient aux instincts naturels de la classe dominante, à son absolu pouvoir, au caractère même du temps. »

Quand on considère la rapidité avec laquelle s'effondre le régime dans les journées de février 1848, on a le sentiment d'un édifice vide, déserté par ceux-là mêmes qui en étaient les locataires et qui ne lui accordent même pas l'honneur d'avoir fait semblant de résister un peu.

Et pourtant, à trop considérer un régime par l'effondrement qui

semble le frapper tout entier, on finit par oublier qu'il a une histoire — la IV^e République elle-même en a été longtemps victime. En soulignant que la monarchie a été renversée par une belle révolution qui prend pour devise la fraternité et la générosité après le règne de l'égoïsme et du mépris, on omet trop souvent de considérer que le régime de Juillet a été fondé lui aussi par une révolution, celle des 27, 28 et 29 juillet.

Un industrialisme prometteur

La monarchie qui émerge des Trois Glorieuses n'est pas la simple confiscation du mouvement populaire qui a permis aux notables de l'emporter contre la réaction aristocratique. C'est une monarchie tricolore qui, dans l'esprit de beaucoup de ses acteurs, se définit par sa fidélité aux idées de 1789. Si les libéraux repoussent la République, c'est moins par aversion à l'égard de ses principes que par hantise d'un enchaînement fatal entre le régime républicain, la terreur, la dictature et finalement une guerre avec l'Europe entière.

Le régime affirme sa volonté de progrès et l'homme qui semble le mieux la symboliser est le riche banquier Laffitte, nouveau chef de gouvernement. Le capital entend se classer dans le tiers état, reconstitué pour balayer les notables de l'Ancien Régime qui sont heurtés.

(*) Maître de conférences à l'université Paris-X.

s'attardent dans le dix-neuvième siècle. Certes, le règne de la classe moyenne est loin de la démocratie — on ne fait que doubler le nombre des électeurs : 200 000 pour 33 millions de Français ; mais l'entrepreneur est perçu comme un homme de progrès, le message de cet industrialisme prometteur — que l'on confond encore volontiers avec le socialisme — et qui semble prolonger les principes de la Révolution française en les transformant en richesses matérielles.

Cette solidarité du tiers état reconstitué de l'homme du peuple au banquier survit bien au-delà de l'événement révolutionnaire. Louis-Philippe ne manque jamais une occasion de rendre hommage aux racines progressistes du régime — la colonne de Juillet, place de la Bastille, est là pour en entretenir le souvenir — et, au moment où une avant-garde révolutionnaire entend faire un nouveau 1793, la Garde nationale, milice du régime dont l'assise sociale va jusqu'à la toute petite bourgeoisie, fait front pour repousser l'aventure.

Le régime est encore loin de se confondre avec le règne du capitaliste rapace parce que le libéralisme annonce une société ouverte à la promotion sociale de tous ceux qui sont restés en lisère du pouvoir politique. Ils peuvent à bon droit voir dans la loi Guizot sur l'enseignement primaire la chance d'un avenir plus digne, et dans le vote aux élections municipales auquel participent le quart des Français le point de départ d'une éducation politique. Un laboratoire d'idées, comme l'Académie des sciences morales doit permettre à l'intelligence de tracer le cap pour une modernisation sans heurts.

(Lire la suite page 22.)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associe une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DES - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modelé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE

Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chailot (Paris 10^e), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associés et accrédités de MBA et PhD - Europe et Asie.

REFONTE DE L'ÉCONOMIE MIXTE

Vers un nouveau pacte

La proposition récente du Sénat de supprimer l'autocontrôle des sociétés apparaît au premier coup d'œil comme un énorme pavé jeté dans la mare de l'establishment financier français. Moyen de protection efficace des pouvoirs dirigeants, les boucles d'autocontrôle s'étaient en effet multipliées lors des dernières opérations de privatisation et avaient grossi depuis.

Conjugué avec le système des participations croisées, ce mécanisme s'est ainsi placé au centre de la structuration du pouvoir des grands groupes privés, particulièrement financiers. Concrètement ces bouclages permettent aux différents PDG d'être choisis non pas par leurs actionnaires, comme le veut la loi du capitalisme ordinaire, mais au contraire par eux-mêmes puisqu'ils sont en position de contrôler leur propre actionnariat.

C'est la raison pour laquelle s'était développé depuis plusieurs mois tout un discours contre les actionnaires de référence, briseurs d'indépendance, qu'il fallait si possible évincer au profit de tours de table diversifiés. N'est-il pas en effet de meilleure garantie que de gérer soi-même sa propre légitimité en s'appuyant sur les mécanismes protecteurs de la propriété autocontrôlée ?

Une crainte justifiée

On le devinera aisément : l'amendement sénatorial fragilise d'un seul coup ces constructions opaques et artificielles. Pour tenter de les défendre encore, certains n'hésitent pas déjà à brandir pour un futur très proche le spectre de la mainmise de l'étranger sur les entreprises françaises, ne voyant sans doute pas que, en mettant en avant cette crainte, ils contribuent eux aussi à prêter le retour à des actionnaires de référence, et donc à des processus de recapitalisation des sociétés.

Ainsi doit-on comprendre dans ce contexte la convergence politique, a priori étonnante, entre la majorité sénatoriale défendant le principe d'un capitalisme pur et dur, renouant avec les sources originelles, et l'actuel gouvernement, inspiré plutôt par un principe de clarté et de responsabilité devant les échéances futures qui attendent l'industrie française. Mais que représentent au juste ces groupes financiers pratiquant l'autocontrôle ?

Quels sont les apports que pourraient demain prétendre jouer un rôle dans le processus de recapitalisation de ces groupes ? Répondre à ces questions, c'est inévitablement revenir sur le statut de l'économie mixte française, objet actuellement de bien des débats, et donc sur la question des rapports de forces entre capitaux publics et capitaux privés. A ces interrogations s'ajoute aussi celle de la recomposition des capitaux privés sous l'effet de la liberté promise prochainement aux actionnaires des noyaux durs.

S'agissant du rôle et du poids de ces groupes, il faut replacer leur action dans l'actuel mouvement de restructuration. A la dif-

férence d'autres économies où ce mouvement est profondément marqué par de pures logiques de marché (exemple des LBO aux Etats-Unis, des OPA en Grande-Bretagne), l'économie française est, vis-à-vis de ce mouvement, caractérisée au contraire par de fortes structures d'intermédiation, où les groupes bancaires et financiers sont largement impliqués dans les opérations de restructuration.

Compte tenu de l'ampleur atteinte par ce mouvement en France, les groupes les plus actifs et les plus puissants éprouvent aujourd'hui le besoin de se fédérer dans des ensembles encore plus vastes, qu'on peut appeler pour cette raison *pôles financiers*. Ce faisant, les réseaux qu'ils créent concourent à élargir la sphère financière dans sa totalité, et la fragmentent alors selon des logiques de positionnement strict

Avec la fin de l'autocontrôle, la coopération entre capitaux publics et capitaux privés apparaît comme une absolue nécessité

par FRANÇOIS MORIN (*)

tion, au sein des pôles financiers, de véritables groupes-réseaux, c'est-à-dire de groupes dont certains, par leur puissance, jouent un rôle pivot et les autres, plus nombreux, tiennent une place simplement *développée*, dans la conduite stratégique, des opérations de restructuration.

Les relations de pouvoir

Ce phénomène d'organisation touche aussi bien les pôles du secteur privé que ceux du secteur

public. La société-mère du groupe pivot s'explique fondamentalement par la mise en œuvre de tels bouclages. Ces relations forment de cette façon l'ossature organisationnelle du pôle ; et un principe de *participations croisées* (participations non croisées, quel qu'en soit le reste le sens) qui rend compte des relations de pouvoir externes avec d'autres groupes. Celles-ci contribuent de leur côté à fixer le contour stratégique du pôle.

Il est ainsi tout à fait remarquable que les deux plus puissants pôles privés (Paribas et Suez)

● Liens d'alliance ensuite avec les deux plus grandes compagnies des eaux françaises : la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux. Ces liens sont tout à fait centraux dans la mesure où les deux compagnies sont très fortement engagées dans les services liés aux industries de la communication.

● Enfin appartenance au réseau de chacun des pôles, même si elles sont contrôlées par l'Etat, des deux plus grandes compagnies pétrolières françaises : Paribas est le principal actionnaire privé de la CFP-Total, tandis que Elf, particulièrement privatisée, est un actionnaire de poids dans le noyau dur de Suez.

Am sein du secteur public, l'agencement des relations de pouvoir est évidemment imprégné de façon tout à fait déterminante par la présence de l'Etat comme actionnaire quasi exclusif. Pour- tant des groupes réseaux tendent

est peut-être ailleurs. Ces pôles financiers ne sont pas restés inactifs non seulement durant les opérations de privatisation mais surtout depuis les mouvements de recomposition des noyaux durs.

En règle générale leurs participations dans les groupes privatisés ont eu tendance à s'élever graduellement. Jusqu'à présent aucune de ces participations (ou aucun bloc de ces participations) n'a cependant été suffisante pour faire basculer un contrôle. C'est la raison pour laquelle ces participations de positionnement ont pour caractéristiques d'être significatives en montant de pourcentage détenu (en général entre 0,5 % et 5 % du capital), mais d'être cependant insuffisantes (ou plutôt jugées comme telles) pour offrir une représentation dans les conseils.

Des participations particulières

Dès lors le concept d'économie mixte à la française se résume, en grande partie dans le rôle que les pouvoirs publics entendent (ou entendront) faire jouer à ces participations particulières. Même si la taille des pôles financiers publics a en tendance à s'élargir récemment, il n'en demeure pas moins que ces pôles restent pour une large part exclus de la conduite stratégique du processus de restructuration en raison du morcellement de leur présence dans le capital des groupes privés.

Une action plus influente des pôles publics dans la conduite du processus serait évidemment atteinte sous les deux conditions suivantes :

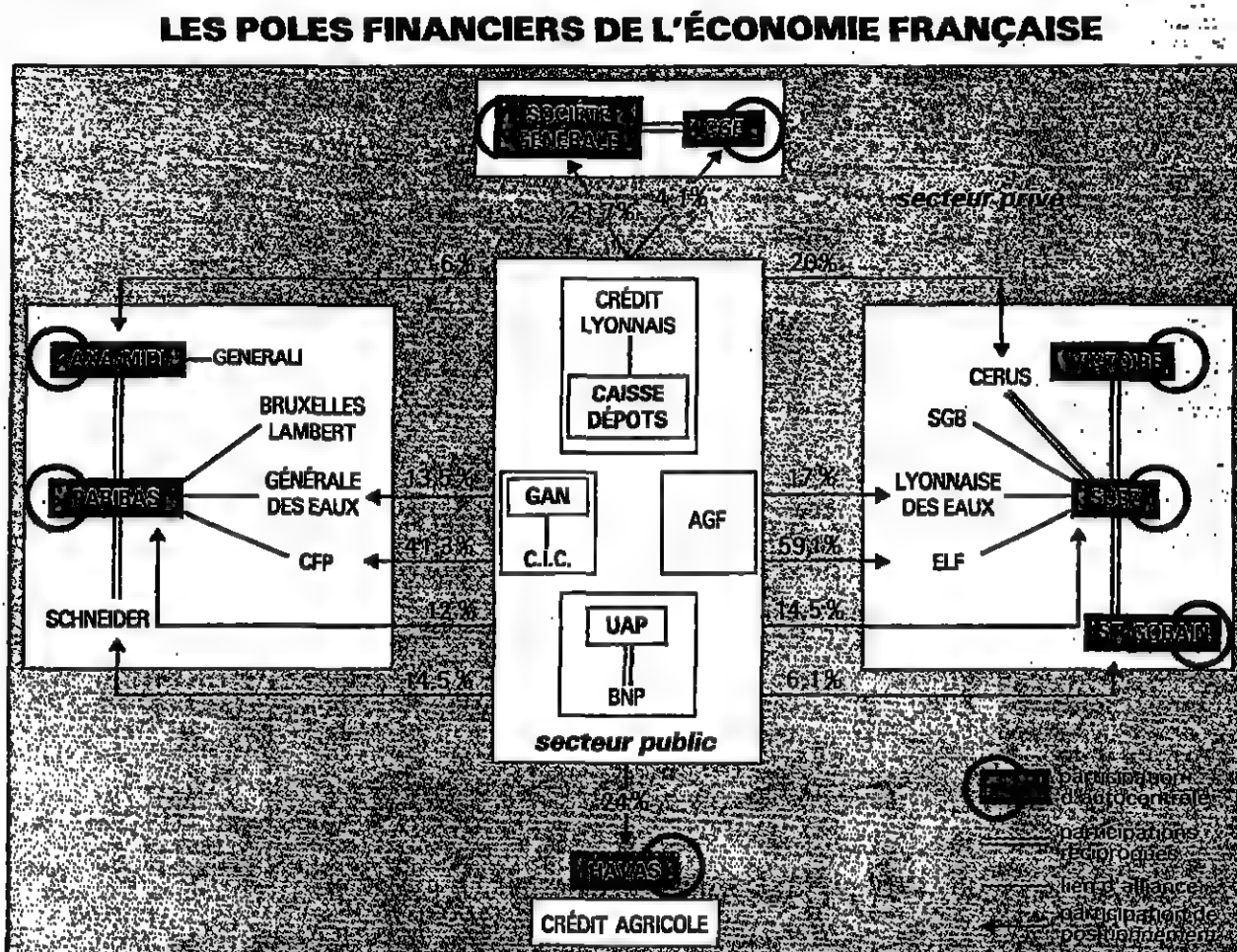
● D'une part, avec le regroupement des diverses participations de positionnement au sein d'un même pôle ; chaque pôle aurait alors la responsabilité du suivi d'un certain nombre de blocs de participations (le schéma illustre le montant des parts ainsi regroupées).

● D'autre part, avec l'existence d'une représentation dans les conseils au prorata, sinon de la part détenue dans le noyau stable, du moins de celle possédée dans le capital total.

A ces éléments qui relèvent d'une plus grande cohérence et d'une plus grande clarté de gestion, s'ajoute la part que prendront les groupes publics dans le processus de recapitalisation. Avec la fin de l'autocontrôle, de nouvelles structures d'actionnariat devront émerger où la coopération entre capitaux publics et capitaux privés apparaîtra comme une évidence et absolue nécessité. La taille des capitaux à réunir imposera en effet cette nouvelle vision de l'économie mixte.

Et puisque la nationalisation, même rampante, est exclue, le meilleur équilibre des actionnaires devrait aboutir assez naturellement à une confiance accrue entre les différents partenaires. Mais n'est-ce pas la précisément le but à atteindre au regard des enjeux considérables qui attendent l'appareil productif français durant les trois prochaines années ?

Après Maitre (le Monde du 29 décembre), Rhodés (31 janvier), les Comarles (14 février), la Corve (10 mai) et l'île de Man (30 mai), nous pourrions la publication de reportages sur les îles dans la Commission européenne.



imposées aux différents membres participants. Par ce biais se développe une *guerre de positions* entre pôles dont la traduction la plus nette est l'évolution incessante, mais à petits pas, des actionnariats et des représentations dans les conseils d'administration.

Depuis l'arrêt du processus de privatisation, en janvier 1988, mais de façon encore plus certaine depuis l'élection présidentielle, la principale ligne de segmentation qui traverse la sphère financière est sans aucun doute celle qui met face à face les groupes du secteur public et ceux du secteur privé. Mais, de part et d'autre de cette ligne, l'élément apparemment le plus significatif et le plus novateur est la forma-

public. Deux pôles financiers dominent largement le secteur public : l'UAP et la Caisse des dépôts. Ils en sont aussi les groupes pivots. Quant au secteur privé, il est structuré par l'essentiel autour de trois pôles dont les vrais groupes pivots sont Paribas, Suez et la Société Générale. D'un secteur à l'autre il faut toutefois remarquer des différences importantes quant à l'architecture des relations de pouvoir.

Pour les pôles privés, l'organisation de ces relations s'ordonne en effet autour de deux principes essentiels : un principe de *participations croisées* (autocontrôle et participations croisées) pour l'agencement des relations de pouvoir internes à chaque fois la majorité du conseil d'administra-

aient adopté la même configuration de réseau pour bâtir leur développement récent (cf. schéma) :

● Participations croisées d'une part avec deux des plus grands groupes privés d'assurance : AXA-Midi et Victoire ; et d'autre part avec deux groupes industriels français : Schneider et Saint-Gobain.

● Liaisons financières directes ou indirectes avec des groupes financiers étrangers de taille internationale : les Generali et Cerns (De Benedetti) pour les groupes italiens ; Bruxelles-Lambert et Société Générale de Belgique pour les groupes belges.

(*) Professeur à l'université Toulouse-I.

L'essor des Açores

(Suite de la page 19.)

Rien n'est plus étranger aux Açores que... la crainte de l'étranger. C'est d'ailleurs par vagues successives que les îles se peuplèrent de laborieux de Flandres ou de Bretagne, d'artisans et de marins espagnols, portugais ou brésiliens, ou encore de captifs maures. Pendant des décennies, à la faveur des écoles de marins ou d'avions, on a causé des relais des lignes téléphoniques, des colonies étrangères y firent souche. On peut entendre encore dans quelques bourgades proches de la pointe de Bretagne, à São-Miguel, des vieilles femmes répondre en français, quand on frappe à la porte : « Qui est là ? »

C'est d'ailleurs en raison de leur position géographique que le Portugal et les Açores ont accepté et maintenu sur leur sol depuis 1946 l'impressionnante base aérienne de l'US Air Force à Terceira. Périodiquement, les conditions financières et politiques (loyer, emplois, modernisation de l'armée portugaise) sont renégociées, après d'âpres discussions, entre Washington, Lisbonne et, bien sûr, les autorités des Açores. Les avions américains de surveillance de l'Atlantique se posent et décollent sur une piste de 3 000 mètres à un rythme soutenu.

Plus de 5 000 Américains vivent avec leur famille dans une ville

quasi complète et intégrée, comprenant des cinémas, des clubs (avec machines à sous), des églises, des écoles, des piscines, des hôtels, et... une clinique vétérinaire. La base offre du travail à 1 500 Portugais, et, pour les finances publiques, l'apport n'est pas négligeable : 40 millions de dollars par an.

Les mêmes principes président à la présence, depuis 1964, d'une base française, à Flores, ravitaillée régulièrement par un Transatlantique de l'Armée de l'Air. La cinquantaine de Français perchés sur ce rocher beaucoup plus hospitalier que Sainte-Hélène, au nom bien trouvé, surveillent et étendent les trajectoires des engins balistiques lancés depuis le centre d'essai des Landes et suivent, dit-on, mais de manière bien plus confidentielle, les mouvements des sous-marins nucléaires.

Les accords internationaux se traduisent, dans le budget régional, par des lignes de crédit, comme disent les banquiers, plus que symboliques (voir tableau ci-contre). Mais, par rapport à la masse des caisses européennes, les proportions vont, dans les prochaines années, complètement s'inverser. C'est le prix que les Açores américano-portugaises entendent faire payer à la CEE des riches afin que le grand marché de 1993 ne devienne pas, pour les îles des marges européennes, un marché de dupes.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Les ressources budgétaires

(en millions de dollars (*)

	Total	Dont : recettes fiscales	Transferts du budget national	Comptes internationaux (1)	Fonds européens
1986	202	87 (42,9 %)	42 (20,8 %)	44 (21,8 %)	12 (5,9 %)
1988	228	141 (61,7 %)	48 (21,0 %)	43 (18,8 %)	12 (5,3 %)
1989-1990	688	417 (60,5 %)	178 (25,9 %)	174 (25,3 %)	41 (5,9 %)
1990-1992	2 087	882 (42,3 %)	400 (19,2 %)	220 (10,6 %)	511 (24,5 %)

(1) Il s'agit des redevances que versent pour l'essentiel, les Etats-Unis, en contrepartie de l'utilisation de la base militaire de l'US Air Force de Terceira, et la France, pour la base de Flores.

(*) Sources : Plan à moyen terme du gouvernement régional des Açores 1989-1992.

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hôtelier International Paris-Genève-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL

Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure

de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année : BAC2^e année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

MAXIM'S 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - TEL. (1) 42.66.66.82

محضان الأمل

RÉFORME DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Entre souplesse et discipline

*Avec la parfaite mobilité des capitaux,
on ne fixe par décret ni l'étalon
ni la hiérarchie des monnaies de réserve*

par CHRISTIAN DE BOISSIEU (*)

L'ORGANISATION monétaire internationale tente depuis longtemps de concilier des exigences quelque peu contradictoires : d'une part, le souci d'élasticité, en référence à l'aisance avec laquelle le système financier absorbe les chocs (pétrole, dette...) et permet l'essor du commerce international, *grasso modo* deux fois plus rapide que celui de la production ; d'autre part, le besoin de règles du jeu, servant de forces de rappel en cas de dérapage.

A leur manière, les accords du Plaza et du Louvre et leur mise en œuvre participent de ce compromis entre la souplesse et la discipline, avec l'adoption de zones-cibles pour les taux de change directs, l'amorce d'une coordination internationale, la pratique d'interventions concertées à l'efficacité limitée et aléatoire comme en témoignent l'expérience de ces derniers mois et les à-coups du dollar.

Une démarche empreinte de « réalpolitik » plus que d'idéologie, légitimée par l'impossibilité, dans le contexte de déséquilibres internationaux et de parfaite mobilité du capital, de revenir sur l'amendement aux statuts du FMI qui a entériné les échanges flottants et la nécessité, dans un monde où les indicateurs habituels (masses monétaires...) sont brouillés, de faire des taux de change les points d'ancrage des anticipations et des politiques économiques, spécialement monétaires et fiscales.

Les zones-cibles, une formule intermédiaire pour une période de transition (mais s'agit-il vraiment d'une simple transition ?). Le dollar, même s'il a repris de la vigueur, est grignoté dans certaines de ses fonctions sans que s'affirme une suprématie évidente. Le polycentrisme monétaire se développe, certes, avec l'essor du yen, du deutschemark, dans une moindre mesure de l'ECU, mais sur un mode asymétrique, avec une subordination qui reste imparfaite entre le dollar et les monnaies venues l'épauler ou le concurrencer.

On ne fixe par décret ni l'étalon ni la hiérarchie des monnaies de réserve. C'est avant tout aux marchés qu'il appartient de déterminer la nature et la stabilité de l'édifice — en fait du triplot — monétaire qui se forme sous nos yeux.

De claires indications

Le dépassement des zones-cibles, le regain ici ou là des tensions inflationnistes et bien d'autres facteurs relancent en tout cas le débat récurrent sur la stabilisation des taux de change. Une institutionnalisation plus poussée des procédures de coordination engagées depuis le sommet de Tokyo (1986) permettrait, entre autres et sans prétendre s'inscrire dans la ligne de la faillite « impariale » de l'étalon-or, de mieux connaître et répartir les droits et obligations de chacun, et de donner des indications claires et à moyen terme à des marchés qui, pour l'instant, vivent à la petite semaine.

Toutefois un verrouillage trop ambitieux des taux de change entre les grandes monnaies comporterait aussi des risques. L'argument va bien au-delà des difficultés concrètes de fixation, pour les changes, de niveaux ou de fourchettes d'équilibre, — problème épineux s'il en est, — de marges souhaitables autour des niveaux de référence, au-delà des avantages et inconvénients d'un éventuel affichage public de zones-cibles qui sont en fait des secrets de polichinelle, du rôle exact des « fondamentaux », etc., etc.

Il prend comme point de départ des composantes sans doute irréversibles de la mutation financière : puisque le régime de Bretton-Woods n'a pas résisté à l'augmentation de la mobilité internationale des capitaux, comment prétendre faire se dérouler à l'envers le film qui, au début des années 70, a conduit aux changes flottants, dans un monde où la finance est le facteur le plus mobile, et où le multiplicateur des transactions financières par rapport aux échanges commerciaux croît de façon exponentielle ? D'une manière ou d'une autre, il faut bien faire face à l'impossibilité de cumuler des changes fixes, la parfaite mobilité des capitaux et des politiques monétaires nationales autonomes, et ne retenir au plus que deux parmi ces trois éléments.

Compte tenu de l'ampleur des déséquilibres internationaux (déficits américains, excédents du Japon, de la RFA, mais aussi de certains NPI, etc.), il serait présomptueux de se passer des effets-prix associés aux mouvements du change. Il est difficile de gagner sur tous les tableaux — observation qui relève plus de la logique que de la morale — et la formule des zones-cibles pour les taux de change nominaux, si elle répond à une demande évidente de plus grande sécurité dans les échanges internationaux, comporte à certains moments le risque de reporter la volatilité intrinsèque (celle dans la logique de l'économie

de marché et qui ne peut pas être éliminée par une coordination internationale, même large) vers d'autres variables, comme les taux de change réels et la compétitivité-prix, les taux d'intérêt, etc.

N'est-ce pas là aussi une leçon de 1987, l'année sans pareille en matière financière ? La stabilité accrue des changes ne provoque pas dans tous les cas de figure une augmentation de la variabilité des taux d'intérêt, mais il faut connaître, pour mieux les maîtriser, les risques de report. La même question incontournable revient : face à des chocs internes ou externes, transitoires ou durables, sur quelles variables et sur quels marchés peut et doit se porter cette volatilité intrinsèque ?

Sans prétendre atteindre nécessairement l'étape institutionnelle, une approche fonctionnelle doit aujourd'hui infléchir la pratique dans quatre directions :

• L'esprit de la gestion du flottement des monnaies, tel qu'il s'est manifesté depuis quelque temps, doit évoluer. Le paradoxe guette, avec des changes à la fois flottants au plan mondial, peu influencés par les interventions même concertées des Banques centrales mais en même temps exposés à certaines velléités de surdétermination. Il n'y a pas si longtemps, la stratégie de la monnaie faible, ou du moins dévaluée, était plutôt bien portée. Exigence, d'ailleurs souvent déçue, de compétitivité-prix et tension périodique de la dévaluation (ou de la dépréciation) compétitive !

Le vent a tourné — la désinflation et la réduction des primes de risque sur les monnaies faibles obligent.

Désormais, il y a plus de candidats que de postes à pourvoir au rang de monnaie indiscutée. Arithmétique impossible lorsqu'elle s'étend trop, à l'origine d'une surcote sur les taux d'intérêt (cela ne contredisant pas le fait que les monnaies fortes ont les taux d'intérêt les plus bas).

L'Allemagne, traumatisée par le spectre de l'inflation, ne supporte pas de voir contester sa véritable force de frappe, le deutschemark, comme en témoignent ses réactions depuis le milieu de 1988 et la toute récente augmentation de ses taux d'intérêt. Quant à la France, spectateur engagé via le SME dans ce ballet des taux d'intérêt, son esprit rapproché n'est-il pas de venir jouer dans la cour des grandes dévies ?

• Dans le cadre du G7, il faut étendre la meilleure répartition de l'ajustement entre pays à monnaie de réserve et autres pays, mais aussi entre pays excédentaires et pays déficitaires. Faut-il insister sur le thème de l'asymétrie (et de sa correction), qui dans les faits camoufle une dialectique assez perverse entre la délicate adaptation des politiques et l'impétuosité légitime des marchés. Pour le SME et son mécanisme de changes fixes mais ajustables, l'accord de Nyborg (septembre 1987) a été plus important par la volonté de rééquilibrer les obligations de chacun — un message spécialement destiné aux pays à monnaie forte — que par

son incidence sur la gestion des parités et la pratique des interventions.

Un Nyborg à l'échelle mondiale ? Pas à la lettre, mais peut-être dans l'esprit, dans le sens des nouvelles règles du jeu qui se dessinent. Mais n'attendons pas des conventions ce qu'elles ne peuvent pas donner. L'asymétrie fait figure de principe de régulation, en changes flottants comme en changes fixes, le problème étant d'éviter qu'elle ne profite toujours aux mêmes.

Le souci de cohérence

La montée du polycentrisme monétaire ne sonne pas le glas des phénomènes de hiérarchie entre monnaies ! De plus, la coordination internationale ne peut prétendre gommer, d'un coup de baguette magique, les asymétries. En fait, en les internationalisant, elle les rend plus supportables par toutes les parties.

• Reste à combler l'écart irritant entre les appels répétés à la coordination et une réalité souvent non coopérative, condition indispensable pour la crédibilité du processus. Le désaccord persiste encore sur les principes, entre ceux qui privilégient

(*) Professeur à l'université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne).

la coordination par les marchés et la « main invisible » et ceux qui la jugent insuffisante, sans parler des débats sur les modalités.

L'exigence minimale serait de passer de la coordination *ex post*, pratique du fait accompli et de la simple circulation de l'information, à la coordination *ex ante* seule digne de ce nom. Mutation difficile à opérer, puisqu'elle n'est même pas toujours obtenue dans le cadre européen.

La convergence parfaite dans les performances rendrait en grande partie superflue l'exercice de coordination. Mais la condition va au-delà de la convergence, déjà bien engagée, des taux d'inflation, puisqu'elle concerne aussi les performances industrielles, les balances de paiement, etc. Exigence excessive, qui risque de conduire au sous-optimum. Le souci de la cohérence doit, dans plusieurs domaines, l'emporter sur celui de la convergence.

Dans ce sens, la surveillance multilatérale d'une batterie d'indicateurs (soldes budgétaires, balances courantes, croissance réelle, taux de change, taux d'intérêt...) prétend assurer la compatibilité *a priori* des politiques. Elle mélange par trop instruments, objectifs intermédiaires et objectifs ultimes, et doit viser à déclencher des forces de rappel plus ambitieuses face à des incohérences ou à des dérapages.

Un épais brouillard n'envelopperait-il pas aujourd'hui, dans le débat européen comme à l'intérieur du G7, la question pourtant cruciale de la coordination des politiques budgétaires dans le contexte de totale information financière, et par conséquent les problèmes se situant à l'articula-

tion de la monnaie et du budget ? Une certitude cependant : ce n'est pas en sursautant « votre épargne nous intéresse » à l'oreille des Allemands que certains pays de l'Europe du Sud à forts déficits publics vont convaincre la RFA de leur véritable intention de les réduire.

• L'accroissement du capital de la Banque mondiale et des quotas du FMI figure parmi les urgences. D'abord pour donner de la consistance à l'Initiative Brady sur la dette, et aux mécanismes de garantie qui lui sont associés, car bien sûr la coordination ne s'arrête pas aux taux de change. Ensuite, pour éviter la marginalisation financière progressive des organismes multilatéraux.

L'Europe sera d'autant mieux à même de faire partager à l'extérieur des solutions coopératives qu'elle aura réussi à les imposer à l'intérieur. Alors oublions vite avril 1989, ce mois des déconvenues communautaires où, l'encre du rapport Delors à peine sèche, se sont multipliés les accrocs (augmentation non concertée des taux allemands, divergences sur la fiscalité de l'épargne...).

Avant de chercher à exporter le SME, les pays de la CEE doivent, après Madrid, prouver leur capacité à amorcer les premiers moments de la séquence vers l'union économique et monétaire. Amorcer, puisqu'il ne faut pas trop compter sur une nuit du 4 août des souverainetés monétaires nationales, en fait déjà entamées par la globalisation et l'innovation financières. Le gradualisme paraît inévitable, avec son cortège de progrès, de pauses et peut-être aussi de reculs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La souscription des parts des "Fonds Partenaires" étant close à cette date, le présent avis est publié uniquement à titre d'information. Les fonds "Partenaires I", "Partenaires II", "Partenaires III" et "Partenaires IV" sont des fonds communs de placement à risques, loi du 3 janvier 1983, organisés à l'initiative de Lazard Frères et Cie, dépositaire et "Fonds Partenaires - Gestion", société de gestion.

FONDS PARTENAIRES

1,8 Milliard de Francs

Les "Fonds PARTENAIRES" réunissent :

Lazard Frères et Cie

BNP - UAP

GE Capital

Caisse Nationale de
Crédit Agricole

Crédit Suisse

Dresdner Bank

AXA

Crédit National

Sofina

La Mondiale

Crédit Agricole
Ile de France

GMF

Banque
de Luxembourg

Generali

Riunione Adriatica
di Sicurtà S.p.A.

Apicil

Le Continent
(groupe d'assurances)

GPA-Vie

MACSF-MAVPS
(groupe UMAPS)

Mutualité Française

Sofaris

et divers investisseurs institutionnels et industriels.

Les "Fonds Partenaires" ont vocation à prendre des participations en capital dans des sociétés industrielles ou de services, situées en Europe, à l'occasion d'opérations amicales. Ces prises de participation seront notamment réalisées au travers de transactions à effet de levier ou de rachats par les dirigeants et les salariés.

La chronique de Paul Fabra

La monnaie européenne après Madrid

Le compromis de Madrid, s'il constitue une première manche gagnée par la « méthode Delors » d'approche vers l'union économique et monétaire, ne dissipe pas, bien au contraire, les ambiguïtés du célèbre rapport qui porte le nom du président de la Commission européenne. Il donne des principaux enjeux une image déformée en portant presque uniquement, et abusivement, le projecteur sur le débat qui oppose Mme Thatcher, affaiblie par les résultats des élections européennes, à ses onze partenaires de la CEE, désirant tous, à des degrés divers, mener à son terme le processus d'unification proposé par le rapport Delors.

Une première anomalie frappe dans cette description : les partisans les plus convaincus de l'union économique et monétaire dans sa version la plus contraignante, celle qui précéderait à été adoptée par les auteurs du document — les gouvernements des banques centrales plus cinq personnalités indépendantes — sont les pays que la presse anglaise s'est efforcée de qualifier de « latins » : France, Italie, Espagne, Belgique. Or ces pays, est-il nécessaire de le rappeler, ne se sont pas distingués au cours de la dernière décennie par les succès de leurs politiques de change respectives.

Certes, le franc passe aujourd'hui pour une monnaie solide, mais cette figure avantageuse est encore trop récente pour être considérée comme immuable. Le dernier relèvement des taux d'intérêt a montré une fois de plus l'étroite dépendance de la Banque de France quant aux initiatives prises à Francfort. De leur côté, la lire italienne et la peseta jouissent au sein du SME d'un statut spécial (marge de fluctuation portée à 6 % au lieu des 2,5 % généralement autorisés). Cela souligne leur fragilité malgré la belle tenue de la peseta due à l'extrême de taux d'intérêt particulièrement élevés et à l'afflux de capitaux étrangers qui en résulte. Quant au franc belge, s'il s'est montré beaucoup plus stable que les trois monnaies citées, il doit cette stabilité à de hauts taux d'intérêt, à un système de notation particulièrement compliqué, et, last but not least, à un considérable endettement extérieur (les emprunts étrangers, se traduisant par définition par une entrée de capitaux, ont pour conséquence, tout au moins dans une première phase, de soutenir le cours d'une monnaie).

Faut-il en conclure que les pays latins en question, instruits par une cruelle expérience, se sont tardivement mais fermement convertis à une plus grande

rigueur ? Cette explication a certainement sa part de vérité. Le rapport Delors mis aujourd'hui en avant à Paris et ailleurs assigne comme premier objectif au futur « système européen de banque centrale (SEBC) » la « stabilité des prix ». Voilà qui est clair et net.

Quelle que soit pourtant la sincérité de l'adhésion des pays « latins » à ce souci prioritaire, il apparaît bien qu'il se double chez eux d'une autre préoccupation au moins aussi importante et aussi constante. « La politique trop restrictive de la Bundesbank sur laquelle nous sommes bien obligés de nous aligner nous veut en permanence quelques cinq mille chômeurs supplémentaires », disait récemment en privé un des hauts personnalités de l'Etat. A la lumière de cette réflexion, on comprend mieux l'étonnante conversion de la France, si soucieuse par ailleurs d'affirmer le maintien de sa souveraineté en matière de TVA, à une structure monétaire « fédérative ».

Ne s'agirait-il pas, en créant le système européen de banque centrale, de diluer l'influence allemande ? Quel que soit en effet le rôle que jouerait le président de la Bundesbank au sein du conseil de la nouvelle institution monétaire européenne, il n'y aurait plus seul maître à bord ; il devrait, d'une façon ou d'une autre, composer.

Regardons maintenant du point de vue allemand comment se présente le projet dont M. Karl-Otto Poehl a été un des principaux architectes. Le président de la Bundesbank n'en fait pas mystère, et il se félicite, comme il se doit, de voir dans le document, reconnu et loué, « le rôle joué par le deutschemark comme point d'ancrage pour les politiques monétaires et d'intervention des participants » [au SME]. C'est ce qu'il déclarait au Monde dans un entretien publié dans nos éditions du 23 mai dernier.

Pour éviter les débordements, les Allemands comptent sur les nombreuses et apparemment très contraignantes conditions posées par le rapport Delors, souvent à leur demande, pour aboutir à l'union monétaire. Il reste que l'interprétation de ces conditions n'est sans doute pas la même à Francfort et Bonn d'un

côté, à Paris, Rome, Madrid, Bruxelles d'un autre côté. Je me bornerai ici à un seul exemple.

On connaît l'attachement quasi mytique des Allemands pour l'indépendance de leur banque centrale. Ils ont même réussi à se convaincre et à persuader leurs partenaires étrangers que cette particularité avait quasiment une valeur constitutionnelle dans la République fédérale. Or il n'en est rien. L'autonomie de l'institut d'émission de Francfort pourrait être remise en cause par une simple loi, ce que ses dirigeants, pour leur part, n'oublient jamais.

Quoi qu'il en soit, M. Poehl estime que le futur système européen de banque centrale ne pourra fonctionner qu'à la condition que les gouvernements des Etats d'émission nationaux, qui en composeront le conseil d'administration, soient tous indépendants non seulement par rapport aux douze gouvernements, mais aussi par rapport aux institutions communautaires. Il est vrai que cette nécessité est pleinement reconnue dans le rapport, comme se plaît aussi à le souligner M. Poehl dans l'entretien que nous venons de citer.

Pour assurer cette autonomie, le rapport va jusqu'à préciser certaines des mesures. Il préconise en particulier que les gouvernements des banques centrales nommés par leurs gouvernements respectifs le soient irrévocablement pour une durée déterminée. Tel est le cas dans tous les pays où la banque centrale jouit d'une grande autonomie. L'Allemagne fédérale, mais aussi les Etats-Unis et la Suisse.

Comment, à Paris, interprète-t-on ces dispositions qui n'ont certes pas force de loi, mais qui sont contenues dans un rapport, commandé par les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, qui porte la signature de M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France ?

Sur cette question, une récente interview donnée par M. Pierre Bérégovoy à notre confrère l'Expansion fournit une réponse propre à modérer l'enthousiasme des Allemands. Le ministre français de l'économie et des finances y déclare : « (...) Je suis favorable à la mise en place d'une banque centrale

européenne indépendante si cela peut faire avancer l'objectif d'union monétaire, mais cette indépendance doit tenir compte de l'interdépendance entre la politique monétaire et la politique économique. » Notre confrère, précisant sa question, demandait ensuite à M. Bérégovoy s'il serait nécessaire, en vue de l'union monétaire européenne, de modifier le statut de la Banque de France. « Non, répondit le ministre, pas besoin de bouleverser ce qui marche bien en France en fonction de ce qui va se préparer en Europe. » A bon entendeur salut.

Tempérons ce qui vient d'être dit par la remarque suivante : au fil des ans, le contraste s'est beaucoup accru entre d'une part la discipline monétaire allemande, motivée par une grande aversion pour l'inflation, et d'autre part l'inspiration dominante des dirigeants français (pour ne parler que d'eux) : toujours prompts à renouer avec la vieille idée selon laquelle il ne faut pas sacrifier l'économie à la monnaie (la vérité est plutôt que, si on n'attache pas assez d'importance à la monnaie, on sacrifie à terme l'économie). Malgré les apparences, la Bundesbank a mis beaucoup d'eau dans son vin, et le résultat est qu'aujourd'hui les taux d'intérêt en RFA atteignent des niveaux qui attestent la force de pressions inflationnistes sous-jacentes.

Les Français, et parmi eux les socialistes, ont fait de leur côté une bonne partie du chemin inverse. Pierre Bérégovoy s'est fait le champion d'un franc stable. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Rocard a défini une ligne à laquelle il s'est jusqu'ici maintenu : refus de se donner les facilités d'une nouvelle dévaluation au sein du SME.

Il reste qu'il existe bien en Europe une vision social-démocrate de la monnaie. Elle s'inscrit parfaitement, et c'est là une des raisons de sa force presque irrésistible, dans le courant principal des idées professées sur le sujet par la majorité des économistes modernes et des praticiens de la finance : la monnaie est avant tout un instrument aux mains de la puissance publique ; sa gestion est une des composantes de l'Etat.

A cette conception qu'on pourrait qualifier de relativiste s'oppose une autre tradition restée vivante dans l'esprit des Allemands, sinon toujours dans la pratique quotidienne de leur banque centrale et de leur gouvernement. Selon cette tradition, les citoyens ont droit à une monnaie stable, comme ils ont droit à la sécurité de leur personne et de leurs biens (entre la sécurité de la monnaie et celle des biens, il y a un lien évident). En conséquence, la politique dite macro-économique doit jouer le moins possible avec le crédit. D'où l'opportunité de confier à l'institut d'émission, considéré comme le gardien de la monnaie, une large liberté de manœuvre.

De quel côté penchera la Communauté européenne ? Si on le lit superficiellement, on serait tenté de conclure que le rapport Delors donne des gages sérieux aux partisans de la stabilité, considérée comme un impératif catégorique de l'ordre économique, voire de la démocratie, tel que, heureusement, est l'avis aujourd'hui, c'est-à-dire inamovible avec le maintien d'un Etat de droit. L'inflation est un impôt non voté.

Cependant, on peut penser que les auteurs du rapport Delors, s'ils avaient été animés profondément par cette tradition, auraient rédigé un rapport... monétaire. Or le document est extrêmement pauvre sur le sujet.

Il y a trois quarts de siècle, les fondateurs du système de réserve fédéral, créé aux Etats-Unis en 1913, avaient aussi confié à cette nouvelle institution la mission de conserver les valeurs de la monnaie. Au fil des ans, l'énorme système est devenu un instrument d'impérialisme monétaire, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des Etats-Unis. Or une monnaie stable est une monnaie neutre, ce qui cadre mal avec la domination de fait du dollar sur l'économie capitaliste moderne.

Plutôt que de s'interroger sur un avenir hypothétique, demandons-nous comment fonctionnerait un système européen de banque centrale si d'aventure les Onze ou les Douze décidaient de le créer tout de suite ? De la négociation de Madrid et encore plus des discussions en coulisse, on retire la quasi-certitude que, indépendamment ou non, les membres du conseil d'administration de l'institut d'émission européen se détermineraient sur des motifs politiques. On n'a jamais vu l'objectif de stabilité servi par une extrême politisation de la gestion monétaire.

ANNIVERSAIRE DE LA MONARCHIE DE JUILLET

Parfum d'orléanisme

(Suite de la page 19.)

Alors comment en est-on arrivé à la déroute de 1848 ? Probablement parce que le progrès et la liberté qui sont chevillés au cœur des hommes de la période n'ont pas pris la forme attendue.

Non pas qu'on en soit resté au niveau des promesses creuses. En dépit des apparences, l'évolution est plus bouleversante que prévu, mais pas assez cependant pour que l'idéologie du capitalisme

libéral ne se substitue sans rupture à celle du tiers état.

Si l'on peut parler d'un décalage français, il semble bien qu'il commence au tournant des années 1840, à un moment où une économie encore diluée dans la petite production voit surgir de grandes entreprises métallurgiques à l'anglaise et des compagnies de chemins de fer associées aux banques qui annoncent le grand capitalisme. Mais loin d'apparaître comme le fruit du progrès, cette

nouvelle industrialisation inquiète le vaste camp d'une petite bourgeoisie qui y voit au contraire la résurgence des monopoles et des privilèges de l'Ancien Régime qu'on avait pensé abattre en 1830.

Alors que la nouvelle féodalité industrielle ne représente pourtant qu'une composante très minoritaire dans une production où la division du travail reste le ressort dominant de l'expansion, les nostalgiques de la France des hiérarchies et de la ruralité joignent leur voix à celle des démocrates, des philanthropes inquiets, pour dénoncer l'irruption d'un capitalisme qui s'accompagne de la plaie du paupérisme, de l'écrasement de la petite entreprise, et qui ne joue même pas le jeu du libéralisme puisqu'il protège furtivement ses hauts prix dans un protectionnisme rigoureux et refuse la concurrence anglaise.

Les années 1840, contrairement à une légende, ne sont pas celles du libéralisme triomphant mais celles de son éclatement et de sa déroute qui ouvrent la voie à la révolution et au Second Empire. D'ailleurs, qui croit encore à la liberté dans les termes qui ont permis au régime de trouver sa légitimité ?

Pour Guizot, au-delà du cercle étroit des notables censitaires, la liberté fait peur ; elle ne peut plus être qu'une force de bouleversement. Paradoxalement, cet adversaire de l'Angleterre est parvenu à l'idée de s'engager sur la voie d'une réforme, même timide, et s'efforce à démontrer à l'opinion — que, face à la mutation de la société, la seule réponse possible est de ne plus rien changer.

Le patronat ? Hors de l'usine où elle lui convient, la liberté lui

fait horreur et sa grande hantise est que l'Etat cesse de lui apporter aide et protection, et ne s'abandonne aux conseils des économistes et des grands technocrates, partisans d'injecter une dose nouvelle de liberté pour oxygéner un capitalisme prématurément figé. Dans la société, les dégués du libéralisme sont légion. Le temps n'est pas à l'individualisme mais à sa contestation.

Des légitimités opposées

Naufrage du libéralisme ? C'est conclure un peu vite. La critique du « conservatisme borne » ne débouche pas sur quelque collectivisme dont personne ne voit encore clairement les contours, mais sur la volonté de retrouver dans la société où l'individu reste la valeur cardinale une cohésion et une solidarité perdues.

Les années Guizot montrent seulement que, en France, la rencontre du libéralisme et du capitalisme a été tumultueuse. L'interprétation française du libéralisme n'a jamais pu précisément se réduire à compter les profits de l'entrepreneur sans signer son échec.

A défaut de commémoration, la monarchie de Juillet, qui se définissait comme « la meilleure des républiques », mérite au moins que la France d'aujourd'hui, quand elle part en quête de son identité, n'exclut pas du champ de sa réflexion historique un régime qui est une des déclinaisons possibles des principes de 1789. Au jeu des miroirs, elle pose le problème, somme toute assez actuel, des expériences politiques nationales qui se sont fondées sur

l'alliage instable d'une double légitimité. Légitimité accordée, qui est celle d'un tiers état de rassemblement, dont la pâte est toujours travaillée par le levain de l'égalitarisme ; et légitimité recherchée, qui est celle de l'économie de profit, considérée en fait comme le levier essentiel du progrès.

De telles expériences semblent trouver, presque naturellement, leur point d'équilibre à mi-chemin de leurs origines opposées, vers un centre où se neutralisent habile-

ment les forces antagoniques. Guizot n'est-il pas l'inventeur du centrisme ? Mais l'histoire est souvent ingrate pour les alchimistes de la vie politique. Au moment où le ministre de Louis-Philippe pensait avoir enfin découvert la formule susceptible de faire prendre l'art de gérer pour le terme de l'histoire, les fondateurs de juillet 1830 lui rappelaient sans phrases que le régime était né d'une révolution.

FRANCIS DÉMIER.

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

ADMISSION

jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

2^{ème} CYCLE

MANAGEMENT EUROPEEN

INFORMATION-ADMISSION

IEMI (1) 42 66 66 82

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tel. : (1) 42 66 66 82

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

formez aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS

(réponse par courrier uniquement)

M. - Mme - Mlle _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Niveau d'études actuel _____ Age _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Expression Visuelle
<input type="checkbox"/> Ecoles de Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Artistique Appliquée
<input type="checkbox"/> Ecoles d'Architecture	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Administration Militaire	<input type="checkbox"/> Gestion Humaine
<input type="checkbox"/> Commerce	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénierie Civile
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Conception	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Management Hôtelier
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Marketing de l'Art
<input type="checkbox"/> Communication Publique	<input type="checkbox"/> Optique
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Paradoxe
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Réseaux de Télécommunications
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Système de Mode
<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/> Tourisme
<input type="checkbox"/> Electromécanique	<input type="checkbox"/> Transport

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.



SOUCHIER-FAGES S.A.

Fondée en 1830, notre entreprise est devenue leader dans le domaine Sécurité-Incendie (ventilation-désenfumage) grâce à une grande capacité d'innovation.

Nous poursuivons notre développement par croissance externe et renforçons notre organisation en créant un poste de :

DIRECTEUR GENERAL

Il recevra entière délégation de notre PDG qui assurera jusqu'à ce jour la fonction. A la tête d'une entreprise de 120 personnes, il sera pour mission d'animer l'ensemble de la structure (dont deux usines), avec une priorité à l'organisation.

Vous avez environ 35 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR Grande Ecole, et une expérience d'au moins cinq ans dans un poste de management général en opérationnel, de préférence dans un univers proche du bâtiment, ou de la mécanique (petites séries).

Généraliste, vous avez une grande faculté d'adaptation et une flexibilité qui vous permettent de traiter efficacement toutes les questions liées à la gestion d'une PME dynamique.animateur et fédérateur, vous savez mobiliser les énergies et prendre rapidement des décisions.

La maîtrise de la langue anglaise est très souhaitable. Poste basé à Marne-la-Vallée.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 1710 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

Nord région lyonnaise

"Clés-en-mains" dans la Construction Industrialisée :

Un Directeur Général qui aime l'action

Une PME pleine de potentialités : créativité, image de marque, rapidité, coût et qualité d'exécution. Mais aussi une PME à faire progresser dans tous les domaines : marketing et commercial, développement d'ingénierie, management des équipes, diversification (export).

En résumé, un challenge, un vrai, complet, passionnant et plein de perspectives pour cette entreprise dépendant d'un groupe qui connaît une progression spectaculaire.

Sa politique d'expansion par achats d'entreprises ou synergie, son niveau de rentabilité, sa notoriété croissante, permettent à son manager de vous ouvrir d'autres horizons (actionariat, DG d'autres filiales, etc.), si vous êtes un homme d'affaires confirmé (de préférence secteur entreprise BTP ou ingénierie de bâtiment), mais aussi un entrepreneur créatif qui concilie le sens de la stratégie, le talent d'un meneur d'hommes, le savoir-faire d'un gestionnaire.

Jacques VUARIER étudie confidentiellement votre candidature sous réf. 4344 à



Immeuble "Le Highway",
41 quai Fulchiron, 69005 LYON.
TEL 78.38.31.77.

DIRECTEUR GENERAL



LE TRAMWAY NANTAIS,
UNE IDÉE QUI FAIT VIVRE L'AMBICTION
AU QUOTIDIEN.

Le dynamisme de NANTES, reconnu tant en France qu'à l'étranger est le fleuron de cette ville universitaire, 7^e agglomération française et véritable pôle d'attraction de l'Ouest. Nous avons été la première ville au monde à utiliser le Tramway : aujourd'hui nous voulons aller encore plus loin dans l'exploitation et le développement de ce moyen. Syndicat Intercommunal de l'Agglomération Nantaise (S.I.M.A.N.), nous rassemblons 19 communes avec 500.000 habitants et recherchons pour notre Société de Transports Urbains, le SIMAN, son DIRECTEUR GENERAL.

Vous dirigeerez un effectif de 1000 personnes. Votre solide expérience de la gestion des Ressources Humaines et la mise en œuvre de transports en commun en site propre (ICSP) sont vos meilleurs atouts pour réussir à ce poste et développer notre réseau Tramway. La connaissance d'un réseau de transports urbains et de son exploitation sera un plus.

Si comme nous, votre ambition est de vivre la réussite au quotidien, rejoignez NANTES ! Merci d'adresser votre candidature à Monsieur Jean-Marc ARRAULT, Président du S.I.M.A.N. - 11, boulevard Michelet - 44300 NANTES.

SIMAN



GROUPAMA

Dans le cadre de la réalisation de son ambitieux SCHEMA DIRECTEUR qui a pour objectif de réussir la mise en place d'un SYSTEME d'INFORMATIONS très performant à l'appui des techniques les plus modernes d'ORGANISATION et d'INFORMATIQUE, recherche

RESPONSABLE du SECTEUR d'ETUDES

"Administration - Finance - Comptabilité"

MARNE-LA-VALLEE

Si vous êtes diplômé BAC + 4 avec 10 ans de métier, CONCEPTEUR, "MANAGER" et très RELATIONNEL.

Vous prendrez la responsabilité des Etudes PREALABLES, des études FONCTIONNELLES et de la REALISATION, avec l'aide d'équipes importantes à MANAGER

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature sous réf. CM 6



LD CARRIERES (SA)
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS



LEURQUIN

CHEF DU PERSONNEL H/F

Laboratoire pharmaceutique français (CA : 110 millions de francs, effectif 150 personnes), implanté Z.I. des Chanoux, Neuilly sur Marne (93), crée le poste de Chef du Personnel.

En prise directe avec le Directeur Général, et en liaison avec le Directeur Administratif et Financier, il prendra la responsabilité du recrutement, de la gestion du personnel, de la paie, des préparations des C.E. et réunions D.P.

Il aura pour mission de mettre en œuvre une politique de formation, d'information interne et des systèmes d'appréciation et d'évaluation du personnel.

Il veillera à contribuer au maintien d'un climat social de bonne qualité et devra jouer un rôle de conseil auprès de la Direction Générale.

Diplômé de l'enseignement supérieur, si possible juridique, il a acquis une première expérience de la fonction d'environ 3 à 5 ans, et souhaite évoluer dans une structure conviviale et performante.

Merci d'envoyer votre dossier (CV + prétentions) à notre Conseil sous la référence 719/LM.



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

Laboratoire pharmaceutique leader dans sa gamme de produits de prescription, réalisant 32% du C.A. à l'Export, recherche pour sa Direction Internationale un

Médecin responsable marketing Grande Exportation

Ce poste en création, basé à PARIS, s'adresse à un jeune Médecin - mobile et disponible (déplacements de moyenne durée) - Homme de terrain, d'ouverture, d'innovation et de réflexion - justifiant d'une expérience de Chef de Produit ou similaire - à l'aise en anglais et dans les relations avec les leaders d'opinion.

A court terme, il prend en charge, de façon très opérationnelle, le développement marketing sur les zones Afrique et Maghreb.

A moyen terme, il assure le développement de Marchés déjà amorcés en Amérique du Sud et Centrale - en Asie du Sud-Est.

Ses interlocuteurs sont les Licenciés et nos Visiteurs médicaux attachés à leur pays d'origine (principalement Afrique + Maghreb).

Si motivé par ce type de responsabilités merci d'adresser votre C.V. + rémunération actuelle sous référence 435/LM à :



DICA SELECTION
69, rue Lacourbe
75015 PARIS

CADRES



Filiale française d'un groupe chinois multinational nous recherchons, basé à notre siège de l'île de France (93), notre

directeur du personnel

attaché au Directeur Général et assisté d'une responsable paie et administration, vous :

- gerez le personnel siège (60 pers.) et assistez l'usine (25) : paie, déclarations sociales, bilan social, statistiques, participation aux instances légales, expression des salariés, plan de formation...
- proposerez, mettez en place et développez des méthodes en coopération avec nos ingénieurs et Cadres et en liaison avec nos sociétés sœurs en Europe : recrutement, rémunération, formation, appréciation, application de notre plan mondial "Qualité Totale"...

A une formation supérieure complétée par un DESS en Gestion de Personnel, l'anglais courant, la pratique de la micro-informatique sur PC, et une première expérience ou stages vous permettant de maîtriser ou superviser l'administration du personnel, vous joindrez la volonté d'assumer des responsabilités évolutives en gestion des Ressources Humaines.

Adresser très rapidement lettre, CV, rémunération, photo sous réf. M 428 à Marie-Madeleine Bernié, Résidence, 80 rue Talbot 75009 Paris.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES

RECHERCHE

CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

- Expérience professionnelle indispensable dans cabinets, banque d'affaires ou entreprises (5 ans minimum).
- Expérience internationale souhaitée.
- Formation universitaire (Droit - Une formation financière constituerait un plus appréciable).
- Esprit d'initiative, grande aisance dans les relations humaines, capacité à travailler en équipe.
- Le poste comporte une grande liberté d'action et le contact direct avec une clientèle de sociétés françaises et étrangères.

Envoyer lettre manuscrite avec CV et prétentions à : 3352 M à l'Agence AFFLUENTS - 45, avenue Trudaine 75008 Paris - qui transmettra.

Pour son département Ingénierie des Ressources Humaines en plein développement Le groupe C.R.P. recrute

UN CONSULTANT-FORMATEUR

Formation supérieure, culture d'entreprise, 30/40 ans environ. Vous savez concevoir, promouvoir, conduire les interventions en management, stratégie, pilotage d'actions de changement, séminaire d'équipe de direction.

Parler espagnol sera un atout.

Poste basé à Toulouse. Déplacements.

Adresser c.v., lettre manuscrite à Groupe C.R.P., DRH - 5, rue du Prieuré, B.P. 39, 31012 TOULOUSE CEDEX.

Collectivité territoriale proche de la région parisienne recrute

UN COLLABORATEUR DU PRÉSIDENT

Il aura en charge les grands dossiers (enseignement, économie, aménagement de territoire, affaires européennes).

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (ou équivalent), titulaire ou non d'une première expérience.

Adresser candidature manuscrite, c.v., photo d'identité et prétentions sous n° 8414, à :

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FONCTION PERSONNEL

Grand Groupe du secteur des technologies de pointe (18.000 personnes - chiffre d'affaires consolidé 22 Milliards de Francs), nous sommes leader mondial dans notre domaine. Afin de renforcer notre Direction du Personnel basée en banlieue Sud-Ouest de Paris, nous recherchons un spécialiste de la fonction personnel.

Rattaché au responsable d'un service d'une quinzaine de personnes regroupant la gestion du personnel, les rémunérations, les effectifs et la paie, il aura pour fonction, après une formation à nos outils et à nos méthodes, de seconder le responsable dans ses différentes missions. En relation avec les cadres du service, il interviendra sur les grands dossiers et saura mettre à profit ses qualités de concepteur et de négociateur.

A environ 35 ans, vous êtes de formation supérieure (Sciences-Po, Sciences-Eco...) et possédez une solide expérience de la gestion du personnel ainsi que des compétences en statistiques et études salariales. Outre la diversité de la fonction, vous bénéficierez d'une rémunération attractive et des possibilités d'évolution offertes par notre groupe.

Votre dossier de candidature (CV + Préférences) parviendra à notre conseil sous la réf. 729/LM



YVES KERNEVEZ CONSULTANTS SA
6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

SECTEUR BANQUE/ASSURANCES

Société leader sur son marché,
recherche son

Directeur des ventes France

Ses responsabilités s'articuleront
autour de 3 axes essentiels :

- l'élaboration et la proposition de la stratégie commerciale,
- la direction et l'animation d'une équipe de vendeurs directement en contact avec les particuliers,
- l'animation d'un réseau de distributeurs.

Nous souhaitons rencontrer un
candidat de formation école
supérieure de commerce possédant :

- une expérience de 8 à 10 ans de la

vente et de l'encadrement commercial
acquise, de préférence, dans le secteur
de la finance et/ou de l'assurance,
- des connaissances en marketing
direct, si possible.

Si ces perspectives vous
intéressent, adressez lettre, C.V.,
photo et préférences en précisant sur
l'enveloppe la réf. 155 à

UNALIM

110, Bd de Sébastopol - 75003
PARIS, qui transmettra.

Industrie agro-alimentaire - Nous sommes une importante société française (+ de 500 M de CA) fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation - à forte notoriété - tant en France qu'à l'export (forte vocation exportatrice, 50% du CA). Nous nous développons nos méthodes et nos procédures pour devenir et être reconnues ailleurs dans l'agro-alimentaire comme une des toutes premières sociétés en matière de qualité. Dans ce contexte, nous souhaitons enrichir notre potentiel technique pour préparer l'avenir et développer encore nos réalisations industrielles. Nous recherchons donc un :

DIRECTEUR D'USINE TREMPIN POUR L'AVENIR

Vous êtes ingénieur diplômé ECP, AM, INSA, ENL... et vous avez 8 à 10 ans d'expérience industrielle réussie en postes ou surpassez-les où vous avez eu des responsabilités de fabrication et possible dans une unité de process.

Vous avez l'ambition de diriger une unité autonome de petite dimension, 75 personnes, moderne et performante, pour faire la synthèse de vos acquis actuels avant d'évoluer d'ici 2 ans vers une responsabilité plus large. Vous avez des qualités réelles d'animation des hommes et une pratique de management participatif. Vous adhérez à l'approche qualité totale et vous connaissez les méthodes qui la sous-tendent. Après intégration à notre métier, vous prendrez la direction d'une usine au 1^{er} janvier 1990 (20 km d'Amiens), ce qui vous permettra de vous familiariser au process et de vous imprégner de la culture de l'entreprise. Un candidat de valeur pourra réaliser un projet professionnel.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre manuscrit, CV et photo, à SERIFO, 47 bis avenue Boquet, 75007 PARIS - sous réf. 4.269.M.



Membre de Syntec

Nous sommes la filiale pharmaceutique française d'un Groupe Multinational Européen de haute technologie qui se développe, en dehors du médicament, dans les secteurs les plus sophistiqués de la chimie moderne. Nous devons la forte progression de notre activité (plus de 20% par an depuis 3 ans) à la qualité de nos produits mais plus encore aux hommes qui composent notre équipe. Nous recherchons aujourd'hui notre

DIRECTEUR MEDICAL

Médecin, vous avez une réussite prouvée de plusieurs années au sein d'une Direction Médicale. Anglophone, parfaitement à l'aise dans les Bonnes Pratiques Cliniques, vous savez aussi travailler en très forte synergie avec les Responsables du Marketing et du Réseau de Visite Médicale.

Au sein d'une équipe de petite taille, vous souhaitez aujourd'hui recouvrir la totalité des aspects de la fonction de Direction Médicale en faisant la preuve de votre capacité d'entreprendre.

Adresser votre résumé de carrière à notre Directeur du Département Santé sous la référence NJDM/LM.



Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MANG

Nés il y a 150 ans
300 P. - 100 MF
siège à Paris
constructeur d'appareillage électrique - nous nous développons par une approche dynamique de nos produits et de nos actions commerciales. Afin de mieux répondre à nos exigences de QUALITE et SERVICE, nous CREEONS le poste de

CHEF DE PRODUITS Jeune Centralien

Au sein de la Direction Commerciale, vous êtes le pivot des axes stratégiques de l'entreprise.

Par l'analyse des produits, par l'étude des actions de la concurrence, par la réflexion sur l'évolution des technologies et des marchés, vous élaborez et proposez le plan stratégique autour duquel vont s'articuler toutes les actions de l'entreprise.

Vous participez à notre politique de développement en préconisant la création de nouveaux produits, mais aussi les adaptations de gammes nécessaires à une forte pénétration sur le marché.

Vous occupez une position clé dans l'orientation des choix stratégiques de l'entreprise.

En plus d'une rémunération attractive et évolutive, les nombreuses possibilités offertes par notre croissance sauront vous séduire.

Envoyez CV + photo + rémunération actuelle à MERCURI URVAL 18 rue Lafayette 31000 TOULOUSE, sous référence 48.252BLM.

Mercuri Urval

LE REVENU

N° 1 de la presse financière, en plein développement, recherche

Journalistes financiers

Bourse ou Placements

En tant que spécialiste, vous saurez enquêter, suivre l'actualité et analyser les placements boursiers ou financiers (immobilier, assurance-vie, etc.), conseiller avec professionnalisme les lecteurs du REVENU FINANCIER. Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po., E.S.C., Dauphine, Sciences Economiques, etc.), vous avez une solide expérience de 5/6 ans minimum dans la presse financière (et idéalement une expérience en Société de bourse ou banque).

Vous avez d'excellentes capacités rédactionnelles. Dynamique, ouvert, vous êtes perspicace et capable d'esprit critique. Rejoignez une équipe motivée où vous pourrez exercer votre talent pour participer activement à l'essor de notre support.

Cette offre vous intéresse. Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence LM 1206, à notre Conseil : Groupe PANISSOD SA - 109, rue de Turenne 75003 Paris.



GROUPE PANISSOD SA
RECRUTEMENT

MATIF

MAITRISEZ LE FUTUR

Le MATIF, 3 ans après sa création, a négocié 33 millions de contrats. Il confirme ainsi son 3^e rang mondial et le 1^{er} rang européen acquis dès 1987. Nous avons, en tant qu'organisme de gestion, de développement et de contrôle du MATIF, connu le même dynamisme et le même développement. Le département "Recherche et Développement" crée un nouveau poste :

ASSISTANT CHEF DE PROJET

pour participer à l'organisation et à la coordination des différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF (séminaires de formation des adhérents, règles de comptabilisation des opérations financières, rédaction des programmes informatiques...). Des rapports écrits sont à établir très régulièrement.

Nous recherchons un jeune **DIPLOME D'ECOLE SCIENTIFIQUE**

ayant si possible de bonnes connaissances en mathématiques financières, économétrie. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Esprit d'organisation, aptitude à manier les chiffres, sens des contacts, goût pour la rédaction sont des qualités de base pour réussir. Une formation est assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence M.448 sur l'enveloppe, à notre conseil



3, avenue Bertie Albrecht 75008 PARIS



LES MUTUELLES DU MANS

Premier Groupe Français d'Assurances Mutuelles - CA 13 milliards - 5000 salariés directs 8 % de la masse salariale consacrée à la formation, recherche pour la

DIRECTION DE PARIS.

CHARGE DE RECRUTEMENT

Jeune diplômé en Sciences Humaines - DESS - avec une formation complémentaire souhaitée en gestion.

Responsable des missions de recrutement à tous niveaux, de la définition des besoins à la présentation des candidats aux opérationnels dont il est le conseil, il évoluera vers l'assistance à la gestion prévisionnelle des ressources humaines de l'entreprise dans un environnement informatique.

Merci d'adresser, dans les meilleurs délais, votre candidature avec photo sous réf. 4596 MP/CR à Albert AUPETIT qui vous rencontrera à Paris.



43, AVENUE GENERAL LECLERC 72000 LE MANS

مكتبة الأمل

RESPONSABLE DES VENTES FRANCE

300.000 F

La société

ALTRO est le numéro un mondial du revêtement de sol de sécurité en PVC. Sa forte croissance justifie cette création de poste.

Le poste

Il est placé sous l'autorité du directeur commercial international basé en Angleterre et a pour vocation d'assurer, à partir d'une base déjà solide, le développement des ventes en France. Il est localisé dans le nord-est de la France. Il offre de réelles perspectives de carrière.

Le candidat recherché

Un responsable commercial volontaire et pragmatique qui sache animer un réseau de distribution et entretenir les relations avec les prescripteurs. Un professionnel accompli qui ait 5 années d'expérience de vente aux promoteurs-construteurs dans le secteur du revêtement de sol en PVC. Un cadre parlant français et si possible anglais.

La rémunération

Le salaire sera négocié et conviendra aux candidats qui gagnent aujourd'hui 240.000 francs. Une voiture de fonction sera éventuellement fournie. D'autres avantages seront définis ultérieurement.

Les entretiens auront lieu en France avant fin juillet. Pour faire acte de candidature, écrivez en français ou en anglais et adressez un curriculum vitae détaillé + prétentions à A. HARTER en précisant la référence PAS/3515/AMH - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex. (PA Minitel 36.14 code PA)

ALTRO FLOORS

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Etre demain, un financier reconnu



à fort tempérament commercial

Etre reconnu, par vos clients : commerçants, entreprises, comme l'homme qui trouve des solutions pour soutenir le développement de leurs affaires.

Etre reconnu pour votre sens de l'analyse financière afin de proposer des produits et services adaptés (crédits revolving, crédits d'équipement professionnel, crédit-bail, location financière, affacturage...).

Etre reconnu, aussi, par votre entreprise, le Crédit Universel, comme un commercial, de terrain, fonceur mais raisonnable qui sait entretenir des relations durables avec ses clients en tant que conseil avisé.

En bref, vous affirmez comme un partenaire financier, prouver votre tempérament commercial, selon vos objectifs à très court terme.

Débutant ou avec une première expérience commerciale réussie, vous atteindrez ces objectifs sur la base de notre formation très complète et surtout avec votre puissance de travail. Après cette expérience très terrain, si vous êtes mobile, vous aurez, évidemment, des opportunités de carrière dans notre groupe et dans un métier en forte croissance : le financement des particuliers et entreprises.

Le Crédit Universel en quelques chiffres :
Une implantation nationale : 6 directions de réseau • 87 agences
Une taille humaine : 1000 personnes
La réussite financière : 9,2 milliards de nouveaux concours distribués en 88 • +21%

Merci de nous faire part de vos motivations et de la Région où vous souhaitez débiter votre carrière en adressant votre candidature à :
Crédit Universel - DRH -
152, bd Haussmann - 75008 PARIS.
(1er entretien possible dès le 10 juillet).

CREDIT
UNIVERSEL

JEUNES DIPLOME(E)S.

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine est une banque du groupe C.I.C. fortement implantée dans l'Est de la France, avec 150 agences et 2 900 collaborateurs.

Jeunes diplômé(e)s d'écoles supérieures de Commerce et de Gestion, d'Ingénieurs, Universitaires du 3ème Cycle, vous êtes passionné(e) par la banque et motivé(e) par une activité commerciale.

Analyser les besoins d'un particulier ou d'une entreprise, conseiller, définir et mettre en oeuvre les solutions : voilà la mission que nous vous confierons.

Vous trouverez au C. I. A.L., une première responsabilité en qualité d'Adjoint au Directeur d'Agence après un stage de formation de 8 à 10 mois, et de réelles perspectives de carrière.

Merci de nous envoyer un dossier de candidature à la Direction des Affaires Sociales - C.I.A.L. -
31, rue Jean Valentin 67000 STRASBOURG.

C.I.C.
groupe C.I.C.

Cet établissement financier à taille humaine - 200 personnes - est membre d'un puissant groupe international. Il recherche un

Responsable back-office monétaire

correspondant en valeurs du Trésor

La cellule qu'il anime assure les fonctions classiques de prise en compte des opérations initiées par la salle des marchés, le suivi de la contrepartie et le contrôle des transactions en cours : BTAN, BTF, SWAP, réméré...

En outre, son rôle revêt une dimension plus spécifique, l'établissement renforçant son rôle d'intervenant auprès du Trésor en matière d'émission, la palette des opérations croissant en volume et complexité.

Pour cette création de poste, nous recherchons un candidat ayant une expérience minimum d'une à deux années des instruments financiers en cause. Son potentiel et ses qualités relationnelles, renforcées par une formation supérieure - école de commerce ou d'ingénieur - lui permettent de participer activement à la mise en oeuvre de l'organisation adaptée à ce nouveau métier de CVT. La pratique d'un anglais professionnel et de logiciels spécifiques des salles de marchés est appréciée.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. 8907.283 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Directeur technique et de production

350 KF

Solidement implantés depuis une trentaine d'années sur les marchés industriels de l'agro-alimentaire, nous concevons et fabriquons des matériels de manutention et de conditionnement automatisés, commercialisés en France et à l'étranger. Le développement de nos activités nous conduit à rechercher le Responsable de l'ensemble de nos Services Techniques et de Production, comprenant 90 personnes environ.

Membre du Comité de Direction, vous prenez en charge notre appareil de Production, le Bureau d'Etudes et les Achats, ainsi que le Service Après-Vente. A la tête d'une importante équipe technique, vous gerez les investissements et les effectifs dans le cadre d'un plan prévisionnel à trois ans. Garant de la qualité des produits, gestionnaire des prix de revient, responsable des délais, vous contribuerez à l'amélioration constante de notre outil industriel, en le faisant évoluer au quotidien.

35 ans environ, Ingénieur diplômé ENSI, AM ou équivalent, vous avez déjà assumé des responsabilités de direction en Production et Bureau d'Etudes. Vous avez également acquis la pratique opérationnelle d'une gestion de production informatisée et de bonnes connaissances dans les automatisés. Apte à la coordination des équipes, vous êtes aussi très relationnel, et bien que pragmatique, possédez une vision évolutive du monde industriel. Nous attendons un homme motivé, soucieux de partager durablement notre passionnante aventure d'entreprise. Pour ce poste, basé à Reims, un véhicule de fonction sera fourni.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RC 187/1 (à mentionner sur le courriel et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

SPÉCIALISTE PAIE ET GESTION DU PERSONNEL... VERS UNE FONCTION PLUS LARGE

Cette société du secteur tertiaire, de forte notoriété, appartient à un très important groupe international et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs. Son fort développement la conduit à renforcer ses structures et à recruter un cadre spécialiste de la fonction personnel.

Assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes et en liaison avec la direction du personnel, il prendra en charge toutes les activités relatives à la paie et à la gestion du personnel (environ 1500 personnes réparties entre le siège et la force de vente), ainsi qu'un certain nombre d'études destinées à améliorer ou harmoniser les systèmes de gestion existants. Il aura notamment la responsabilité de la mise à jour et du développement du logiciel de paie et de gestion, en collaboration avec la direction informatique et la société de services extérieure. Ce poste pourra évoluer ultérieurement vers d'autres aspects de la gestion du personnel, en fonction de la réussite de la première mission.

Ce poste nécessite une formation supérieure juridique et une expérience de cinq ans minimum dans une fonction très orientée vers la paie et ce qui s'y rattache, dans un environnement informatisé. Une très bonne maîtrise de l'outil informatique est indispensable, la connaissance du logiciel Cortou serait un atout.

Ecrire sous réf. 1136/M A.

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discrétion assurée.

JURISTE H/F

Nous sommes le groupe SARA LEE D.E., holding européenne de SARA LEE CORPORATION, géant de l'alimentaire et du textile. Nous commercialisons en France des marques aussi prestigieuses que MAISON DU CAFE, BENENUTS, KIW, ASPRO, CATCH, etc... avec un CA de 20 milliards de Francs pour l'Europe.

Nous recherchons pour notre Direction Juridique, France et Europe Continentale, un JURISTE.

Agé de 28/35 ans, de formation supérieure (maîtrise en droit privé, DESS juriste d'affaires...) vous justifiez d'une première expérience (2 à 4 ans) de juriste interne d'une entreprise internationale, si possible dans le domaine des produits de grande consommation. Au sein de notre Bureau juridique, qui rassemble les sociétés alimentaires, de produits d'entretien et de toilette du Groupe, vous assisterez les juristes en place. Vous participerez à la vie juridique courante de ces sociétés et à la gestion de leurs portefeuilles de marques. Vous préparerez, rédigerez et suivrez l'exécution des contrats en tout domaine.

Espoir ouvert et pragmatique, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Votre dynamisme et votre sens des contacts vous permettront de réussir dans une structure complexe et décentralisée. Vous êtes disposé à voyager en France et éventuellement en Europe.

Merci d'adresser votre candidature à Muriel BULTEAU - DOUVE EGBERTS FRANCE - DRH - 21, rue Albert Einstein - ZI de Coedray - 93150 LE BLANC-MESNIL.

SARA LEE D.E.

Économie

SOMMAIRE

■ Le rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse apporte peu de révélations sur les « affaires », mais

relève des irrégularités dans la gestion de certains Sicav (lire ci-dessous). ■ Deux syndicats de médecins refusent de signer

l'accord conventionnel (lire ci-contre). ■ Suite et fin des révélations du rapport annuel de la Cour des comptes (lire p. 30).

Dans son rapport annuel au président de la République

La COB dénonce de nombreuses irrégularités dans la gestion des SICAV

M. Jean Forge, président de la Commission des opérations de Bourse, a rendu public, mardi 3 juillet, le vingt et unième rapport annuel de la COB, rendu le même jour au président de la République. Très attendu à propos des différentes affaires qui ont animé la vie boursière en 1988 (Béguin-Say, Pechiney, CGE...), le rapport apporte peu de révélations sur ces sujets. En revanche, il dénonce avec vigueur le fonctionnement du Money (marché des options négociables sur actions de Paris) et, surtout, les irrégularités relevées dans la gestion de certains SICAV.

Le gendarme de la Bourse a, en outre, épinglé autant d'irrégularités dans la commercialisation ou la gestion de ces instruments de gestion collective que sont les Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV). Il est vrai que leur importance ne fait que croître. Ainsi au 31 décembre 1988, les sept cent soixante-douze SICAV ouvertes au public gèrent un actif net total de 1 074,5 milliards de francs en progression de 30,8 % en un an. Cette forte hausse provient d'une valorisation du portefeuille géré et également d'un flux de souscriptions soutenu. Il en est de même pour les Fonds communs de placement qui ont crû au même rythme (+ 32,5 %).

La COB s'est donc penchée sur la commercialisation de ces produits en enquêtant auprès de deux sociétés de Bourse, deux grands réseaux bancaires, et un de moyenne importance. L'objectif était de « vérifier que les documents d'informations obligatoires, destinés au public, étaient disponibles et que les informations verbales fournies n'étaient pas susceptibles d'induire le public en erreur ».

Au terme des investigations, trois dossiers n'ont donné lieu à aucune remarque, mais deux établissements, la BNP et la CCF, ont fait l'objet d'observations. « Dans le premier cas (BNP) aucune des agences inspectées ne pouvait fournir de fiches signalétiques valant notes d'information des fonds communs de placement et SICAV proposés à la clientèle ». En ce qui concerne la

CCF, « les fiches signalétiques n'étaient pas remises systématiquement et l'obligation d'afficher les valeurs liquidatives chez le distributeur et dans les agences n'était pas respectée. En outre la Commission a dû rappeler qu'il demeure interdit de commercialiser des fonds communs de placement étrangers n'ayant pas obtenu l'autorisation ministérielle de commercialisation en France ».

Les contrôles de gestion ont concerné onze SICAV, cinq fonds communs de placement et deux sociétés de gestion de fonds communs. Deux autres enquêtes ont porté sur les méthodes de valorisation du portefeuille pendant la crise boursière et sur les conditions d'intervention sur le Marché International de France (MATIF).

Des actionnaires moins informés

Des infractions ont été relevées dans différents domaines. L'information des actionnaires n'a pas été satisfaisante pour les SICAV GH Matif (gérées successivement par la Banque Arjil, puis par Paluel-Marmont-Finances avec pour dépositaire la société de Bourse Goy Hauteville) et Argonautes (dont Paluel-France est la banque détentrice). Ces deux SICAV — GH MATIF et Argonautes — ont également été dénoncées pour leur composition d'actifs.

La Sicav Mutuelles unies sélectionnée par le GIE AXA est critiquée pour l'écart entre sa valeur liquidative ajustée et celle publiée. America Valor (dont la banque dépositaire est le Crédit du Nord) et Livret Bourse Investissement (géré par la Caisse des dépôts) n'ont pas, à un moment donné, procédé à l'actualisation de l'évaluation des titres détenus en portefeuille. Enfin deux SICAV (GH MATIF, Morgan première catégorie) et un fonds commun de placement (Cambon North America) ont connu en 1987 des situations de trésorerie négative, ce qui est strictement interdit par la loi et passible de sanctions.

La COB s'est également intéressée au fonctionnement du Money, ce marché d'options sur actions négociables créé en septembre 1987 « pour tirer les premiers enseignements sur son fonctionnement, après trois mois d'existence ». Les enquêteurs ont alors découvert que les « cours négociés entre opérateurs étaient bien souvent différents de ceux déclarés au marché, le solde étant régularisé par virement de compte à compte ». Cette pratique ne concernait pas seulement des opérations de régularisation « mais traduisait en certains cas la volonté de se soustraire à la concurrence du marché ». De plus, l'information donnée aux clients se révélait insuffisante, notamment sur le cours auquel « leurs ordres avaient réellement été négociés sur le marché ».

La Commission a donc demandé au Conseil des Bourses de valeurs, l'autorité chargée de la réglementation, de remédier à cette situation. Pour la première fois, la COB s'est ensuite penchée sur le marché à terme des marchandises dont la surveillance lui a été confiée par la loi du 31 décembre 1987. Les enquêteurs se sont concentrés sur la situation financière de ces intermédiaires opérant à la Bourse de commerce. Les commissionnaires agréés en activité répondent tous aux critères financiers imposés alors que certains courtiers n'obéissent pas aux conditions requises. Le rapport a été transmis à l'organisme chargé du fonctionnement, le conseil du marché à terme.

Les « affaires »

Les différentes « affaires » n'ont, néanmoins, pas été oubliées dans ce vingt et unième rapport et leurs conclusions sont toutes rappelées, à l'exception de celles portant sur LVMH publiées récemment et de la Société générale dont le dossier n'est pas encore totalement bouclé. Ce soit Béguin-Say (et sa minuscule de 860 millions de francs lors de la cession d'actions Montedison) ou les défits d'initiés sur les titres Triangle lors de l'achat par Pechiney d'American Can, les comptes rendus de la COB déjà connus sont

mêlés à d'autres dossiers transmis au parquet comme celui des pertes de la Société des Bourses françaises (SBF) sur le MATIF ou divers défits sur les titres HDG Energie et France Afrique Cofia.

Seule l'enquête sur la Compagnie générale d'électricité a été détachée dans cette présentation car les conclusions apportent des éléments nouveaux. Les investigations portaient « sur les modalités d'acquisition des titres par un groupe d'actionnaires liés entre eux par un protocole d'accord signé le 18 septembre 1987 ».

La COB a étudié les titres du noyau stable, acquis par l'intermédiaire de la Société française de participation industrielle (SFPI) et conteste l'interprétation faite « par la Société générale des promesses de vente d'actions CGE consenties en sa faveur par la BNP et le Crédit lyonnais ». Par ces accords, datant de mai 1987, ces deux établissements s'engageaient envers la Générale à céder leurs titres CGE à toute personne désignée par la banque à un prix égal à celui de l'offre publique de vente majoré d'un coût de portage et ce jusqu'au 30 novembre 1987.

Compte tenu des titres objets de la promesse, note la Commission, la participation de la Société générale dans le capital de la CGE dépassait le seuil des 10 %. Mais cette part ne devait pas être déclarée, la CGE n'étant pas encore cotée sur le marché le 27 août et ont donné lieu à des transactions hors marché à 297,79 francs alors que le même jour le titre s'échangeait à 343 francs.

La COB estime donc que ces transactions « ne pouvaient être opérées hors marché », contrairement à ce que soutient la Société générale. De même, la Commission s'oppose à la banque en affirmant qu'elle devait, le 27 août, déclarer un franchissement de seuil de 10 % à la baisse. Les conclusions du dossier ont toutes été transmises au ministère de l'économie et des finances.

DOMINIQUE GALLOIS.

Les relations avec la Sécurité sociale

Deux syndicats de médecins ne signent pas l'accord conventionnel

L'accord conventionnel conclu le vendredi 30 juin entre les représentants des trois Caisses nationales d'assurance-maladie (malades, agriculteurs et travailleurs indépendants) et des trois syndicats médicaux représentatifs pourra-t-il être adopté ? Déjà, le dimanche 2 juillet, les assemblées générales de deux syndicats médicaux sur trois (les généralistes de MG-France et la Fédération des médecins de France), ont refusé de signer le texte en l'état. L'avenant n'a besoin de la signature que d'une seule organisation de praticiens, mais on peut se demander si la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), qui réunit son assemblée générale mercredi 5 juillet, acceptera de s'engager seule.

La décision de MG-France, acquiescée par 108 voix contre 92, est motivée non par le refus de telle ou telle disposition, mais par l'absence de « volet économique et social », c'est-à-dire de perspectives d'évolution des tarifs et de la couverture sociale et du régime fiscal des médecins conventionnés stricto sensu. Le syndicat demande non des chiffres précis de revalorisation des actes médicaux, mais au moins une position de principe, ainsi que l'alignement des médecins conventionnés

sur les salaires en matière de couverture sociale et progressive de régime fiscal. Ces mesures devraient être discutées en même temps que les protocoles d'application de l'accord-cadre.

En revanche, MG-France accepte, sans enthousiasme, les dispositions prévues pour la maîtrise des dépenses, qui s'appuient sur des « références médicales » et ne prévoient pas d'intercession directe des médecins à la réussite des « contrats » locaux. Le syndicat est sceptique sur les dispositions concernant les médecins praticiens des honoraires libres (le volume des dépassements de tarifs autorisés dépendra de leur nombre).

La FMF a suspendu sa décision jusqu'au 5 juillet au soir en l'attente de modifications. Elle désire aussi des dispositions financières et sociales. D'autre part, elle s'oppose à l'expérimentation du « contrat santé » obtenue par MG-France, et à tout développement de formules de tiers-payant (dispensant les malades de faire l'avance des frais médicaux) ; elle voudrait enfin que les médecins à honoraires libres ne soient pas obligés d'appliquer les tarifs conventionnels à tous les malades remboursés à 100 %.

Une dérive perverse

Les difficultés rencontrées pour l'approbation du projet d'accord-cadre conventionnel sont-elles vraiment surprenantes ? Il n'est certes pas étonnant que les syndicats médicaux réclament pour se prononcer des précisions sur l'évolution des tarifs médicaux : en 1985, le gouvernement avait annoncé les limites qu'il accordait pour les revalorisations.

Mais l'on ne peut surtout aujourd'hui les politiques incohérentes menées successivement par les gouvernements précédents. En 1985, les socialistes au pouvoir, qui avaient auparavant vigoureusement critiqué la convention de 1980 autorisant des médecins conventionnés à fixer librement leurs honoraires (avec « tout et mesure », n'ont apporté aucune restriction au système, dans leur désir d'obtenir l'adhésion des deux syndicats médicaux appelés à négocier (CSMF et FMF). En même temps, ils refusaient d'accorder aux médecins plus que la hausse prévue pour les prix des services, en prenant prétexte de la multiplication du nombre des actes : c'était en fait, entériner cette dérive perverse.

Désireux de se concilier une clientèle politique et d'obtenir l'appui des médecins pour appliquer son plan de « rationalisation », de

l'assurance-maladie, le gouvernement Chirac, de son côté, avait pris deux mesures contradictoires. D'un côté, il autorisait un relèvement sensible des principaux tarifs médicaux : + 13 % environ pour les consultations en 1987, + 17,6 % pour les visites des généralistes au domicile des malades. De l'autre, il a « déperlé » les « honoraires libres », en permettant aux médecins qui les choisissent de payer des cotisations sociales moins élevées, en adhérant à la Caisse d'assurance-maladie des « non-salariés » en même temps, il interdisait celle-ci au maintien du système.

Résultat : quels que soient aujourd'hui les relèvements des tarifs conventionnels, les « honoraires libres », dépourvus de contrepartie importante, deviennent toujours plus avantageux : ils permettent soit d'améliorer ses revenus sans faire davantage d'actes, soit d'atteindre un revenu convenable avec moins d'actes. Aussi ont-ils été choisis par un nombre croissant de médecins. Il est devenu aujourd'hui plus difficile que jamais de mettre fin au système ou d'arrêter son développement.

GUY HERZLICH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELM **LEBLANC**

L'Assemblée générale ordinaire du 29 juin 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988 se soldant par un bénéfice net de 74 718 \$ F. Elle a décidé de payer à partir du 20 juillet prochain un dividende global de 36 F dont 12 F d'avoir fiscal, identique à celui de l'année dernière.

Dans son allocution, le président a souligné : « En 1988, ELM Leblanc a poursuivi le développement de son activité tant en France qu'à l'étranger... »

Si la progression du chiffre d'affaires hors taxes global s'est trouvée limitée à 4,2 %, le bénéfice net a, lui, augmenté d'un peu plus de 14 %. Les investissements, quant à eux, sont en progression de près de 80 %.

Le titre ELM Leblanc est attractif si l'on tient compte de son rendement et de la santé financière du Groupe. En effet, le bénéfice net par action est de 24 F pour un montant distribué de 24 F net, faisant apparaître ainsi une politique de grande prudence financière. La mise en réserve, depuis de nombreuses années, d'une part non négligeable des résultats renforce la structure financière de la société et améliore sa capacité d'autofinancement, apportant ainsi une sécurité pour l'avenir et une garantie de plus-values à long terme pour les actionnaires.

Je suis très confiant dans les capacités de votre société à mettre au point des appareils performants, à accroître sa pénétration sur les marchés, à améliorer la qualité et réduire les coûts de production, à poursuivre une politique d'investissements adaptés et entièrement autofinancés, tout en maintenant l'excellence des résultats.

L'Assemblée générale statuant à titre extraordinaire a décidé d'autoriser le conseil à procéder sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital social pour le porter à un maximum de 30 millions de francs.



L'Assemblée générale ordinaire de la société Dumoz s'est réunie le jeudi 29 juin 1989 sous la présidence de M. André Chauveau, président du Conseil de surveillance. Elle a pris connaissance du rapport du Directeur qui précise que le chiffre d'affaires du Groupe en 1988 a été de 23,3 milliards de francs TTC - 22 milliards de francs HT - et le bénéfice net consolidé de 559 MF dont 107 MF d'intérêts minoritaires. L'activité s'est répartie à raison de 37 % pour le BTP, 49 % pour la distribution et 14 % pour les activités connexes au BTP.

L'Assemblée a approuvé les comptes de Dumoz SA pour l'exercice 1988 qui font ressortir un bénéfice net de 130 MF. Elle a décidé le versement d'un dividende net de 17 francs (répartition globale de 25,50 francs) par action de 50 francs de valeur nominale marquant ainsi une progression de 30 % de la distribution.

Le choix sera proposé aux actionnaires d'encasser le dividende en numéraire ou de le percevoir en actions. Le Directeur a fixé le prix d'émission des actions ainsi offertes à 884 francs.

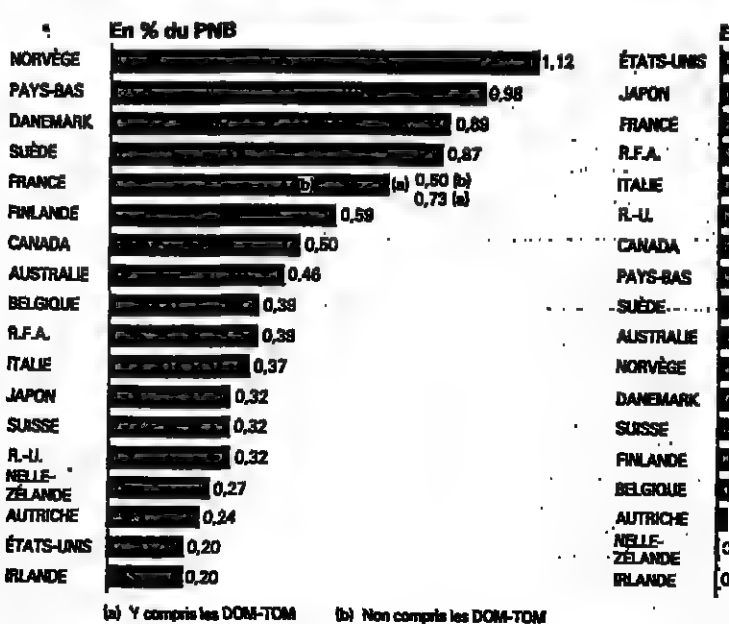
Les travaux restant à exécuter à fin 1988 représentaient, pour le BTP, 111 milliards de francs dont 49 % en France et 51 % à l'étranger.

Pour 1989, il est prévu un chiffre d'affaires global d'environ 30 milliards de francs dont moitié pour la distribution (United Westhouse), 35 % pour le BTP et 15 % pour les activités connexes (cette prévision ne prend pas en compte la participation de Dumoz dans GTM-Entrepose).

L'Assemblée générale extraordinaire a autorisé le Directeur à augmenter le capital à concurrence de 300 MF par incorporation de réserves.

CONJONCTURE

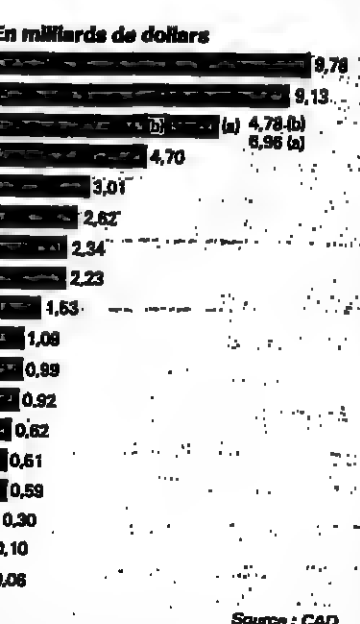
Petite reprise de l'aide publique au développement



L'aide publique aux pays en développement a augmenté, pour atteindre 47,6 milliards de dollars en 1988, indique le rapport annuel du CAD (1) publié jeudi 22 juin. La hausse, de 14,5 % en valeur, est beaucoup plus modeste en termes réels. A taux de change et prix constants, elle n'augmente que de 6,7 %. Après la baisse de 1987, cette tendance paraît encourageante. Elle n'est due, pour l'essentiel, qu'à des « modifications formelles » du calendrier des versements selon les auteurs du rapport. En moyenne malgré tout, l'aide publique au développement remonte à 0,35 % du PNB des pays donateurs, contre 0,34 % en 1987.

Premiers donateurs d'aide avec une enveloppe de 9,77 milliards de dollars l'an dernier, les États-Unis demeurent la lanterne rouge du groupe. Ils ne consacrent à cette aide, accordée à condition privilégiée, que 0,20 % de leur PNB.

Longtemps voisins des Américains en queue de liste, les Japonais remontent nettement dans l'échelle des donateurs, pour se situer près de la moyenne avec 0,32 % de leur PNB. Le rapport met en valeur trois éléments d'importance sur l'évolution de l'aide publique en 1988 : la forte hausse des taux d'intérêt a réduit de 15 % le service de la dette des pays en développement et l'ont



porté à 86 milliards de dollars contre 74,7 milliards en 1987. Un fardeau qui a poussé un nombre croissant de pays à accumuler les intérêts. C'est en raison de ces non-remboursements que, pour la première fois depuis 1988, les crédits à l'exportation font apparaître un solde positif de 2,6 milliards de dollars. Enfin, l'appui net de financement public au développement, comprenant aussi les crédits multilatéraux, a représenté 67 milliards de dollars. Une hausse nominale de 8 % qui, en termes réels, revient à un modeste 1 %.

(1) Comité d'aide au développement réunissant dix-neuf pays industriels et la Commission européenne.

La grève d'UTA ne devrait prendre fin que jeudi 6 juillet

La grève des pilotes de la compagnie aérienne privée UTA (du groupe des Chargeurs SA) ne devrait s'achever que jeudi matin 6 juillet et la direction a dû affréter des appareils étrangers pour effectuer une partie de ses vols.

C'est précisément un recours massif à des appareils et à du personnel étrangers que les Syndicats nationaux des pilotes de ligne (SNPL) dénoncent. « Depuis le début de l'année, UTA a fait voyager les passagers qui achetaient des billets UTA sur une quantité de compagnies étrangères », indique le SNPL qui cite, par exemple, Air Angola, Nigeria Airways, Hawaiian, Cargolux, Tower Air...

La direction indique que les appareils des compagnies en question ont reçu les autorisations nécessaires des autorités administratives françaises. Cette grève provoque d'importantes perturbations, précisément au moment des départs en vacances.

● Décret sur le relèvement du SMIC. — Le Journal officiel du samedi 1^{er} juillet a publié un décret portant relèvement du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) au 1^{er} juillet. A compter de cette date, en métropole, le montant brut du SMIC est porté à 29,91 F de l'heure ce qui représente 5 054,79 F par mois, à la suite de l'augmentation de 1,9 % par rapport au 1^{er} mars dernier. Le Journal officiel indique aussi que « les salariés individuels ne pourront pas être inférieurs à 29,91 F de l'heure dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et à 942,47 F par semaine de 39 heures dans les DOM de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ».

هكمان الأحملي

Économie

ÉTRANGER

Le sommet de la CEDEAO

Les Etats de l'Afrique de l'Ouest cherchent à sortir de l'enlèvement

OUAGADOUGOU
de notre envoyé spécial

Réunis les 29 et 30 juin à Ouagadougou (Burkina-Faso) pour leur douzième sommet, les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont, une nouvelle fois, engagés à donner les moyens de ses ambitions à un ensemble régional qui, quinze ans après sa création, peine.

Le communiqué final, après avoir passé en revue les difficultés de la région, souligne l'existence d'un environnement « de plus en plus dominé par une recrudescence du régionalisme économique, particulièrement dans la perspective d'un marché européen unique en 1992 » et appelle les participants à prendre d'urgence toutes les dispositions nécessaires pour redynamiser et intensifier le processus d'intégration de la CEDEAO. Pour cela, les « Etats membres doivent commencer par faire appliquer dans leur juridiction nationale tous les actes et décisions communautaires pris ces dernières années ».

Après quatorze ans d'existence et douze réunions au sommet, les résultats paraissent bien minces. En créant la CEDEAO en 1975, les pays signataires s'étaient fixés comme but de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique. Trois séries d'actions étaient préconisées : libéralisation des échanges, libre circulation des personnes, convertibilité des monnaies et création d'une zone monétaire unique.

Une structure a été créée (avec secrétariat exécutif et comités spécialisés). Ponctuellement, des progrès sont enregistrés mais, pour l'essentiel, on a peu avancé. « La CEDEAO est très loin de ses objectifs. La lenteur et le faible niveau d'application des décisions constituent un problème constant. Les Etats mettent trop d'enthousiasme à prendre des engagements qu'ils s'empressent d'oublier », allait jusqu'à écrire le jour de l'ouverture du sommet le quotidien gouvernemental du Burkina-Faso, *Sikwaya*.

Les Etats, sauf exception, ont

tent en outre de payer leur contribution. Toutes les déclarations d'intention rituellement répétées à l'heure des sommets n'empêchent pas que les arriérés cumulés s'élèvent aujourd'hui à quelque 80 millions de dollars. On imagine, dans ces conditions, la difficulté qu'il y a à faire fonctionner des institutions communautaires par ailleurs bien faibles face au pouvoir exécutif.

De même, sur cent trente-six projets communautaires industriels lancés il y a deux ans, seuls dix-neuf ont obtenu un financement et paraissent assurés d'une réalisation. Enfin, la libre circulation des personnes dans les pays de la CEDEAO continue à souffrir de notables exceptions. La dernière en date concerne les expulsions massives de Sénégalais en Mauritanie et de Mauritaniens au Sénégal. Le sommet a cherché, en coulisse, à apaiser les tensions, mais son communiqué fait le silence sur ces graves violations.

Au vu de ce maigre bilan et de ces « formidables empêchements » dont parlait le secrétaire exécutif du groupement, il n'est pas étonnant que le communiqué final, pratiquant la méthode Coué, insiste plus que jamais sur l'urgence d'une relance communautaire volontariste. Faute de quoi le « marché commun » ouest-africain, dont le potentiel est certainement grand avec ses matières premières et ses 180 millions d'habitants, restera plus virtuel que réel.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

● Etf associé à la production pétrolière du Nigeria. — Le groupe français Elf Aquitaine a acquis, pour 500 millions de dollars, soit environ 3,3 milliards de francs, une participation de 5 % dans la compagnie mixte exploitant divers gisements au Nigeria. Elf, comme l'italien Agip, a profité de la vente par la Compagnie nationale nigérienne (NNPC) du quart de sa participation dans la compagnie dont le capital sera désormais réparti entre la NNPC (80 %), Shell (10 %), Elf (5 %) et Agip (5 %). Les trois compagnies occidentales sont déjà associées à l'exploitation du gisement de gaz de Bonny et à la commercialisation de ce gaz. Grâce à cette acquisition, Elf va accroître ses réserves de 60 millions de tonnes.

CORRESPONDANCE

M. Quilès et la hausse des loyers

Nous avons reçu de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace et ancien ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, la lettre suivante :

Dans un article paru dans *Le Monde* du 1^{er} juillet 1989, vous suggérez que la liberté des loyers des logements vacants aurait été « rendue » par moi-même dès le début de 1986 et que cela aurait largement contribué aux hausses de loyer.

Outre le fait que je n'étais plus ministre du logement en 1986, je me permets de constater que la loi d'interprétation du décret du 27 décembre 1984. En effet, je rappelle qu'à cette époque, en vertu de la loi Quilès, le gouvernement intervenait dans le cadre d'une politique de modulation, des loyers, y compris dans le « quatrième secteur » c'est-à-dire celui des propriétaires privés.

Le décret que j'ai pris alors a autorisé une augmentation des loyers « manifestement sous-évalués », en cas de changement de locataire.

La lecture du décret vous montrera que de nombreuses précautions étaient prises (suit le texte du décret). Il est inexact de prétendre que ce décret, qui a effectivement corrigé une rigidité de la loi Quilès, aurait été la cause des hausses de loyer. D'ailleurs, le gouvernement de M. Chirac l'a abrogé en 1986, et c'est à ce moment que les loyers ont commencé à s'envoler, sous l'effet des dispositions de la loi Méhaignerie (+ 2,3 % en 1986, + 6,5 % en 1987, + 6,5 % en 1988).

TRANSPORT

● Sécurité aérienne : Malte adhère à Eurocontrol. — Malte est devenu le 1^{er} juillet membre à part entière d'Eurocontrol, a annoncé cette organisation qui veille à la sécurité de la navigation aérienne en Europe. Malte devient ainsi le onzième membre d'Eurocontrol, qui regroupe déjà la plupart des pays de la CEE (sauf l'Espagne, le Danemark et l'Italie) ainsi que la Turquie. L'Italie et Chypre devraient également adhérer à Eurocontrol d'ici à la fin de cette année. — (AFP.)



Banque Européenne d'Investissement

INSTITUTION DE DROIT PUBLIC CRÉÉE PAR LE TRAITÉ DE ROME ÉTABLISSANT
LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
Siège provisoire : 100, boulevard Konrad-Adenauer à Luxembourg
Capital : 28 800 000 000 d'Ecus

EMPRUNT EN ECU 8,50 %

de 200 millions d'Ecus représentés par
200 000 obligations de 1000 Ecus

Juillet 1989

Taux de rendement
actuel
au règlement :

8,57 %

Prix d'émission :
99,55 % soit
995,50 Ecus
Date de règlement :
17 juillet 1989
Durée : 10 ans

Amortissement : au pair
le 17 juillet 1999
Cotation : Bourses de Paris
et Luxembourg

Souscrivez aux guichets des Caisses d'Épargne Écureuil,
de la Poste, du Trésor Public, des banques.

VISA COB 89-287 DU 26 JUIN 1989. BALO DU 3 JUILLET 1989

Le Monde DE L'ÉDUCATION

DOSSIER SPECIAL : LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

► PARIS-PROVINCE : OU ET QUAND S'INSCRIRE

En province les modes d'inscription. A Paris, fac par fac, la liste des places disponibles.

► LES PIÈGES À ÉVITER

Les procédures d'inscription varient selon les filières et les disciplines. Les méthodes de sélection des facs.

► EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG

Etablissement par établissement, les résultats dans six disciplines : droit, sciences éco, administration éco et sociale, langues étrangères appliquées, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.

► LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES

Beaucoup d'étudiants ne terminent pas les études qu'ils entreprennent. *Le Monde de l'éducation* a voulu savoir pourquoi et analyse les efforts des universités pour remédier à cette situation.

► ENQUÊTE : LES MIRAGES DE LA COMMUNICATION

Des formations et des diplômes aux contenus encore flous et aux débouchés incertains. Attention aux filières miroirs aux alouettes.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.



N° juillet/août - 132 pages - 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

Marchés financiers

Unilever lance une OPA sur le fabricant américain de parfums Calvin Klein

A 22,86 dollars par action, Unilever, la multinationale de Rotterdam, est prête à investir 376,2 millions de dollars (près de 2,5 milliards de francs). L'opération a l'assentiment du propriétaire de Calvin Klein, le groupe Minnetonka, qui pose comme condition qu'Unilever acquière au moins 51 % des actions. Cette transaction se situe dans le droit fil de la stratégie du groupe néerlandais. Dans le secteur des produits de beauté et d'hygiène corporelle, elle permet à Unilever de développer son implantation sur le segment des parfums de prestige. Calvin Klein fabrique les marques Obsession et Eternity, qui sont essentiellement vendues en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne.

M. Laurent Condomine est nommé président d'ICI-France

ICI-France, première filiale européenne du géant britannique Imperial Chemical Industries, numéro quatre mondial de la chimie, change de président. M. Paul Schindler, qui occupait ce poste depuis le 1^{er} janvier 1987, a été appelé à prendre en charge ICI-China, basée à Hongkong, ainsi que les intérêts détenus par le groupe britannique à Taiwan et en Corée. Il est remplacé à la tête d'ICI-France par M. Laurent Condomine, quarante-cinq ans, diplômé d'HEC, jusqu'ici président de la branche pharmaceutique. M. Condomine sera secondé dans sa nouvelle tâche par M. Paul Lavarat, cinquante-six ans, docteur en pharmacie, qui est nommé directeur général.

REPÈRES

Japon

Baisse de l'excédent des comptes courants...

L'excédent de la balance des comptes courants du Japon a atteint 3,38 milliards de dollars en mai, une baisse de 39,2 % sur le mois correspondant de 1988, indique le ministère des finances. Ce troisième recul mensuel consécutif est essentiellement dû à une forte hausse des importations, de 20,2 % sur un an. Le surplus commercial japonais a représenté 5,06 milliards de dollars, une chute de 23,2 % sur mai 1988, précise le ministère.

... Hausse de 0,6 % de l'indice des prix

L'indice japonais des prix à la consommation a augmenté de 0,6 % en mai, portant l'inflation sur douze mois à 2,9 %, indique l'agence de planification de coordination économique. Cette poussée est due, pour une bonne part, à l'introduction, le 1^{er} avril, d'une taxe à la consommation de 3 %. Durant le mois de mai, le secteur agro-alimentaire a également contribué à cette hausse des prix avec une progression, en rythme annuel, de 4,4 %.

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-5

Tél. : 43-26-51-09

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LAMBERT FRÈRES ET CIE

LAMBERT POURSUIT SA CROISSANCE

L'assemblée générale ordinaire de LAMBERT FRÈRES ET CIE s'est tenue le 27 juin 1989, sous la présidence d'Alain Carou. Le résultat net consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 1988 est de 112 millions de francs, contre 74,3 millions de francs en 1987, pour un chiffre d'affaires de 3 394 millions de francs. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 6 francs net par action, en hausse de 50 % sur celui de l'exercice précédent.

Une assemblée générale extraordinaire s'est réunie immédiatement après l'assemblée ordinaire. Elle avait pour objet d'autoriser le conseil d'administration à augmenter dans une limite de 100 millions de francs le capital de LAMBERT à concurrence de 500 millions de francs, à procéder à l'émission d'OBSA, et à émettre des obligations convertibles jusqu'à 1,5 milliard de francs.

A la demande d'un actionnaire, le président a proposé de reporter l'assemblée générale extraordinaire au mois de septembre.

La majorité de l'assemblée a repoussé cette résolution.

Une proposition a été faite en séance de déléguer sur des autorisations restreintes portant sur 250 millions de francs d'augmentation de capital nominal avec imputation sur ce montant de 1,5 milliard d'obligations convertibles.

Mises aux voix, ces résolutions ont recueilli 60 % des votes, pourcentage insuffisant pour prendre une décision en assemblée générale extraordinaire.

Le président a alors rappelé qu'à ce jour le conseil d'administration disposait de 91 millions de francs d'autorisations d'augmentation de capital en valeur nominale. Leur mise en œuvre permettra de faire face dans l'immédiat aux projets de croissance externe du groupe.

Le montant des investissements prévus en 1989 pour poursuivre la modernisation et le développement du groupe s'élève à 397 millions, dont 315 millions pour les activités industrielles, et 82 millions pour le réseau de distribution.

A fin 1989, LAMBERT aura en quatre ans investi 780 millions de francs dans la recherche et l'extension de l'outil industriel des différentes branches d'activité.

Dans le même temps, des investissements de 430 millions dans des opérations de croissance externe lui ont permis de renforcer ses positions dans la branche mille et dans le secteur de la distribution de matériaux.

Ces investissements ont donc été réalisés possibles par le redressement des résultats du groupe, qui sont passés d'une perte de 9 millions de francs en 1985 à un bénéfice de 112 millions de francs en 1988 et le renforcement des fonds propres réalisés depuis 1986.

Ainsi que l'a précisé Alain Carou : « La réussite du groupe passe par la poursuite d'un développement homogène de ses différents métiers. Cela présente l'avantage de bien répartir les risques, et garantit une croissance équilibrée. Pour chacun de ces métiers, il existe un véritable projet d'entreprise qui s'appuie sur des hommes, des équipements et un marché porteur. »

C'est dans l'unité et avec l'aide inestimable de tous ses actionnaires que LAMBERT est devenu un groupe important dans l'industrie et la distribution de matériaux. L'action LAMBERT est aujourd'hui un titre apprécié par la Bourse, qui a retenu les perspectives de croissance des différentes filiales industrielles et commerciales. Il convient donc de maintenir l'intégrité du groupe. Les moyens financiers que cela suppose ne sont nullement disproportionnés par rapport à la capitalisation boursière de notre société.

Au cours des cinq premiers mois de l'exercice 1989, l'activité a progressé de 9 % par rapport à la même période de 1988. Les résultats sont conformes aux prévisions.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1988

23 juil 30 juil

Valeurs françaises variables

Valeurs étrangères

Indice des matières premières

Indice des actions étrangères

Indice des actions françaises

Indice des actions européennes

Indice des actions asiatiques

Indice des actions américaines

Indice des actions africaines

Indice des actions océaniques

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

Indice des actions méditerranéennes

PARIS, 3 juillet

Valse hésitation

La semaine s'est ouverte, rue Vivienne, dans une atmosphère de grande incertitude. Récemment échauffé par les mauvais résultats du commerce extérieur français, puis par la subite réaction sur les taux d'intérêt en Allemagne, le marché parisien ne sait plus quelle consistance prendre. Après trois quarts d'heure de panne informatique dans la matinée, il avait bien essayé de donner naissance à une hausse (+ 0,23 %). Mais, progressivement, cette même vague s'est transformée en une baisse (- 0,16 % à 13 heures). L'indice CAC 40 a donc terminé négatif. Dans l'après-midi, l'indice a connu un regain de confiance, mais ce gain n'a pas suffi à inverser la tendance avec la persistance des difficultés informatiques.

Avec les premiers grands départs en vacances, l'activité s'est réduite, comme une pluie de chapeaux. Pourtant, après les coups de sursaut aux Etats-Unis où le « hard landing » économique semble vouloir se substituer au « soft landing », le marché a pu se rassurer. Mais pour quelques jours, le bourse de Wall Street est devenue, la plus forte depuis quinze mois, pourrait bien être un signal. D'autre part, la confirmation de plusieurs faillites parmi les sociétés de Bourse n'a pas contribué à l'apaisement du climat.

Pendant que les boursiers se morfondent, les investisseurs, après la pause nationale, s'efforcent tant bien que mal de rentrer les cours dans l'ordre. Il y a une belle pagaille.

A nos lecteurs

A la suite d'un incident technique, les cours de la Bourse publiés ci-contre sont incomplets. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

TOKYO, 3 juillet

Reprise

Après avoir d'abord baissé, le marché japonais s'est redressé durant la seconde partie de la séance de lundi. L'indice Nikkei, qui avait initialement perdu 94,60 points, s'est finalement établi à 33 236,42, en progrès de 287,73 (+ 0,87 point), reprenant ainsi près de la moitié du terrain perdu la semaine dernière. L'attention s'est évidemment focalisée sur les résultats de l'élection municipale partielle qui a eu lieu dimanche à Tokyo. Malgré la défaite du Parti libéral démocrate au pouvoir au profit des socialistes, les investisseurs ont éprouvé un certain soulagement. « Nous considérons les élections comme un jeu de hasard », déclare le directeur de la banque de Tokyo-Mitsubishi, Cho M. Masaharu Sakada, directeur général de Tachibana Securities. « Le résultat est difficile à prévoir et les investisseurs s'attendent à une incertitude. » L'activité est restée très faible avec à peine 400 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours de 30 juil	Cours de 31 juil
Alcatel	780	780
Alstom	1 050	1 040
Carrefour	1 700	1 620
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380
Elf	3 400	3 380

FAITS ET RESULTATS

● KI et Wellcome revendent leur filiale Cooper. — ICI, numéro quatre de la chimie mondiale, et le groupe pharmaceutique Wellcome ont annoncé qu'ils revendraient leur filiale commune de produits vétérinaires Cooper Animal Health à l'Américain International Minerals and Chemical Corporation (IMC) pour 155 millions de livres (163 millions de francs). Les deux sociétés d'outre-Manche avaient déjà annoncé cette vente en décembre dernier, mais le prix de la transaction n'avait pas été précisé. Cooper Animal Health, constitué, en 1984, par la fusion des branches de produits vétérinaires d'ICI et Wellcome, produit des vaccins, des traitements antiparasitaires et antituberculeux pour animaux. Elle regroupe notamment des sociétés en Grande-Bretagne, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis, en RFA et au Brésil, avec une présence dans seize autres pays. Son chiffre d'affaires mondial a atteint 200 millions de livres pour l'exercice terminé le 31 août 1988, avec un bénéfice net de 16 millions et des actifs nets de 70 millions de livres.

● Le CCF réorganise ses structures en Italie et en RFA. — Dans sa stratégie de reconquête à l'étranger sur les services aux grandes entreprises (ingénierie financière, marchés des capitaux) et aux particuliers qui souhaitent une gestion financière et patrimoniale internationale, le CCF (Crédit commercial de France) réorganise ses activités en Italie. Il cède trois de ses quatre succursales, à Turin, à Rome et à

Padoue, à la Banca Antoniana, membre du réseau des banques populaires Area Nord. Créée en 1893, la Banca Antoniana, basée à Padoue, souhaite renforcer son réseau déjà constitué de cinquante-quatre agences. Quant au CCF, il exercera ses activités en Italie à partir du siège principal de Milan, existant depuis 1923, et de la filiale financière Finanziaria Francial SpA. D'autre part, le CCF a annoncé la signature d'un accord avec le groupe italien, la Banca CRT, qui est également l'un de ses actionnaires étrangers, pour développer l'activité de sa filiale en RFA. La Banca CRT, qui ne dispose pas de réseau dans ce pays, entrera à hauteur de 50 % dans le capital de la filiale allemande du CCF, basée à Francfort.

● Hachette devrait maintenir ses bénéfices pour 1989. — Le groupe Hachette devrait être capable de maintenir, pour 1989, son précédent niveau de bénéfices (322,7 millions de francs nets pour l'exercice écoulé). M. Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe, l'a affirmé à l'occasion de l'assemblée des actionnaires. Le résultat avant intérêts et taxes devrait, quant à lui, atteindre 2 milliards de francs (contre 1,4 milliard pour 1988). Selon M. Lagardère, l'endettement du groupe (10 milliards de francs) est raisonnable. Il se compose de 6,2 milliards à moyen terme, provenant du rachat de Grifone et Diamanda, et de 3,7 milliards de francs à court terme.

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 30 juil	Cours de 31 juil	VALEURS	Cours de 30 juil	Cours de 31 juil
Amal & Associés	380	380	La Générale du Nord	280	280
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145
Amal	380	380	Leontine	145	145

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 30 juin 1989

VALEURS	PRIX d'exercice	Options d'achat	Options de vente
Amal	380	127	3,50
Amal	380	35	3
Amal	380	24	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21
Amal	380	25	21

MATIF

COURS	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Dernier	107,24	107,02	106,90
Précédent	107,60	107,34	107,10

INDICES

CHANGES

Dollar: 6,57 F ↑

Le dollar a accusé une nette baisse face aux autres devises le 30 juillet. La devise américaine s'échangeait, à Paris, à 6,5705 F, contre 6,6360 F vendredi à la cotation officielle. Pourtant, le dollar s'était d'abord raffermi à Tokyo, en raison du mauvais score réalisé par le Parti libéral démocrate (LPD) aux élections municipales.

FRANCFORT	30 juin	3 juillet
Dollar (en DM)	1.9252	1.9321
TOKYO	30 juin	3 juillet
Dollar (en yen)	163,95	162,50

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (3 juillet).....	93,94/95
New-York (30 juil).....	93,94/95

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

	29 juin	30 juin
Valeurs françaises	1142	1136
Valeurs étrangères	1138	1129
(SESE, base 100: 31-12-87)		
Indice général CAC	4614	4761
(SESE, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	1.731,99	1.727,86
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indice OMF 50	497,94	493,34

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles 2.458,27 2.440,86

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles 1.869,4 1.784,5

Mines d'or 197,2 223,5

Ponds d'Etat 85,03 85,01

TOKYO

	30 juin	3 juillet
Nikkei Dow Jones	92.940,69	93.236,42

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	1 ^{er} MOIS	2 ^{es} MOIS	3 ^{es} MOIS
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30
SE-U	6,569 6,570	- 9 + 6	- 0 + 30

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2
SE-U	3 1/2	5 1/2	7 1/2	9 1/2	11 1/2	13 1/2	15 1/2	17 1/2	19 1/2	21 1/2

Ces taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

مكتبة الأنجلو

Marchés financiers

BOURSE DU 30 JUIN

Compan	VALEURS	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	3211	3212	3213	3214	3215	3216	3217	3218	3219	3220	3221	3222	3223	3224	3225	3226	3227	3228	3229	3230	3231	3232	3233	3234	3235	3236	3237	3238	3239	3240	3241	3242	3243	3244	3245	3246	3247	3248	3249	3250	3251	3252	3253	3254	3255	3256	3257	3258	3259	3260	3261	3262	3263	3264	3265	3266	3267	3268	3269	3270	3271	3272	3273	3274	3275	3276	3277	3278	3279	3280	3281	3282	3283	3284	3285	3286	3287	3288	3289	3290	3291	3292	3293	3294	3295	3296	3297	3298	3299	3300	3301	3302	3303	3304	3305	3306	3307	3308	3309	3310	3311	3312	3313	3314	3315	3316	3317	3318	3319	3320	3321	3322	3323	3324	3325	3326	3327	3328	3329	3330	3331	3332	3333	3334	3335	3336	3337	3338	3339	3340	3341	3342	3343	3344	3345	3346	3347	3348	3349	3350	3351	3352	3353	3354	3355	3356	3357	3358	3359	3360	3361	3362	3363	3364	3365	3366	3367	3368	3369	3370	3371	3372	3373
--------	---------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Comptant (sélection)

SICAV (selection)

30/6

VALEURS	% du mont.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Finale Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale Inc.	Rachet net
Obligations																							
Ban. 6,80% 57	128 76	9 916	C.I. Montreal	1669	1320	Marathon Ind.	91 30	Vieille	1278	A.A.A.	958 83	972 32	Finco	478 95	463 08	Pine Invest.	725 32	682 44					
Ban. 6,80% 78/93	101 76	9 478	Chenier	1135	1135	Montreal Unif.	130	Wolfe	550 30	Action	235 28	227 04	Finco Prime	105 12	102 08	Pineview A	1165 53	1165 53					
Ban. 6,80% 79/94	104 70	9 478	Chenier	1225	1225	Negent S.A.	83	Wolfe	137	Action	338 15	319 11	Finco Prime	118 11	118 11	Pineview A	7055 82	7055 82					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01	870 73	Finco Prime	28 22	28 22	Pineview A	5059 84	5059 84					
Ban. 6,80% 80/90	104 70	9 478	Chenier	360	360	Midwest Port.	306	Wolfe	137	Action	944 01												

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8	Gains	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8	Gains
			Actes	Ventes					Actes	Ventes				
Libra (100 £)	8 840	8 836	6 400	6 560		80050	79400		Or (le kilo en francs)	80050	79400			
100	3 223	3 217		7 017		80000	79400		Or (en francs)	80000	79400			
100 (100 £)	330 000	339 600	326	348					Plaques (100 g)	458	457			
100 (100 £)	16 216	16 221	16 060	16 650					Plaques (100 g)	377				
100 (100 £)	301 180	301 330	292 250	312					Plaques (100 g)	483				
100 (100 £)	87 230	87 230	86 800	91 500					Plaques (100 g)	481				
100 (100 £)	83 200	83 200	80	86					Plaques (100 g)	586	578			
100 (100 £)	10 348	10 278	10 480	11 150					Plaques (100 g)	2840	2550			
100 (100 £)	3 840	3 947	3 790	4 000					Plaques (100 g)	1860	1860			
100 (100 £)	4 687	4 680		4 680					Plaques (100 g)	600	600			
100 (100 £)	305 240	304	406						Plaques (100 g)	380	380			
100 (100 £)	100 130	99 500	96 500	104 500					Plaques (100 g)	144	121 90			
100 (100 £)	48 230	48 300	48 750	49 750					Plaques (100 g)	1478				
100 (100 £)	5 339	5 340		5 340										
100 (100 £)	4 081	3 900	4 000											
100 (100 £)	6 666	6 562	5 350	5 700										
100 (100 £)	4 642	4 606	4 610	4 740										

COURS préc.	COURS 30/8	COURS DES BILLETS	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8	Gains
1191 81	1180 01		Gold	1191 81	1180 01	
1102 18	1100 00		Gold	1102 18	1100 00	
1232 43	1191 94		Gold	1232 43	1191 94	
9447 23	9154 57		Gold	9447 23	9154 57	
27 21	28 81		Gold	27 21	28 81	
10009 80	10009 80		Gold	10009 80	10009 80	
288 11	288 07		Gold	288 11	288 07	
1 00	1 05		Gold	1 00	1 05	
6746 38	6348 82		Gold	6746 38	6348 82	
264 24	263 71		Gold	264 24	263 71	
106 35	103 24		Gold	106 35	103 24	
430 44	410 92		Gold	430 44	410 92	
463 23	448 24		Gold	463 23	448 24	

COURS préc.	COURS 30/8	COURS DES BILLETS	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/8	Gains
1200 53	1200 73		Gold	1200 53	1200 73	
1000 53	1000 53		Gold	1000 53	1000 53	
1276 24	1228 47		Gold	1276 24	1228 47	
5596 16	5596 16		Gold	5596 16	5596 16	
6027 04	6027 04		Gold	6027 04	6027 04	
128 15	123 02		Gold	128 15	123 02	

Publicité Financière

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert -- * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 4 La visite de M. Gorbatchev en France. 5 La mort d'André Gromyko. 6 Le régime chinois accuse les dissidents de s'en être pris à la culture. 8 Les Américains confirment les erreurs humaines dans la destruction de l'Airbus iranien.	9 Fin de la session parlementaire ordinaire : M. Rocard à bon port après avoir frôlé la catastrophe. 10-11 La réunion du comité directeur du PS : les socialistes acroûtent le gouvernement et repoussent une alliance avec les Verts.	12 Projet de loi pour créer la profession d'avocat-conseil juridique. 13 La prière du Barroux promu père-abbé par le Vatican. 17 Sports : le Tour de France cycliste ; les internationaux de tennis de Grande-Bretagne à Wimbledon.	13 Musique : Des droits de l'homme, un oratorio de Marius Constant créé à Marseille. 14 Danse : La Fille mal gardée à La Bouteille. 14 La Marse à l'heure du nouveau musée Carnavalet. 18 COMMUNICATION.	25 Le rapport annuel de la CQF. 27 Le sommet de la CEDEAO au Burkina-Faso. 28-29 Marchés financiers. 30 Le rapport annuel de la Cour des comptes (fin).	Abonnements 18 Annonces classées 23 à 25 Cartes 18 Loto 17 Météorologie : en grève. Mots croisés 18 Radio-Télévision 15 Spectacles 15	Les corrigés du bac 3615 tapez LMSAC Les grandes écoles 3615 tapez LEMONDE

Les promesses de libération faites à Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah

Nouvelle polémique entre M. Pasqua et M. Dumas

Une nouvelle polémique s'est installée dimanche 2 juillet entre M. Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur, et M. Dumas, ministre des affaires étrangères, au sujet des promesses de libération faites aux terroristes Anis Naccache et Georges Ibrahim Abdallah.

Condamné, en mars 1982, à la prison à vie pour la tentative d'assassinat commis en juillet 1980 contre Chirac, ancien premier ministre du Shah d'Iran, Anis Naccache a été libéré par le gouvernement français en 1986. M. Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré à la presse que la libération de Naccache était le résultat d'une erreur humaine.

M. Charles Pasqua, qui, récemment, avait déjà abordé, non sans confusion, le sujet au Sénat (le 23 juin), vient de réitérer, dimanche 2 juillet, sur RMC, l'ancien ministre de l'Intérieur, a en effet affirmé que « nos prédécesseurs » — référence au gouvernement Fabius — avaient pris l'engagement de faire libérer Anis Naccache. « Nous », a ajouté M. Pasqua, nous n'avons pris aucun engagement ». M. Pasqua a déclaré qu'il était « sûr » de ce qu'il avançait mais « certain » de ne pas en avoir jamais rien dit à la légation.

Sur une question de M. Pasqua, après avoir affirmé que les négociations concernant aussi bien Anis Naccache que Georges Ibrahim Abdallah, qui allait bientôt être libéré, avaient été interrompues à Lyon, quelques mois plus tôt, par la DST. Pour obtenir sa libération, ses frères et ses compagnons enlevés, le 24 mars 1985, M. Peyrolles. Le 1^{er} avril suivant, ce dernier était libéré, grâce notamment aux bons offices du gouvernement algérien qui s'était entremis.

Le directeur de la DST, qui, menant, côté français, les pourparlers, avait promis la libération d'Abdallah en contrepartie. Mais quelques jours plus tard, la découverte d'une plaque perimétrique de la DST, contenant des armes, des munitions et du matériel de propagande, devait entraîner le non-respect de cet engagement. Car les armes découvertes avaient notamment servi dans plusieurs attentats accomplis contre des diplomates en poste à Paris. Les sanglants attentats commis à Paris entre le printemps et l'automne 1986 visaient notamment à obtenir la libération de Georges Ibrahim Abdallah, condamné depuis à la prison à vie.

Quant à Anis Naccache, il a fait l'objet de plusieurs négociations tant avant 1986 qu'après. A la suite de polémiques multiples, M. François Mitterrand n'avait pas caché qu'il était prêt à accorder la libération du terroriste contre celle de tous les otages français encore détenus au Liban. A plusieurs reprises, l'échange avait échoué in extremis, notamment en janvier et en mars 1986, quelques jours avant la victoire électorale de M. Chirac. Les amis de M. Dumas avaient à l'époque affirmé que l'échec de la négociation était imputable à une erreur humaine faite par ceux de M. Chirac auprès des autorités libanaises.

Après l'arrivée de M. Chirac à l'Élysée, les négociations devaient reprendre rapidement, sous l'autorité directe de M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui avait la totale responsabilité de ce dossier. Anis Naccache fut alors visité dans sa prison de Clairvaux à plusieurs reprises par M. Didier Destremau, chargé de mission à la direction du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, d'abord en compagnie de M. Serrat, puis seul. Anis Naccache avait alors la possibilité de téléphoner à Téhéran, ce dont il ne se priva pas. Il semble bien que sa libération lui ait été promise en échange de celle de tous les otages du Liban.

M. Destremau, consul général à la Nouvelle-Orléans depuis février 1988, devait encore faire parler de lui au moment de l'affaire Gordji, avec lequel il maintenait des contacts suivis. Dans les milieux de l'émigration, on affirmait alors qu'il était à l'origine de l'information qui avait permis, le 3 juin 1987, à Gordji de prendre la large lorsque les autorités judiciaires, voulant interroger l'« interprète » iranien à propos des attentats commis à Paris, avaient cherché à l'interroger.

GEORGES MARION.

Marchandage

Georges Ibrahim Abdallah avait ainsi fait l'objet d'un marchandage entre sa famille et le directeur de la Direction de la surveillance du territoire (DST), M. Bernard Gérard, au moment de l'enlèvement d'un diplomate français en poste à Tripoli (Liban), M. Gilles Sydney Peyrolles. Georges Ibrahim Abdallah, qui allait bientôt être libéré, avait été interrogé à Lyon, quelques mois plus tôt, par la DST. Pour obtenir sa libération, ses frères et ses compagnons enlevés, le 24 mars 1985, M. Peyrolles. Le 1^{er} avril suivant, ce dernier était libéré, grâce notamment aux bons offices du gouvernement algérien qui s'était entremis.

Le directeur de la DST, qui, menant, côté français, les pourparlers, avait promis la libération d'Abdallah en contrepartie. Mais quelques jours plus tard, la découverte d'une plaque perimétrique de la DST, contenant des armes, des munitions et du matériel de propagande, devait entraîner le non-respect de cet engagement. Car les armes découvertes avaient notamment servi dans plusieurs attentats accomplis contre des diplomates en poste à Paris. Les sanglants attentats commis à Paris entre le printemps et l'automne 1986 visaient notamment à obtenir la libération de Georges Ibrahim Abdallah, condamné depuis à la prison à vie.

Quant à Anis Naccache, il a fait l'objet de plusieurs négociations tant avant 1986 qu'après. A la suite de polémiques multiples, M. François Mitterrand n'avait pas caché qu'il était prêt à accorder la libération du terroriste contre celle de tous les otages français encore détenus au Liban. A plusieurs reprises, l'échange avait échoué in extremis, notamment en janvier et en mars 1986, quelques jours avant la victoire électorale de M. Chirac. Les amis de M. Dumas avaient à l'époque affirmé que l'échec de la négociation était imputable à une erreur humaine faite par ceux de M. Chirac auprès des autorités libanaises.

Après l'arrivée de M. Chirac à l'Élysée, les négociations devaient reprendre rapidement, sous l'autorité directe de M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, qui avait la totale responsabilité de ce dossier. Anis Naccache fut alors visité dans sa prison de Clairvaux à plusieurs reprises par M. Didier Destremau, chargé de mission à la direction du Moyen-Orient au Quai d'Orsay, d'abord en compagnie de M. Serrat, puis seul. Anis Naccache avait alors la possibilité de téléphoner à Téhéran, ce dont il ne se priva pas. Il semble bien que sa libération lui ait été promise en échange de celle de tous les otages du Liban.

M. Destremau, consul général à la Nouvelle-Orléans depuis février 1988, devait encore faire parler de lui au moment de l'affaire Gordji, avec lequel il maintenait des contacts suivis. Dans les milieux de l'émigration, on affirmait alors qu'il était à l'origine de l'information qui avait permis, le 3 juin 1987, à Gordji de prendre la large lorsque les autorités judiciaires, voulant interroger l'« interprète » iranien à propos des attentats commis à Paris, avaient cherché à l'interroger.

GEORGES MARION.

ALGÉRIE : la fin du monopole du FLN

Les députés votent la loi autorisant le multipartisme

L'Algérie entre dans l'ère du multipartisme. C'est à moins levée que les députés ont adopté, dimanche 2 juillet, la loi sur les associations à caractère politique, mettant fin à un quart de siècle de monopole du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir depuis 1962.

ALGER de notre correspondant

Ce texte de loi, dit sa promulgation, organisera ce que la majorité des Algériens appellent de leurs vœux depuis longtemps : « la démocratie politique », remède espéré de tous leurs maux.

L'islam et la langue nationale, posés comme principes fondamentaux de la personnalité et de la société algériennes, ont été au cœur de discussions échauffées. Les partis seront contraints d'utiliser la langue arabe dans leur expression officielle et d'édifier leur première et principale publication dans cette langue. Quelques députés ont même demandé que l'article 3, stipulant que l'association ne peut fonder exclusivement son existence sur des bases confessionnelles ou régionales, prenne la forme d'un « il n'y a pas de distinction à faire entre islam et politique ou entre islam et Etat dans la mesure où le premier est religion officielle du second. La question a été tranchée par la commission juridique puisque son amendement, adopté par 120 voix contre 52, interdisait à toute association de s'arroger le droit de protéger et de défendre l'islam.

Les membres fondateurs d'un parti devront être au minimum quinze, avoir vingt-cinq ans révolus, être algériens ou avoir obtenu la nationalité algérienne depuis dix ans au moins. Le récépissé de dépôt de dossier auprès du ministre de l'Intérieur publié par le Journal officiel dans les deux mois est la reconnaissance légale du parti.

L'association reconnue ne pourra, dès sa création, prétendre à une aide financière de l'Etat. La subvention

ne sera accordée qu'en fonction du nombre de sièges de députés à l'APN. D'un autre côté, tout soutien financier ou matériel venant de l'étranger est interdit par la loi. Dans un premier temps, chaque association devra vivre de dons et des cotisations de ses militants. La disposition du projet gouvernemental prévoyant la dissolution d'un parti si l'un de ses membres fondateurs fait l'objet d'une condamnation a été supprimée par les députés qui ont mis en avant l'individualité des sanctions pénales.

Femmes en colère

D'autre part, plusieurs centaines de personnes ont manifesté devant l'Assemblée, dimanche, pour « la reconnaissance des droits des femmes ». « une société assurée du respect, la dignité et le développement harmonieux des enfants », « une école vecteur de savoir, de connaissances scientifiques et non un lieu de mariage idéologique ». Après avoir tenté — vainement — d'interrompre la circulation sur le boulevard du front de mer, les manifestants (hommes et femmes confondus) ont occupé pendant deux heures l'entrée de l'APN, brandissant des banderoles et criant des slogans contre « l'obscurantisme » et « la tutelle imposée aux femmes ».

Une délégation de femmes a été reçue par le vice-président de l'Assemblée, M. Naouira. « Nous lui avons dit notre inquiétude en ce qui concerne toutes les violences que subissent les femmes en ce moment », a indiqué l'une de ces femmes à la fin de l'entretien. « Il nous a été répondu, a-t-elle souligné, que le pouvoir était prêt à défendre les citoyens mais qu'il n'avait pas été particulièrement violent dans l'atmosphère ».

« Nos droits nous les avons arrachés par le sang, comme tout le peuple algérien, lorsque nous avons lutté pour libérer le pays », a déclaré une moudjahida (ancienne combattante), et nous ne baisserons pas les bras devant une petite faction qui

veut imposer son point de vue à la majorité. » En dénonçant « la montée de l'intolérance » et la « gravité des violences » perpétrées contre les femmes, les manifestants ont stigmatisé les agissements d'extrémistes islamistes sans toutefois clairement les nommer.

Les témoignages sont pourtant édifiants sur telle « milice islamique » dont les membres portant brassard n'hésitent pas à interpeller les couples de jeunes dans les rues, et aux abords des foyers universitaires, exigeant leurs papiers d'identité afin de vérifier s'ils sont ou non légitimement mariés. Des commandos descendent sur les campus, et terrorisent les jeunes filles. Près de Blida, à une cinquantaine de kilomètres d'Alger, plusieurs centaines d'intégristes ont convergé il y a quelques jours pour empêcher les étudiants de manifester au lendemain de l'agression de l'une d'entre elles, à l'intérieur même du foyer de la cité-U.

Mais le comble de l'horreur a été atteint à Ouargla, à 800 kilomètres au sud-est de la capitale, il y a deux semaines, où, pour laver les péchés d'une femme divorcée qu'ils considéraient comme « légère », une douzaine de « justiciers » bien intentionnés ont incendié sa maison en pleine nuit. Cette femme qui vivait là avec ses deux enfants a réussi à s'échapper en compagnie de sa fille de quatorze ans. Mais à l'arrivée des secours, son jeune fils de trois ans était mort, carbonisé.

« Faudrait-il attendre que les journaux regorgent d'affaires scandaleuses comme celle de Ouargla pour comprendre l'étendue du mal et enfin réagir ? », interroge l'Association pour l'émancipation de la femme dans un tract distribué devant l'APN. « Ce qui s'est passé à Ouargla n'est que l'aboutissement logique d'une politique qui vise à rendre les femmes responsables de tous les maux de la société », estime l'organisation féministe dénonçant dans la même déclaration « la violence juridique du code de la famille » qui fait des femmes « des mineures à vie ».

FREDERIC FRITSCHER.

Les initiatives du cardinal Decourtray

M. René Rémond présidera la commission d'historiens sur l'Eglise et Paul Touvier

LYON de notre bureau régional

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a annoncé, lundi 3 juillet, la composition de la commission d'historiens chargée d'étudier l'attitude des hommes et des communautés de l'Eglise catholique dans l'affaire Touvier, du nom de l'ancien responsable de la milice à Lyon, et l'ensemble de la période concernée.

Il s'agit de MM. René Rémond, qui, entre autres responsabilités, assure celles de président du Conseil supérieur des archives et dirigera les travaux, Jean-Pierre Azéma, maître de conférences à la Fondation nationale des sciences politiques de Paris, spécialiste de l'histoire de la deuxième guerre mondiale, et en particulier de celle de la Milice. François Bédaride, directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, Gérard Cholvy, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry de Montpellier, Bernard Comte, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Lyon, spécialiste d'histoire religieuse et d'histoire de la deuxième guerre mondiale, directeur du centre André-Latrelle.

« La grave de la Météorologie nationale continue... Le personnel requis n'effectue actuellement que quelques observations et calculs partiels, et les ordinateurs privés de données durant trois semaines fonctionnent à partir de données climatiques théoriques. La continuation de la grave a été votée le 30 juin, jusqu'au lundi 3 juillet au soir. Mais, en l'absence de négociations », les personnels pourraient encore le prolonger et entreprendre d'autres actions, ont indiqué des délégués syndicaux (FO, CGT et CGT). Lundi 3 juillet, une assemblée générale devra décider de la suite à donner au mouvement.

Jean-Dominique Durand, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lumière (Lyon 2), auteur d'une thèse sur l'Eglise dans la crise italienne 1943-1948. Yves-Marie Hilaire, professeur d'histoire contemporaine à l'université Lille-III.

A ces historiens s'ajoute le Père Jean Dujardin, secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, qui représentera l'archevêque de Lyon.

Cette commission publiera ses conclusions sous sa propre responsabilité quand elle les estimera assez sûres pour contester la vérité historique, a indiqué Mgr Decourtray, en ajoutant : « J'aimerais, bien sûr, qu'elle puisse les donner avant le procès. » R. Ra.

M. Claude Béraud nommé médecin-conseil de la Sécurité sociale

Le docteur Claude Béraud, professeur de gastro-entérologie à l'université Bordeaux-II, a été nommé médecin-conseil national, c'est-à-dire chef du contrôle médical pour la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (CNAAMTS), a annoncé M. Claude Evin, ministre de la santé, lundi 3 juillet. Il succède au docteur Jean Marty, qui part à la retraite.

[Après de soixante et un ans, le professeur Claude Béraud, spécialiste d'hépatologie et chef de service hospitalier, a été vice-président de l'université Bordeaux-II, de 1978 à 1975. Il a consacré de nombreux ouvrages à l'hépatologie, notamment le *Foie des Français* (Stock, 1983). Spécialiste aussi d'économie de la santé, il a fait partie de la commission des comptes de la santé de 1973 à 1981 ; il préside depuis 1983 la Société française d'économie, de démographie et de sociologie et d'économie médicale. Il a publié plusieurs séries d'articles sur le coût de la santé dans le *Monde*.]

Deux policiers de Sanary inculpés et écroués

Sept balles pour un « contrôle de routine »

M^{lle} Nicole Soula et ses deux fils, Rodolphe, dix-neuf ans, et Emmanuel, dix-huit ans, ont sans doute commis l'erreur d'avoir tiré, samedi 2 juillet, vers 3 h 30 du matin, à un carrefour de Six-Fours (Var). Pour de deux hommes sortis précipitamment d'une voiture qui venait de bloquer leur propre véhicule à un feu tricolore, deux hommes sans brassard, sans signe distinctif, qui « avaient l'air de bandits ».

Les deux hommes étaient des policiers, membres de la brigade de surveillance de nuit de Sanary, mais M^{lle} Soula et ses fils ne l'ont compris qu'après une mésaventure qui aurait pu être mortelle. Rodolphe Migeon, fils de l'ancien gardien de but de l'Olympique de Marseille, Gérard Migeon, accompagné de sa mère, conduisant Emmanuel à son tour, à la gare Saint-Charles de Marseille. Il avait sagement stoppé sa BMW blanche à un feu tricolore dans la traversée de Six-Fours quand il a vu une RS blanche se ranger à ses côtés, trois hommes le dévisageant puis, brusquement, la RS bloquer son véhicule et deux des occupants surgir hors de la voiture, main à la hanche selon les témoins.

Comme sa mère à ses côtés, comme son jeune frère, il a pris peur. Il n'a voulu s'extraire de ce qu'il croyait être un quelconque contrôle nocturne. Il a tenté une marche arrière maladroite. Les deux hommes ont tiré six fois dans la calandre et les pneus de la BMW. Sa mère et son frère ont plongé sous leur siège. Lui est resté au volant. Nouvelle marche

arrière qui s'achève contre un pylône de l'EDF. Nouveaux tir, cette fois contre le pare-brise : Rodolphe est assailli à l'épée par sept balles de calibre 9 mm. Ce n'est qu'après avoir tiré à sept reprises, en ouvrant les portières de la BMW, que les deux hommes ont expliqué à la famille qu'ils étaient des policiers en fonction. « Comment l'aurions-nous deviné ? se plaignent les occupants de la BMW. Pas de brassard, pas de gyrophares. »

Surtout, pas d'explication. Dans la région marseillaise, les policiers, la nuit, ressemblent à n'importe qui. Après avoir passé quelques heures à l'hôpital de La Seyne-sur-Mer, Rodolphe, légèrement blessé, a été transporté dans une maison de repos. Sa mère a déposé plainte. Dimanche, un juge d'instruction de Toulon, M^{lle} Michèle Cusiné, a inculpé les deux policiers — dont l'identité n'a pas été révélée — « de coups et blessures volontaires par des agents de la force publique donnés dans l'exercice de leurs fonctions ». Le troisième fonctionnaire, qui pilotait la RS blanche, a été entendu comme témoin. Le magistrat a également pris une ordonnance de détention provisoire à l'encontre des deux policiers. De son côté, pour comprendre comment l'équipe de nuit de Sanary avait pu prendre M^{lle} Soula et ses enfants pour des voyous « au cours d'un contrôle de routine », l'inspection générale des services de la police nationale (IGPN) a ouvert une enquête.

Le numéro de « Monde »

daté 2-3 juillet 1989 a été tiré à 568 797 exemplaires

A C D E F G H

POLOGNE

Le journal de l'opposition suggère que Solidarité prenne la tête du futur gouvernement

Le suspense demeure complet, lundi 3 juillet, à Varsovie, où les tractations se poursuivent en vue de l'élection du président de la République, qui aurait lieu seulement le jeudi prochain. Dans un éditorial signé de son rédacteur en chef, M. Adam Michnik, *Gazeta*, le quotidien de Solidarité, a suggéré, lundi, que l'organisation de Lech Walesa forme le futur gouvernement polonais en échange de son appui au candidat du Parti communiste à la présidence.

Après avoir annoncé qu'il renoncera lui-même à une candidature et proposera le nom de son successeur, le général Jaruzelski, ancien secrétaire général du POU et président du Conseil d'Etat, avait accepté vendredi soir, à la demande du parti, de se donner un délai de réflexion supplémentaire. Le général Kisielecki, bien vu de Solidarité, ne fait pas l'unanimité au sein du parti, dont l'aile dure lui reprocherait d'avoir un peu trop cédé à l'opposition lors des négociations qui ont abouti à l'accord d'arrêt sur la refonte des institutions et des élections semilibres.

La question de la présidence s'inscrit désormais dans le contexte plus large de la répartition des pouvoirs au sein de toutes les institutions. Cette situation tient en grande partie au nouveau rapport de forces en train d'émerger entre le parti et ses deux partenaires de la coalition au pouvoir, le Parti paysan et le Parti démocratique, qui entendent maintenant leurs sièges à la Diète. N'osant pas de retirer son soutien au POU, le Parti démocratique s'était clairement prononcé, vendredi, pour des discussions avec Solidarité sur la création du futur gouvernement.

Par ailleurs, les deux chambres du Parlement se réunissent mardi pour désigner leurs présidents. Le président de la Diète pourrait être M. Mikolaj Kozielewicz, l'un des dirigeants du Parti paysan et l'un des deux seuls candidats de la

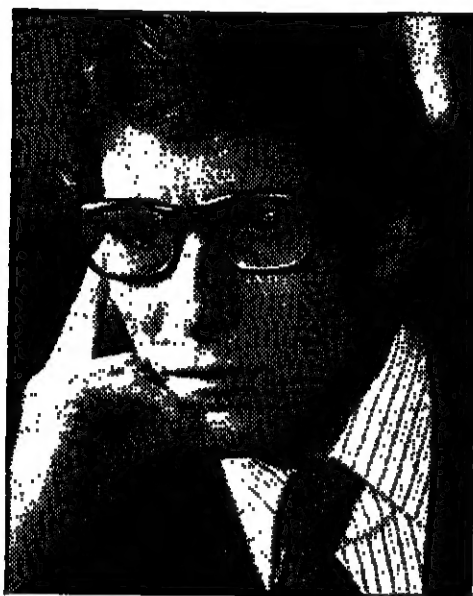
famille liste nationale présentée par le POU au premier tour de l'élection à avoir été élu. Personnalité indépendante, qui réclame depuis 1984 la légalisation de l'opposition, il serait un candidat acceptable pour Solidarité.

Pour la fonction de président du Sénat, où elle dispose de 99 des 100 sièges, Solidarité a désigné dimanche M. Andrzej Stelmachowski, qui avait servi l'année dernière de médiateur entre Lech Walesa et le gouvernement avant la reprise des négociations. M. Gersmek, l'un des principaux stratèges de Solidarité, a quant à lui été désigné comme chef de son groupe parlementaire à la Diète.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION)

Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages époustouflants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jupes de lit... Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



La plus grande Griffe du monde
entre au Second Marché de la Bourse de Paris
au prix d'offre de 853 F par action le 6 juillet 1989

YVES SAINT LAURENT

Une note d'information est tenue gracieusement à la disposition du public auprès des intermédiaires financiers.

هكذا من الأصل